

**L'U.R.S.S. lance
un avertissement
à Israël**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens



3,60 F
3 DA : Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Algérie, 300 m. ; Liban, 15 ad. ; Égypte, 25 fr. ; Israël, 300 m. ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 300 y. ; Libye, 0,350 dr. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 120 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 7,75 M. ; Suède, 325 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Turquie, 1.401 l. ; Yougoslavie, 66 d. ; Roumanie, 100 lei.
Tarifs des abonnements page 13
RUE DES ITALIENS
75127 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696272 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Moscou n'entend pas assouplir sa politique face au plan américain sur les euromissiles

**Washington
marque un point**

En se démarquant, dans la grande bataille des euromissiles — diplomatique... pour le moment — d'une position rigide, l'option zéro, le banissement de toute fusée nucléaire américaine ou soviétique à moyenne portée en Europe, le président Reagan a marqué un point. Chez tous les alliés des États-Unis, de l'approbation chaleureuse de M. Thatcher au « grand intérêt » exprimé par le Quai d'Orsay, ce n'est qu'un concert de louanges. M. Reagan s'est même offert un « bon » matinal en obtenant du président romain Cossiga, si discret dans les derniers temps, l'approbation du principe d'une « solution intermédiaire », avant, il est vrai, qu'il ait formulé la sienne.

Est-ce à dire que le geste de bonne volonté de Washington aura un effet magique et débarrassera les négociations américano-soviétiques de Genève sur la limitation des armements nucléaires ? Dans l'attente d'une réaction publique du Kremlin, le scepticisme prévaut.

Sur le fond, c'est vrai, l'offre de M. Reagan de substituer à l'option zéro l'objectif zéro (comme le suggère M. Giscard d'Estaing dans un récent article du « Monde ») ne change pas grand-chose. Elle était attendue et M. Mitterrand avait indiqué en décembre au journaliste américain Joseph Kraft que tout accord impliquerait un compromis sur le nombre des euromissiles.

Mais la plus grande difficulté n'est pas quantitative : elle est qualitative, comme le soulignent aussi les « Izvestia » : les Américains et leurs alliés demandent aux Soviétiques de renoncer à un fait accompli contre un fait qui ne l'est pas encore, et d'abandonner une réalité — un certain nombre de SS-20 — contre l'abandon d'une virtualité, le programme d'euromissiles de l'OTAN.

Tout le mal vient de ce que les Soviétiques ont pris dans la course aux armements en Europe plusieurs années d'avance sur les Américains. En 1979, quand l'OTAN a arrêté son programme d'euromissiles, les Soviétiques disposaient déjà d'une centaine de SS-20 opérationnels. Aujourd'hui, ils en ont quelque trois cent cinquante, dont deux cent cinquante brachés sur l'Europe. Le point d'équilibre ne se situe donc ni dans la situation actuelle ni même à un retour à 1979. Il ne peut être envisagé, le plus bas possible comme le propose aujourd'hui M. Reagan, qu'en permettant à une des parties d'augmenter son armement tout en maintenant l'autre à réduire le sien.

Malheureusement, il n'est pas de précédent dans l'histoire diplomatique qu'une puissance donne le feu vert à l'armement d'une autre puissance tout en réduisant le sien propre. Aussi peut-on penser — et craindre — que la négociation ne puisse être vraiment amorcée avant que les Occidentaux aient commencé les implantations d'euromissiles américaines, ce qui est prévu pour la fin de cette année. Il s'agira alors de limiter, faute de mieux, des faits accomplis en fixant des plafonds aux euromissiles américains et soviétiques. Les mêmes ou deux plafonds différents ? M. Reagan insiste sur l'« égalité », mais ce devrait être le principal objet d'une négociation raisonnable.

L'affaire est évidemment risquée, et M. Gromyko, désormais vice-premier ministre soviétique, a déjà prévenu qu'après l'implantation de Pershing-2 en R.F.A. « Il serait illusoire de penser que les négociations se poursuivront comme avant ». Mais il n'a tout de même pas dit qu'elles ne se poursuivraient pas. Et lui ne sait comment une solution pacifique pourrait intervenir autrement.

Devant les ambassadeurs des pays membres de l'alliance atlantique à Washington, le président Reagan a confirmé et expliqué mercredi 30 mars les propositions qu'il a faites aux Soviétiques pour relancer les négociations de Genève sur les euromissiles. Il suggère « un accord intérimaire qui réduirait substantiellement les forces à des niveaux égaux des deux côtés ». Les propos du président ont été bien accueillis par les alliés des États-Unis.

A Moscou, aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée, mais tout laisse prévoir, indique notre envoyé spécial, un rejet de la proposition Reagan. L'U.R.S.S. n'entend pas assouplir sa politique dans ce domaine.

De notre envoyé spécial

Moscou. — Ni les dirigeants ni les médias soviétiques n'avaient encore réagi, ce jeudi matin 31 mars, au nouveau discours prononcé la veille par M. Reagan et à sa proposition de solution « intermédiaire » sur les euromissiles, mais tout ce que l'on entend ici ces derniers jours ne laisse aucun doute sur ce que sera la réponse : elle sera négative.

La principale raison en est que toute variante comportant l'installation de fusées américaines en Europe de l'Ouest est jugée ici inacceptable, quels que soient le nombre et le type de ces missiles. Or c'est bien ce que propose M. Reagan, dont la variante « intermédiaire », rappelle-t-on ici, se fonde sur les mêmes principes que l'« option zéro » déjà rejetée : égalité des seuls systèmes américains et soviétiques, dans une seule catégorie d'armes, celle des missiles basés à terre.

La position soviétique est affirmée de manière si catégorique que l'on peut douter qu'un compromis

soit tout simplement possible à Genève cette année. D'une part, en effet, il équivaudrait pour l'Union soviétique à contraindre son programme de réarmement de son adversaire potentiel. Même s'il se s'agissait que d'installer un minimum symbolique d'une vingtaine de missiles de croisière, en R.F.A. par exemple, on ne voit pas comment Moscou pourrait donner son aval à une telle opération. D'autre part, on insiste ici, comme le faisait dès mardi dans les *Izvestia* M. Faline, ancien ambassadeur à Bonn, aujourd'hui commentateur de l'organe du gouvernement, sur le fait que l'essentiel de la décision de l'OTAN en 1979 « n'est pas la quantité mais la qualité », et qu'« une seule fusée peut changer le climat stratégique si elle permet de rompre avec le principe de sécurité égale » (l'un des maîtres-mots de la doctrine soviétique en la matière).

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

M. Mauroy invite la gauche à la patience et à la « gestion des réformes amorcées »

Continuant ses conversations — des « échanges d'information », dit-on officiellement — avec les représentants des organisations syndicales, M. Mauroy a reçu, jeudi matin 31 mars, une délégation du C.N.P.F. conduite par M. Yvon Gattaz.

La veille, le premier ministre s'était entretenu avec une délégation de Force ouvrière, dont le secrétaire général, M. André Bergeron, avait notamment souligné le mécontentement et les risques de conflits provoqués par l'annonce du plan d'austérité.

A l'issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, avait indiqué, pour sa part, que le plan gouvernemental serait complété par des mesures sociales et un programme de développement industriel. « Par

rapport aux objectifs de la gauche, ce plan ne répond pas à tous nos vœux, à tous nos espoirs, avait déclaré le secrétaire d'État. Si la nécessité nous oblige à toucher des couches sociales qui nous soutiennent, ce n'est pas par masochisme, mais nous ne nous résolvons pas à ce que la France soit dans le déclin. Il ne s'agit pas de reprendre d'une main ce que nous avons, selon certains, donné inconsidérément ».

Devant les députés socialistes, jeudi après-midi, M. Mauroy devait expliquer les orientations gouvernementales en soulignant la nécessité, pour la gauche, de se consacrer pendant deux ans à la gestion des réformes amorcées.

La gêne qu'éprouve le gouvernement vis-à-vis des syndicats ouvriers et des partis de la majorité donne aujourd'hui la mesure du désarroi des dirigeants socialistes contraints d'assumer désormais une politique résumée par deux mots dont l'usage était jusqu'à présent prosaïque du langage de la gauche : l'austérité et la pause. Le plus gêné est incontestablement M. Pierre Mauroy, obligé de mettre plusieurs bâtons à l'opiniâtisme qu'il avait affiché avant les élections municipales mais dépourvu d'arguments nouveaux pour espérer persuader ses interlocuteurs de relayer l'appel à la mobilisation générale lancé le 23 mars par M. François Mitterrand. La marge

de manœuvre du premier ministre est, en effet, pratiquement nulle.

Le secrétaire général de F.O. a bien compris, mercredi après-midi 30 mars, que le plan d'austérité n'est pas négociable. M. André Bergeron a d'ailleurs indiqué que la discussion sur les conséquences du recours à l'emprunt obligatoire avait été « très vive ». Comme le redoutaient les syndicats, ces nouveaux entretiens de l'hôtel Matignon devaient être, pour l'essentiel, de pure forme. Sans doute permettront-ils de préparer certaines mesures sociales qui pourraient être prises ultérieurement, à titre compensatoire, mais l'annonce de deux « volets » complémentaires — un ensemble social et un « plan industriel » — faite par le porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil des ministres procède surtout d'un souci d'apaisement. Pour l'instant, le gouvernement propose simplement une série d'échanges de vues étalés sur plusieurs semaines. Les organisations syndicales seront conviées à diverses consultations auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, successivement, sur le financement de l'assurance-chômage (M. Pierre Bérégovoy présidera une « table ronde »), sur le budget social de la nation (qui donnera lieu à une déclaration du gouvernement au Parlement), sur la réduction du temps de travail, sur la démocratisation du secteur public, sur la hiérarchie des salaires. M. Mauroy présidera personnellement, fin avril, une autre « table ronde » qui sera, celle-là, consacrée à la formation professionnelle des jeunes.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)

L'industrie française fera-t-elle les frais de l'austérité ?

Lire page 7 l'article de JEAN-MICHEL QUATREPOINT

La « quatrième frontière » de M. Reagan

La situation reste tendue en Amérique centrale, particulièrement au Nicaragua, où les éléments armés antisandinistes poursuivent leurs incursions près de la frontière du Honduras. Le gouvernement de Managua a envoyé des renforts, et M. Tomas Borge, ministre de l'Intérieur, a dénoncé le mercredi 30 mars la présence au large des côtes du pays de navires de guerre américains. Une organisation anti-

sandiniste a affirmé au Honduras avoir abattu deux appareils de l'armée de l'air nicaraguayenne. A Grenade, M. Bishop, premier ministre, a renouvelé mercredi ses craintes d'une intervention des États-Unis. M. Reagan a vivement dénoncé la semaine dernière la construction d'une piste d'atterrissage dans cette petite île des Caraïbes dont le gouvernement est pro-cubain.

par MARCEL NIEDERGANG

dégrader au sud, côté Costa Rica, si les groupes antisandinistes réfugiés dans ce dernier pays passent à leur tour à l'action comme ils l'ont annoncé. De fait, le Nicaragua, critiqué et assiégué, a franchi depuis une semaine une nouvelle étape vers une « guerre larvée ». A Washington, on parle déjà de guerre civile entre partisans et adversaires d'un régime dont les dirigeants ne dissimulent pas leur admiration pour le « modèle cubain ».

Le refus persistant du gouvernement du Honduras d'admettre la

présence sur son territoire de camps où sont regroupés, entraînés et équipés des commandos qui intensifient leurs coups de main au Nicaragua ne signifie pas que le pays le plus pauvre d'Amérique centrale soit sur le point de rejouer le rôle qu'avait été le sien en 1954, lorsque des groupes armés, encouragés et financés par les États-Unis, s'étaient, depuis son territoire, lancés à l'assaut du gouvernement guatémaltèque du colonel Arbenz Guzman. Pas encore.

Mais les signes d'un engagement croissant de cette nation dans les turbulences du Salvador et du Nicaragua se multiplient. C'est la presse des États-Unis, comme d'habitude percutante et impertinente, qui donne des détails : les camps de commandos anti-sandinistes, proches de la frontière du Nicaragua, sont largement pourvus de matériel et d'armement américains. Trois nouveaux aéroports et une station de radar américaine sont en construction ou en projet, ainsi qu'un camp d'entraînement pour militaires salvadoriens. Dix-sept mille soldats salvadoriens pourraient être instruits par une centaine de « conseillers » américains, si le Congrès de Washington accorde des crédits et si le gouvernement de Tegucigalpa donne son feu vert.

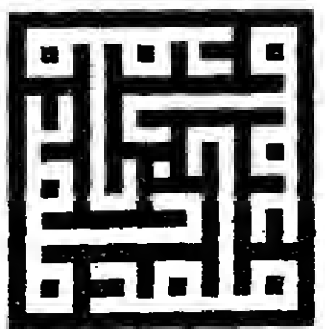
(Lire la suite page 4.)

CHARLES RIZK

Entre l'Islam et l'Arabisme

Les Arabes jusqu'en 1945

Un Libanais remonte aux sources du drame arabe contemporain.



ALBIN MICHEL

LE MONDE
diplomatique

D'AVRIL
EST PARU

Au sommaire :
• Rigueur économique et passion politique : l'analyse et la fibuste (Claude Julien).
• L'effort de réarmement aux États-Unis.

AU JOUR LE JOUR

La dernière histoire marseillaise n'est pas drôle du tout, mais elle est exemplaire. En quelques minutes, mercredi, toute la ville, suivie dans l'instinct par Paris, a frôlé d'une main nouvelle : le décès de M. Defferre. Une grippe, une absence, un début d'ont, un simple exomén à l'hôpital, et le lourd nuage de la rumeur obscure obscurci la ville. Il a fait

Marseille

languer les esprits, levant des croix et réveillant des haines. Cette affaire prouve que, au pays dit de Descartes, on a pris l'habitude d'affirmer d'abord et de vérifier ensuite. Mais aussi que la ville entretient avec son maire des relations d'une rare ambivalence : elle les pousse aux limites de l'exagération qui est à la fois le charme et le péché de Marseille.

BRUNO FRAPPAT.

La télévision et son audience

« Dallas » : 33,7 %, « Champs-Élysées » : 34,7 %, « Droit de réponse » : 11,8 %. Chaque jour, les trois chaînes de télévision jouent leurs émissions à la loterie du taux d'audience. Gardés secrets, ces chiffres font et défont les programmations, attirent la manne publicitaire, sanctionnent producteurs et réalisateurs. Le Centre d'études d'opinion prend ainsi depuis 1974 le pouls quotidien de la télévision française. Mais il cherche aussi à cerner, derrière les chiffres, les pratiques et les attentes des téléspectateurs.

I. - Du bon usage des chiffres

par JEAN-FRANÇOIS LACAN

Samedi 19 mars, 16 h 30, la courbe rouge d'Antenne 2 décroche subitement de la ligne des 30 % pour aller rejoindre celle de TF 1 qui serpente en bleu autour du seuil des 15 %. C'est le fin du match France-Galles et des échos émus de Roger Couderc. Les choses restent calmes jusqu'à 18 h 30. A cette heure-là, FR 3 abandonne sa mire qui lui valait tout de même 0,8 % d'audience pour programmer les émissions de jeunesse : sa courbe verte monte tout de suite à 10 %.

Mais la ligne rouge reprend aussitôt sa course vers les sommets : c'est « Des chiffres et des lettres » (25,8 %) et surtout « Le théâtre de Bouvard » (35,4 %). A 19 h 55, le sténographe s'affole : la ligne rouge perd subitement dix points tandis que la courbe verte remonte à 15 % (« Il était une fois l'espace ») et les « Jeux de 20 heures ». Progression plus lente mais décisive de la courbe bleue : à 20 h 30, TF 1 prend la tête de la compétition avec « Dallas » (33,7 %), devancé par « Champs-Élysées » de cinq points.

A la fin du feuilleton, nouveau bouleversement : la ligne bleue chute instantanément de vingt-cinq points tandis que simultanément la courbe rouge s'élève au taux record de 65 %. Les téléspectateurs se sont rués sur la fin de « Champs-Élysées ». Ils décrocheront à 21 h 45, certains même avant. Les

(Lire la suite page 17.)

DEUX GRANDS INÉDITS
DE JEAN-PAUL SARTRE

Lire page 11, dans « le Monde des livres », les articles de Bertrand Poirot-Delpech, sur *Carnets de la drôle de guerre*, et de Roger-Pol Droit, sur *Cahiers pour une morale*.

LES NOUVELLES PROPOSITIONS DE M. REAGAN SUR LES EUROMISSILES

DEVANT UN PARTERRE D'AMBASSEURS OCCIDENTAUX

Le président des Etats-Unis a voulu convaincre les Européens de ses intentions pacifiques

De notre correspondante

New-York. - Le président Reagan, qui, avec un œil sur un Congrès républicain, multiplie à un rythme accéléré ses interventions publiques sur la défense, a réuni solennellement mercredi 30 mars les ambassadeurs de l'alliance atlantique pour leur donner des précisions sur son nouveau « plan intermédiaire » destiné à relancer les négociations de Genève sur les euromissiles.

Le discours du président était initialement prévu pour le lendemain, mais ses conseillers s'étant aperçus que le vendredi saint aurait été un mauvais jour pour intéresser les médias européens, M. Reagan a décalé son plan dès mercredi (le Monde des 30 et 31 mars).

Dans un langage imagé, soulignant les aspects humains du pro-

blème du désarmement, le président a insisté sur ses efforts pour une réduction des armements en Europe et sur la compréhension qu'il n'a cessé de manifester pour les inquiétudes des alliés des Etats-Unis : « J'ai dit que je vous l'ai dit la semaine dernière, l'Union soviétique a installé des centaines de puissantes et nouvelles SS-20, armes à tête nucléaire multiple et capables d'atteindre les villes et les installations défensives de nos alliés d'Europe, comme celles de nos amis et alliés d'Asie. Les Soviétiques ont installé ces forces bien que l'OTAN ne présente aucune menace comparable », a poursuivi le président. M. Reagan a rappelé que « seul un accord bilatéral conclu à Genève pourrait empêcher l'installation des Pershing-2 et des Cruise américains. Mais, si-t-il

Un triple objectif

Le président a alors fait connaître le « plan intermédiaire », proposé par son représentant à Genève (voir ci-dessous), tout en ajoutant que son « option zéro » restait à l'ordre du jour.

M. Reagan a remercié les ambassadeurs de l'OTAN pour le « soutien ferme » que les alliés ont accordé aux Etats-Unis pendant ces tentatives de négociations et les a as-



(Dessin de Plantu.)

surés qu'ils resteraient étroitement liés à la suite du processus. La nouvelle initiative de la Maison Blanche est interprétée aux Etats-Unis comme une opération à triple objectif : convaincre l'opinion américaine que le président est le véritable chef d'une diplomatie qui, par ailleurs, s'engage, en particulier au Proche-Orient et en Amérique centrale, à lutter le congrès à se montrer plus compréhensif sur le chapitre d'un budget de défense de plus en plus vivement attaqué, enfin, en assouplissant notablement ses positions précédentes, assurer les alliés européens des intentions pacifiques d'une administration américaine dont le langage activiste les a plus d'une fois inquiétés.

La signification militaire de ces mesures n'est pas toujours évidente, mais leur but premier sera de sauver la face, puisque l'U.R.S.S. s'est engagée à ne pas laisser passer ce qu'elle affirme être une grave atteinte à sa sécurité. La seule autre solution consisterait à accepter une réduction considérable, bien au-dessous du plancher des cent cinquante-deux engins indiqués par M. Andropov en décembre, de ces fameux SS-20 sans lesquels toute cette bataille n'aurait jamais été engagée. Mais rien n'indique que le Politburo et les militaires soviétiques soient prêts actuellement à s'engager dans cette voie.

MICHEL TATU.

Moscou n'entend pas assouplir sa politique

(Suite de la première page.)

En attendant, on assiste à un durcissement de l'attitude soviétique, qui se manifeste dans deux directions :

1^o Sur le plan diplomatique, non seulement les responsables n'envisagent pour le moment aucune modification de leur position antérieure, mais ils ont tendance à faire passer au second plan la plus récente proposition, celle de M. Andropov en décembre, au profit de celles, plus dures, avancées du temps de Brejnev. Alors que l'actuel chef du parti parlait en décembre essentiellement des fusées basées à terre et mettait en balance les SS-20 et les missiles français et britanniques, les commentateurs parlent davantage aujourd'hui de « système avancé américain » (avions basés en Europe ou sur les porte-avions de la VI^e Flotte) et donnent l'impression que ce sont ces armements, et non pas les fusées des alliés des Etats-Unis, que « content » les SS-20. Un responsable nous a même dit que la proposition de M. Andropov est « morte, puisque les Occidentaux ont refusé de la prendre en considération ». C'est peut-être vrai politiquement, mais la majorité des porte-parole ne vont pas jusque-là. Ils se bornent à rappeler les « trois étapes » des propositions soviétiques : liquidation totale de toutes les armes nucléaires en Europe ; à défaut, réduction à trois cents vecteurs de part et d'autre, avions et fusées confondus ; enfin, accord séparé pour les avions et les missiles, ces derniers étant plafonnés au total franco-britannique de cent soixante-deux.

2^o Sur le plan des opinions publiques, l'effort sera poursuivi en direction des contestataires européens et américains. M. Ponomarev, secrétaire du parti, qui présentait mercredi un rapport sur le centième anniversaire de la mort de Marx, a exalté l'« emvergure gigantesque et sans précédent » du mouvement antimilitariste et anti-fusées, à l'Ouest, oubliant les accusations d'antisovietisme que M. Joukov, au nom du Mouvement soviétique de la paix, avait récemment lancées contre une série de mouvements pacifistes occidentaux. Il a tenu la main aux « partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes » qui, dirigent les gouvernements de sept pays européens, et bénéficient du soutien de millions de personnes », pour les appeler à « poursuivre la grande tradition an-

timitariste du mouvement ouvrier ». Mais il est vrai que le cœur y est moins ici depuis les élections allemandes, qui ont accru la probabilité de l'exécution de la décision de l'OTAN dans le principal pays intéressé.

Une « nouvelle spirale »

Que se passera-t-il si cette décision est appliquée et lorsque les fusées seront installées ? Dans la mesure où ces armes, pour Moscou, déstabilisent l'équilibre approximatif actuel et violeront les principes de la « sécurité égale » en mettant le territoire soviétique à six minutes de vol d'engins américains, tout le monde annonce ici des contre-mesures militaires, et « une nouvelle spirale de la course aux armements ». « Nous devons installer de nouvelles fusées en Europe et en déployer d'autres à proximité du territoire des Etats-Unis », nous a dit M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central. Sous quelle forme le territoire américain sera-t-il menacé ? La réponse est plus vague. La seule variante exclue est l'installation de missiles à Cuba, car « il y a eu un accord à ce sujet (en 1962) et nous n'avons pas l'intention de le violer », précise notre interlocuteur. D'autres parlent de faire patrouiller de nouveaux sous-marins lance-missiles à proximité des côtes américaines, ou encore d'installer des missiles à courte portée en Allemagne de l'Est, afin de pouvoir redéployer des SS-20 au Kamchatka (Extrême-Orient soviétique), dont ces engins menaceraient non seulement l'Alaska, mais une partie de la Californie.

La signification militaire de ces mesures n'est pas toujours évidente, mais leur but premier sera de sauver la face, puisque l'U.R.S.S. s'est engagée à ne pas laisser passer ce qu'elle affirme être une grave atteinte à sa sécurité. La seule autre solution consisterait à accepter une réduction considérable, bien au-dessous du plancher des cent cinquante-deux engins indiqués par M. Andropov en décembre, de ces fameux SS-20 sans lesquels toute cette bataille n'aurait jamais été engagée. Mais rien n'indique que le Politburo et les militaires soviétiques soient prêts actuellement à s'engager dans cette voie.

Les alliés de Washington marquent leur satisfaction

la première session des négociations de Genève.

Il a ajouté que « le gouvernement fédéral souhaite que l'on continue à négocier jusqu'à une suppression totale de toutes les fusées à portée intermédiaire, même en cas d'accord sur une solution intermédiaire ». Le chancelier a lancé un appel à l'U.R.S.S. « pour qu'elle renonce à sa position intransigeante et qu'elle accepte la proposition flexible de négociations des Etats-Unis ». Les sociaux-démocrates, nous indique notre correspondant à Bonn, n'ont pas encore réagi, mais les déclarations récentes de l'un d'entre eux, M. Horst Ehmke, en faveur d'un abandon des Pershing et de l'implantation exclusive des missiles de croisière, dans l'hypothèse où l'U.R.S.S. ferait des concessions, laissent penser que le S.P.D. est en train d'assouplir sa position.

A la veille du week-end pascal, où de nombreuses manifestations pacifistes sont prévues dans les pays européens, plusieurs organes de la presse occidentale se demandent déjà si la dernière proposition américaine est de nature à désamorcer en partie le mouvement pour la paix.

D'une façon générale, l'impression prévaut dans les pays de l'alliance que le président américain a tenu compte des réflexions et même des objections qui lui avaient été présentées par les alliés. M. Richard Burt, président du groupe consultatif spécial de l'alliance, l'a d'ailleurs confirmé mercredi à Bruxelles. M. Burt a toutefois donné aucune indication quant au niveau auquel les alliés pourraient admettre qu'un équilibre soit établi entre les armes soviétiques et celles de l'OTAN.

D'autres réactions favorables sont venues du Japon, où le ministre des Affaires étrangères, M. Shintaro Abe, exprime l'espoir que les négociations de Genève « enregistreront des progrès substantiels vers une solution à caractère global ne portant pas atteinte à la sécurité en Asie, Japon compris ».

A l'Est, l'agence polonaise PAP a estimé que les propositions Reagan ne sont rien de plus que des « retouches », et « ne débouchent sur rien ». Le président roumain, M. Ceausescu, s'est distingué une fois de plus en se déclarant favorable à des mesures intermédiaires « débouchant sur une réduction substantielle du nombre existant de missiles », et à des mesures « en faveur de l'arrêt du déploiement d'autres missiles ».

Les dispositions du « plan intermédiaire »

Washington (A.F.P.). - Voici le passage essentiel de l'allocution du président Reagan de mercredi 30 mars sur la réduction du nombre des euromissiles.

« Depuis l'ouverture des négociations (américano-soviétiques de Genève), il y a près de dix-huit mois, j'ai maintes fois insisté auprès des Soviétiques pour qu'ils répondent à notre proposition zéro-zéro (1) par une proposition à eux. (...) Leur incapacité à faire une telle proposition est une source de profonde déception pour nous tous qui avons souhaité que ces armes puissantes soient éliminées, ou au moins substantiellement réduites. (...) Si les Soviétiques ne veulent pas accepter maintenant l'élimination totale de ces armes, j'espère qu'ils vont au moins se joindre à nous dans un accord intermédiaire qui réduirait substantiellement ces forces à des niveaux égaux des deux côtés. »

« A cette fin, l'ambassadeur Paul Nitze (le négociateur américain à Genève) a informé son interlocuteur soviétique que nous sommes prêts à négocier un accord intermédiaire aux termes duquel les Etats-Unis réduiraient substantiellement leur déploiement prévu de Pershing-II et de missiles de croisière lancés de terre pour que l'Union soviétique réduise le nombre des ogives sur les missiles I.N.F. à plus longue portée (2) à un niveau égal sur une base mondiale. »

« L'ambassadeur Nitze a expliqué que les Etats-Unis considéraient cette proposition comme un sérieux premier pas vers l'élimination totale de cette catégorie d'armes. (...) J'espère que cette initiative mènera rapidement à un accord. Nous demeurons prêts à explorer toute suggestion soviétique sérieuse qui répondrait aux préoccupations fondamentales que nous avons exprimées. »

« Les représentants alliés (...) ont réaffirmé qu'en l'absence d'un accord concret de contrôle des armements, le déploiement (des euromissiles américains) osera lieu comme prévu par la décision de 1979 (3). Ils ont exprimé la ferme opinion qu'il appartient maintenant à l'Union soviétique de répondre d'une façon constructive à la nouvelle proposition et de se joindre aux Etats-Unis dans un effort intense pour parvenir le plus tôt possible à Genève à un accord militairement significatif, équitable et vérifiable. »

(1) C'est-à-dire le bannissement total des euromissiles soviétiques et américains.

(2) Dans la terminologie américaine, les missiles I.N.F. (pour International Nuclear Forces) « à plus longue portée », soit de 1 000 à 6 000 kilomètres, désignent les SS-20 soviétiques qui se distinguent de ceux « à portée intermédiaire », soit 1 000 kilomètres.

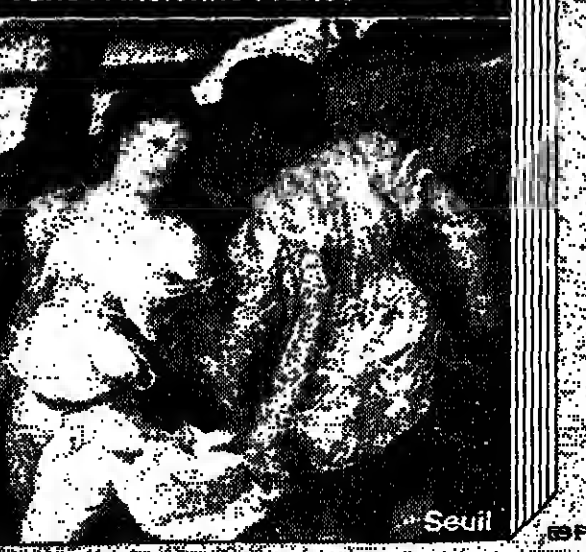
(3) C'est-à-dire que le déploiement commencera fin 1983.

« M. David Abshire, qui avait servi dans l'administration Nixon comme secrétaire d'Etat adjoint, a été nommé mercredi 30 mars, par M. Reagan, au poste d'ambassadeur auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Sa nomination doit être confirmée par le Sénat. M. David Abshire, âgé de cinquante-six ans, est le président du Centre des études stratégiques internationales de l'université Georgetown de Washington. - (A.F.P.) »

Une histoire de la misogynie

Pierre Darmon

Mythologie de la femme dans l'Ancienne France



« L'homme est un être pour l'homme, dit la sagesse des religions. Et la femme, donc ? »

« L'homme est un être pour la femme, dit la sagesse de la Renaissance. On est frappé par la haute dose de masculinisme et de pour masculinisme qu'il révèle. L'homme est un être pour la femme, dit la sagesse de la Renaissance. On est frappé par la haute dose de masculinisme et de pour masculinisme qu'il révèle. L'homme est un être pour la femme, dit la sagesse de la Renaissance. On est frappé par la haute dose de masculinisme et de pour masculinisme qu'il révèle. »

Seuil

ASIE

Inde

L'arrivée de M^{me} Gandhi en Assam a été marquée par de nouvelles violences

New-Delhi (A.F.P., Reuter). - Arrivée le mercredi 30 mars en Assam, le premier ministre indien, M^{me} Indira Gandhi, a passé la nuit à Gauhati, capitale de l'Etat, dans une résidence transformée en forteresse. Quelque trente mille policiers fédéraux chargés d'assurer la sécurité dans la ville et ses environs ont reçu l'ordre de tirer à vue sur toute personne suspecte.

En dépit de la trêve annoncée dimanche dernier par les dirigeants des mouvements assamais hostiles à la présence d'immigrés en provenance d'autres Etats du Bangladesh (le Monde du 29 mars), de nouvelles violences sont signalées. Au moment même où M^{me} Gandhi entamait sa visite, une bombe explosait sur un marché, à une quarantaine de kilomètres au nord de Gauhati, tuant onze Bengalis et en blessant une vingtaine d'autres. La veille, deux corps décapités avaient

été retrouvés dans un champ du district de Darrang.

Conformément à un mot d'ordre des chefs militants assamais, Gauhati était une ville morte à l'arrivée de M^{me} Gandhi. Les commerçants avaient fermé leurs boutiques sur des défilés, et plusieurs quartiers étaient plongés dans l'obscurité.

Le premier ministre indien doit visiter plusieurs camps où ont été rassemblés les survivants des massacres du mois de février. Les journalistes de la presse indienne décrivent les conditions misérables dans lesquelles vivent ces réfugiés, démunis de tout et qui souffrent de la maladie comme de la faim. La diarrhée et la variole, notamment, font des ravages parmi les enfants.

Les correspondants étrangers accrédités en Inde ne sont pas autorisés à se rendre en Assam.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

SOIXANTE-CINQ ALLEMANDS DE L'OUEST sont toujours portés disparus en Argentine, a affirmé lundi 28 mars, à Bonn, la vice-présidente du groupe argentin des « mères de la place de Mai », M^{me} Maria Adela Gard, qui doit remettre un dossier sur ces disparitions au ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. - (A.F.P.)

Zimbabwe

L'EXIL DE M. NKOMO. - M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, a annoncé mercredi 30 mars à Londres qu'il repoussait son retour au Zimbabwe en raison du rejet par le gouvernement de la déclaration des évènements catholiques sur les massacres au Matabeleland (le Monde du 31 mars). D'autre part, on apprend que, dans l'Etat du Zimbabwe, un groupe d'hommes armés ont tué un fermier blanc et grièvement blessé son épouse, mercredi près de la ville de Rusape. - (A.F.P.)

Union soviétique

QUATRE PERSONNES ONT ETE RECENTEMENT CONDAMNEES EN LETTONIE pour « espionnage » au profit de la C.I.A., a indiqué mercredi 30 mars le Komsomolskaja Pravda. M. Jan Skoudra, condamné à neuf ans de détention, aurait été arrêté alors qu'il remettait « des documents sur des installations militaires des Républiques baltes » à un Sué-

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SELECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs

résident à l'étranger

Exemplaires spéciaux sur demande

(Suite de la première page.)

Le « test » salvadorien

Argentina

Correspondance

ntine

Rientôt à Managua ?

J. D.

Mais nn ne peut réduire le débat actuel an champ clos et étroit des conflits idéologiques et aux rivalités entre superpuissances. Les tensions géopolitiques et les rivalités idéologiques de l'instabilité en Amérique centrale sont sociales et humaines. C'était déjà vrai bien avant la victoire des sandinistes à Managua, bien nvant la ebutte de Batista à Cuba. La défense purement militaire de la « quatrième frontière » est inefficace. En revanche, elle favorise les alliances douteuses. Et elle renforce ceux que l'on préfère combattre. *La semaine de confondre les sandinistes, écrit le « New York Times », est de travailler pour le désarmement régional, pour le respect des droits de l'homme et pour de vraies élections partout en Amérique centrale.*

MARCEL NIEDERGANG

● **Le Nicaragua et le Costa-Rica** doivent avoir, le lundi 4 avril, une réunion ministérielle pour s'efforcer de réduire leurs tensions, a annoncé, mercredi 30 mars, le gouvernement costaricain MM. Velín (affaires étrangères) et Solano (sécurité) pour le Costa-Rica, et MM. Tomás Borge (intérieur) et Carlos Argüello (justice) pour le Nicaragua, étudient les problèmes de la frontière, les incursions de militaires vandaliens, le tracé de la frontière et la libre navigation sur le fleuve San-Juan, qui sépare les deux pays - selon le gouvernement de San-José. Le Costa-Rica a déjà accusé les troupes nicaraguayennes d'avoir pénétré en territoire costaricain pour poursuivre des opposant armés. - (A.F.P.).

**politique
africaine**

Revue trimestrielle
d'analyse et de
recherche en
science politique
centrée sur l'Afrique
noire

Le catalogue des livres
disponibles est paru,
demandez-le à :

Editions Karthala
22-24 bd. Arago
75013 Paris
331.55.59.



République Sud-Africaine

De notre correspondant

Les « miracles » de l'apartheid

Certains devront changer de quartier, mais d'autres pourront enfin convoler en justes noces sans la drôle présence de leurs

(1) Le convoi-fus, en vertu duquel nous ne venons se trouver en « zone blanche » sans permis passé 22 heures, date de 1933. Dans les grandes villes, la loi est tombée dans l'oubli. L'Assemblée nationale gouvernementale avait même recommandé sa abrogation en 1978. Le premier ministre n'a pas suivi. Les hommes ont été punis pour être poursuivis par le délit.

Angola

La France accroît son aide

au gouvernement de Luanda

A l'issue de la première commission mixte pour la coopération et le développement, la France et l'Angola ont signé, le 29 janvier, à Paris, une déclaration commune prévoyant notamment une aide alimentaire d'urgence pour Luanda. La réunion de cette première commission mixte fait suite à l'accord général de coo-

Les deux parties ont aussi e-
miné le développement de la coo-
ration et l'amélioration des con-
tinus de vie des emprunteurs
tens français au poste en A-
gola. Les deux délégations se
aussi mises d'accord pour que
deuxième commission mixte
tienne en 1985 à Luanda.

L'aidé sillementaire, qui porterait sur trois mille tonnes de blé, constitué d'un geste de la France, « étant donné que la République populaire d'Angola », souligne la déclaration communale.

Ce texte évoque également « la volarité politique qui anime les deux parties désestrées d'élargir leurs relations bilatérales dans le respect des principes de non-intervention, des affaires intérieures de chaque pays et dans l'objectif d'avantages réciproques et de respect mutuel ».

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DECIDER. MAITRISER POUR AGIR.

PLAN DE L'EXTÉRIEUR

QUELLES CHANCES DE RÉUSSITE ?

Pour un choc, c'est un choc !
Tout le monde est touché. Les
entreprises comme les particu-
liers. Le gouvernement
pourra-t-il améliorer la
productivité et la
compétitivité de notre
économie, tout en
la freinant ?
Le Nouvel
Economiste
répond.

Une "conquête sociale" qui risque de tourner à la déroute financière. C'est la retraite à contretemps. Contretemps démographique, économique, sociologique. Le Nouvel Economiste explique pourquoi.

RETRAITE A 60 ANS **LE GACHIS**

En vente vendredi chez votre marchand de journaux.

EUROPE

...minderune de Solidaritate
...a nu pas manifestar
...la vinta du papa

Angola

La France accroît son aide au gouvernement de Luanda

A l'issue de la première commission mixte pour la coopération et le développement, la France et l'Angola ont signé mardi 29 mars à Paris une déclaration commune prévoyant notamment une aide alimentaire d'urgence pour Luanda. La réunion de cette première commission mixte fait suite à l'accord général de coopération signé le 27 mars 1975.

L'aidé sillementaire, qui porterait sur trois mille tonnes de blé, constitué d'un geste de la France, « étant donné que la République populaire d'Angola », souligne la déclaration communale.

Ce texte évoque également « la volarité politique qui anime les deux parties désestrées d'élargir leurs relations bilatérales dans le respect des principes de non-intervention, des affaires intérieures de chaque pays et dans l'objectif d'avantages réciproques et de respect mutuel ».

هكذا من الأمهات

ALORS QUE LES NÉGOCIATIONS S'ENLISSENT

L'U.R.S.S. lance un avertissement à Israël

Le roi Hassan II réclame la convocation d'un sommet arabe

Après des semaines d'accalmie, le Proche-Orient paraît avoir atteint un seuil critique. L'avertissement que l'U.R.S.S. a adressé à Israël l'invitant à « cesser de jouer avec le feu » constitue l'un des éléments d'une crise dont on peut craindre, à terme, les conséquences. Les milieux dirigeants à Moscou et à Damas insistent quant à la proximité d'une offensive israélienne contre la Syrie. Le général Moshé Lévi, le chef de l'état-major des forces armées de l'Etat juif, avait déclaré le 25 mars qu'Israël était prêt à faire face à une guerre avec la Syrie dès ce printemps; cependant, le général Eytan n'a pas réussi, semble-t-il, à rassurer quand il précisait le lendemain que son pays ne prendrait pas l'initiative du conflit. En effet, un mois auparavant, M. Moshe Arens avait affirmé dans sa nomination à la tête du ministère de la défense qu'Israël frapperait le premier s'il « estimait en danger mortel ». Trois jours

plus tard, le 28 février, M. Carl Weinberger, le secrétaire d'Etat américain à la défense, paraissait donner son aval au ministre israélien en déclarant que les Etats-Unis jugeaient « très préoccupante » l'installation de quatre rampes de missiles Sam-5 en Syrie.

Mais au-delà des menaces proférées de part et d'autre, c'est une double impasse qui sollicite les préoccupations des chancelleries: l'échec de Washington dans ses efforts de relancer les négociations de paix israélo-arabes et de régler le problème libanais, le pourrissement qui s'ensuit, favorisant le recours à la violence.

L'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, M. Philippe Habib, s'est déclaré « forcé » de rentrer le mercredi 30 mars à Washington, après une stérile navette qui avait duré

dix jours. Il s'est heurté à un obstacle apparemment infranchissable: tandis que Beyrouth accepte le principe de patrouilles mixtes dans le Sud-Liban à condition que les Israéliens se retirent chez eux le soir, Jérusalem insiste pour maintenir sur le sol libanais ses unités ainsi que celles du commandant Hadad, leur « fidèle et loyal allié ». « Nous avons atteint l'extrême limite des concessions possibles », déclarait-on mercredi à Jérusalem. « Israël tente de dieter la paix par le fusil », soutenait-on à Beyrouth, et M. Wazzan, le premier ministre libanais, ajoutait: « Les négociations tournent en rond, c'est un cercle vicieux ».

Il en va de même pour le processus de paix israélo-arabe imaginé par le président Reagan. Le Roi Hussein, qui s'était déclaré favorable à des négociations avec Israël sous l'égide des Etats-Unis, est paralysé par les exigences contradictoires fir-

mées par M. Yasser Arafat et le chef de la Maison Blanche. Ce dernier pose comme condition que l'O.L.P. soit exclu des négociations; le chef palestinien insiste pour que la centrale des fedayins soit représentée au sein d'une délégation commune. Or, le souverain jordanien ne peut faire cavalier seul sauf s'il est mandaté par l'organisation de M. Arafat, comme le demandent les autres chefs d'Etats arabes, l'Arabie Saoudite en tête.

Ayant constaté que le plan Reagan et celui de Fès sont inconciliables, et inquiet lui aussi de la tournure des événements, le Roi Hassan II du Maroc propose la convocation d'une réunion extraordinaire d'un sommet arabe. Il dépêchera à cet effet la semaine prochaine des émissaires auprès des capitales concernées. Cependant, rien n'indique qu'une telle réunion, à supposer qu'elle se tienne, puisse dégager un terrain d'entente. — E.R.

MOSCOU: les Israéliens doivent cesser de jouer avec le feu

Moscou (A.F.P.). — Le gouvernement soviétique a averti, le mercredi 30 mars, Israël qu'il est temps pour Tel-Aviv de cesser de jouer avec le feu et que ses « projets criminels à l'égard de la Syrie » ne peuvent laisser personne indifférent.

Dans une déclaration diffusée par l'agence officielle soviétique Tass, l'U.R.S.S. affirme que « le peuple syrien n'est pas seul », car il a « à ses côtés les patriotes arabes, les pays socialistes et tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix, la justice et la dignité ».

L'Union soviétique souligne une nouvelle fois que ce n'est pas par la force des armes ni par la guerre, mais uniquement par des efforts politiques de toutes les parties intéressées et par la voie d'un règlement

juste et global que peuvent être garantis les droits légitimes et les intérêts de tous les peuples du Proche-Orient », poursuit la déclaration.

« Les personnalités militaires et politiques d'Israël rivalisent entre elles pour affirmer qu'une guerre « préventive » contre la Syrie est inévitable », ajoute la déclaration, qui dénonce « les préparatifs militaires » d'Israël visant, selon Moscou, à « assener un coup criminel à la Syrie ».

« Personne ne peut rester indifférent devant les projets criminels d'Israël contre la Syrie, et ces projets doivent être déjoués », affirme le gouvernement soviétique.

« Comme plus d'une fois dans le passé, déclare-t-il, on cherche à ex-

pliquer ces projets agressifs par le souci de « défendre la sécurité » d'Israël, et cette fois-ci on prend comme prétexte les mesures purement défensives prises par la Syrie face aux menaces croissantes de Tel-Aviv ».

Personne ne croira, poursuit la déclaration, à l'existence d'une menace pour la sécurité d'Israël. C'est lui, au contraire, qui est devenu une source permanente de danger militaire au Proche-Orient, menaçant sans cesse les pays arabes voisins de les attaquer.

« Le soutien inconditionnel apporté par Washington aux prétentions israéliennes », est « à l'origine de l'obstruction provocatrice avec laquelle Israël cherche une « reconnaissance » pour son agression », estime encore le gouvernement soviétique.

JÉRUSALEM: UN NOUVEL ÉPI-
SODE DE LA CONFRONTA-
TION ENTRE LES DEUX SU-
PERPUISSANCES

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — L'avertissement soviétique lancé le 30 mars par l'intermédiaire de l'agence Tass, pour signifier à Israël que Moscou est prêt à défendre la Syrie en cas d'une attaque israélienne, est considéré à Jérusalem dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques comme « plutôt peu inquiétant », dans la mesure où, dit-on, « le message s'adresse, en fait, surtout aux Etats-Unis ».

On est convaincu, dans ces milieux, qu'il s'agit plutôt d'un nouvel épisode de la confrontation entre les deux superpuissances et, de source militaire, on indique une nouvelle fois — car, au cours de ces dernières semaines, l'Union soviétique a déjà

Le Jour de la terre s'est déroulé
dans un calme relatif

De notre correspondant

Jérusalem. — Le Jour de la terre a été relativement calme, bien plus que les années précédentes. L'ensemble de la presse israélienne le souligne, et dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on s'en félicite avec soulagement. On redoutait, en effet, un net regain de tension durant cette journée du 30 mars, devenue depuis 1976 pour la population arabe en Israël et dans les territoires occupés l'occasion d'exprimer une contestation d'ensemble, souvent violente, surtout en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Cependant, on signale dans un village proche de Hébron qu'un Palestinien de dix-sept ans a été tué « par balle », mais, de source militaire, on indique que cet incident est isolé, et pourrait ne pas être lié aux manifestations du Jour de la terre.

Les habitants de ce village affirment que le jeune homme a été mortellement blessé au moment où les membres d'une patrouille israélienne ont ouvert le feu après avoir été pris à partie par des manifestants qui leur jetaient des pierres. Le porte-parole de l'armée a démenti qu'il y ait eu le moindre affrontement dans cette localité et que des soldats aient fait usage de leurs armes. Toutefois, une enquête a été ordonnée pour éclaircir cette affaire.

En divers endroits de Cisjordanie, des manifestations sporadiques se sont produites, mais ont été rapidement dispersées par le service de sécurité nettement renforcé. Il y a eu de nombreuses interpellations, mais les autorités israéliennes ne fournissent aucune indication chiffrée à ce sujet. Le couvre-feu a été imposé à Naplouse et dans plusieurs camps de réfugiés; aux abords de l'un d'entre eux, près de Bethléem, certains Israéliens ont été légèrement blessés par des jets de pierres. A Gaza, une grenade a été lancée contre un véhicule israélien, mais sans faire de victime.

A Jérusalem-Est, les commerçants ont largement observé les moeurs d'ordre de grève sans que la police intervienne, comme cela a été le cas dans plusieurs agglomérations de Cisjordanie, où les boutiques ont été rouvertes sous la contrainte. Les écoles sont restées fermées, une brève manifestation a eu lieu dans la vieille ville. Les militaires israéliens ont tiré des coups de semonce pour la disperser. Un rédacteur du journal arabe *El Fajr*, édité à Jérusalem-Est et diffusé dans les territoires occupés, a été arrêté à Jérusalem. Il semble qu'on lui reproche d'avoir encouragé la population à manifester sa colère après l'affaire d'intoxications qui vient d'avoir lieu dans cette ville du nord de la Cisjordanie. Le rédacteur en chef d'*El Fajr*, lui aussi, a été arrêté à Jérusalem. La police n'a donné aucune explication.

« Par le sang
et par le feu »

A propos de la situation en Israël, un porte-parole des services de sécurité du ministère de l'intérieur a déclaré, en fin de journée, sa satisfaction que « les incidents aient été peu importants, peu nombreux et très isolés ». Quatorze personnes ont été arrêtées en Galilée et dans la région d'Haifa, où se concentre la majorité de la population arabe d'Israël. Après quelques manifestations, qui n'avaient pas été autorisées, des jeunes gens ont brûlé des pneus sur la chaussée dans certains villages et hissé des drapeaux palestiniens sur quelques bâtiments publics. Contrairement à ce qui se passe dans les territoires occupés, les autorités israéliennes avaient permis l'organisation de trois rassemblements en Galilée et dans le Néguev, où les bédouins se sont joints à la célébration du Jour de la terre.

Au cours de ces réunions, les représentants de la minorité arabe israélienne, pour la plupart membres du parti communiste, du Comité pour la défense des terres arabes et aussi du parti travailliste, qui avaient les jours précédents appelé la population à faire preuve de retenue, ont lancé quelques slogans jugés inadmissibles par la presse israélienne faisant allusion au combat commun « des Palestiniens d'Israël et des territoires occupés ». Dans certains cas, des jeunes ont crié: « Par le sang et par le feu nous libérerons la Galilée ». Mais dans l'ensemble, ces réunions ont eu lieu dans le calme.

La principale d'entre elles a réuni près de vingt mille personnes à Der-Hanna. Là, des orateurs ont notamment déclaré, en soulignant qu'ils étaient en Israël des « citoyens de seconde zone »: « Nous ne voulons pas être les Indiens du Proche-Orient ». Toutefois, dans les milieux gouvernementaux israéliens, on note que les ordres donnés à la police de ne pas intervenir qu'en cas d'extrême nécessité et la volonté manifeste des dirigeants arabes de ne pas envenimer la situation ont porté leurs fruits.

Mais le journal *Davar* (travailliste) a fait, le 31 mars dans un éditorial, cette mise en garde: « Le calme relatif de la Journée de la terre ne signifie pas un assouplissement de la part des Arabes israéliens: il prouve seulement que dans le contexte actuel, les dirigeants arabes israéliens ont estimé qu'il ne fallait pas aggraver les tensions. C'est surtout la preuve que ces dirigeants tiennent bien leurs troupes en main ». D'autres observateurs israéliens ont fait cette constatation, qui n'est pas sans provoquer quelque inquiétude.

FRANCIS CORNU.

M. Ibrahim Souss critique l'attitude du gouvernement français
à propos de la conférence sur la Palestine

A l'initiative notamment de l'Association de solidarité franco-arabe, une réunion d'information sur la Journée de la terre s'est tenue mercredi 30 mars, à Paris. A cette occasion, M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, a critiqué le gouvernement français et le P.S. pour leur attitude au sujet de la conférence internationale sur le problème de la Palestine, qui doit se tenir à Paris, du 16 au 25 août prochain, au siège de l'UNESCO.

La France ayant laissé entendre qu'elle n'y participerait pas, M. Souss a invité le gouvernement de Paris à abandonner ses réserves. Il a qualifié de « scandaleuse » l'attitude de la gauche française et du

P.S. à ce sujet. Il a déclaré également: « Nous pourrions faire de cette conférence une grande manifestation en présence de M. Yasser Arafat. Que la France trouve la formule adéquate et nous nous y rallierons ». M. Souss a encore fait état d'« énormes pressions » qui seraient exercées par les communautés juives françaises sur le gouvernement, et il a ajouté que « les 4 millions d'Arabes vivant en France maintiendraient, quant à eux, la légalité française » (en fait le nombre des Arabes vivant en France s'élève approximativement à 2 millions, non compris quelque 500 000 jeunes gens d'origine maghrébine mais nés

en France et détenteurs de la nationalité française).

Avant M. Souss, différents orateurs avaient pris la parole pour rappeler l'importance de la commémoration de la Journée de la terre depuis 1976. D'autres ont souligné la manifestation d'unité dont le conseil national palestinien, réuni récemment à Alger, avait été l'occasion. M. Mohamed Yazid, représentant de la Ligue arabe à Paris, a fait état d'un véritable complot du silence au sujet des événements du Liban de l'été dernier, qu'un film projeté devant les assistants en début de séance avait retracés. Pour sa part, M. Israël Shalita, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, a rappelé que son organisation menait depuis 1979 la lutte contre les violations de ses droits en Israël. Il a fait état de tortures pratiquées dans les prisons israéliennes et aussi dans le camp de détention israélien d'El Ansur, au Sud-Liban, où des prisonniers arabes seraient torturés puis libérés sans jugement.

R. D.

F. C.

EUROPE

Pologne

La direction clandestine de Solidarité
appelle à ne pas manifester
pendant la visite du pape

Réunie le 23 mars dernier, la Commission provisoire de coordination de Solidarité (T.K.K.) a appelé la population à s'abstenir de toute forme de manifestation ou de protestation durant la visite du pape en Pologne du 16 au 22 juin prochain. Dans leur résolution, diffusée mercredi 30 mars par les représentants à l'étranger du syndicat indépendant, les cinq membres de la direction clandestine nationale remarquent toutefois que, « afin que soit créé un climat permettant d'accueillir Jean-Paul II en pleine dignité, la société polonaise est en droit de s'attendre à une amnistie pour les prisonniers politiques ».

Soulignant qu'ils ne renonceraient jamais à lutter pour la libération de leurs « frères emprisonnés », MM. Bujak, Hardek, Lis, Pimor et Szumiejko ajoutent que la « visite pontificale ne peut pas être utilisée par les autorités pour, en menaçant de l'annuler, exercer un chantage sur la société ». Dans cet esprit, la résolution de la T.K.K. confirme l'appel à manifester le 1^{er} mai (le Monde du 31 mars). Elle demande aussi aux ouvriers polonais de célébrer le 3 mai l'anniversaire de la proclamation de la Constitution de 1791 — considérée comme la plus démocratique de l'histoire polonaise — en allant travailler « avec des cordes aux couleurs nationales » et en observant « une minute de silence à midi ».

Après plus de deux semaines d'interruption, le procès de M^{me} Anna Walentynowicz, l'une des figures les plus populaires de Solidarité, a repris mercredi et s'est achevé sur un verdict de onze mois de prison

consistance de l'accusation, mais modéré par rapport à la peine demandée par le procureur (trois ans ferme), ce verdict a permis à M^{me} Walentynowicz, qui était détenue depuis sept mois, d'être immédiatement remise en liberté. Elle a été accompagnée en voiture à Gdansk par M. Walesa, qui était présent à l'audience et a déclaré que « ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu ».

Après le réquisitoire, M^{me} Walentynowicz, qui était poursuivie pour « incitation à la grève » au lendemain de l'instauration de l'état de guerre, avait déclaré: « Mon attitude a toujours été et reste de rébellion à l'égard de la société (...). J'ai consacré à ma patrie toutes mes forces. Je ne me sens pas coupable. Je veux croire que les tribunaux de Pologne sont réellement indépendants (...). »

En marge de l'audience, le président du syndicat dissous s'est félicité de la reddition lundi de M. Konarski, l'un des anciens dirigeants nationaux de Solidarité (le Monde du 30 mars) en expliquant qu'il y avait jusqu'à maintenant dans la clandestinité « deux centres de décision » autour de la T.K.K., d'une part, et autour de M. Konarski, de l'autre. « D'un point de vue organisationnel, a-t-il dit, il était préférable qu'il n'y ait plus qu'un (...). J'avais donné mon appui à la T.K.K. et M. Konarski avait donc le choix entre la rejoindre ou sortir de la clandestinité (...). Maintenant qu'il a choisi cette dernière solution, a ajouté M. Walesa, j'espère qu'il m'aidera dans mes efforts et je l'attendis à Gdansk. »

LE NOUVEL
observateur
VACANCES LES FRUSTRÉS

Les Français pleurent leurs vacances envolées ou plutôt volées. Pourquoi la réaction a-t-elle pris tant d'ampleur? Comment l'Etat a-t-il pu ne pas penser aux conséquences de cette mesure? Comment a-t-il pu oublier que le voyage était aujourd'hui une aspiration culturelle profonde des Français? Mais faut-il, pour autant, crier à la privation des libertés? Le Nouvel Observateur ouvre le dossier et vous en dit plus.



Au même sommaire:
• une interview de Mgr Lustiger
« Il était une fois Pâques »
• la suite du journal inédit de Sartre.

Le Monde

politique

DANS UN ENTRETIEN A « L'EXPRESS »

La moisson viendra en 1985-1986 déclare le premier ministre

Dans un entretien accordé à l'Express, M. Pierre Mauroy justifie le plan d'austérité en déclarant notamment : « Nous vivons dans une troisième phase, où la crise qui perdure et les politiques de droite de nos partenaires (européens) nous obligent à une rigueur accrue (...). Nous allons devoir, avec une politique de rigueur accrue, maintenir les objectifs d'une politique de gauche (...). Mais le plan ne doit avoir aucun regret. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'elle n'aurait pas été crédible, elle n'aurait pas été elle-même, et ce que nous faisons aujourd'hui ne serait pas une politique de gauche, si notre arrivée au pouvoir n'était caractérisée par des mesures dénotant notre image. C'est parce qu'elle a tenu ses promesses, appliqué son programme que la gauche peut aujourd'hui demander aux Français de se mobiliser. On a fait croire qu'elle serait incapable de gérer l'économie. Elle saura gérer l'économie comme elle a su tenir ses promesses. »

Le premier ministre souligne que l'objectif du gouvernement est « de diminuer le moins possible le pouvoir d'achat, au tout cas de le préserver, voire de l'améliorer pour les plus démunis ». Il admet l'existence d'un « risque » de récession et d'aggravation du chômage :

« Effectivement, le remède pour corriger le commerce extérieur peut rendre plus difficile la stabilisation du chômage. Mais nous avons mis en place un dispositif qui est certainement le plus efficace des pays industrialisés : une politique sociale, une politique de formation, les contrats de solidarité (...). En outre, si l'on a toujours dit que le temps du travail n'était pas l'objectif de 1983, je n'ai, en revanche, jamais caché que 1984 serait l'année où se poserait cette question. »

A propos de l'institution du contrôle des changes, M. Mauroy affirme que le gouvernement a voulu à la fois créer « un choc psychologique » et faire preuve d'efficacité économique : « Lorsque le président de

la République dit aux Français : « Que pouvons-nous faire de mieux ? », c'est parce qu'il est évident qu'aucun gouvernement ne peut atteindre son objectif de redressement si les Français restent des spectateurs et continuent de consommer plus qu'ils ne produisent. Au contraire, si chacun consent un effort, tout peut être différent. Quand à l'impact financier, il est considérable. Songez que ce qui est dépensé par les Français à l'étranger est ce qui est notre déficit avec l'Allemagne. Plus de 30 milliards de francs ! (...) Pour un été et pour le redressement national de son pays, on peut aussi passer ses vacances en France, après tout. »

Pour le premier ministre, toutefois, le surcroît de rigueur ne signifie pas une mise en pénitence des réformes : « Il faut désormais gérer les réformes amorcées, les approfondir. Désormais, nous sommes entrés dans une période de gestion à la fois de l'économie du pays et de nos propres réformes. La moisson viendra en 1985-1986. »

Le premier ministre répond aussi à plusieurs questions sur les récentes négociations monétaires et la période qui a précédé la formation du nouveau gouvernement. Il indique notamment : « Effectivement, on pouvait parfaitement concevoir le sort du S.M.E. Le choix a été d'y rester. Chacun connaît mes convictions : mon adhésion socialiste est également une adhésion à l'Europe et, en particulier, au dialogue franco-allemand. Presque naturellement, je n'ai pas envisagé, dans les circonstances présentes, de quitter le S.M.E. (...) D'abord, une sortie du S.M.E. se serait traduite par une dépréciation très forte du franc par rapport au mark, mais aussi, et c'était là la risque, par rapport au dollar. Avec une conséquence grave : le renchérissement de nos importations libérales en dollars, et elles ne manquent pas !

Ensuite, une rupture avec le S.M.E. impliquait une politique bien

différente de celle que j'avais conduite depuis fin janvier. Elle conduisait à introduire une forte dose de protectionnisme. »

Néanmoins, il ne faut pas opposer de façon simpliste défenseurs et adversaires du S.M.E. Personne ne pourrait accepter un redressement dans des conditions déshonorantes pour la France. Si de telles conditions nous avaient été imposées, j'aurais été le premier à applaudir à la sortie du S.M.E., d'autant qu'une telle sortie n'aurait pu être que provisoire. Je continue à croire que c'est en allant plus loin dans la coopération européenne qu'on arrivera à surmonter les difficultés. (...) Nous étions partisans de demeurer dans le S.M.E., mais la réunion de Bruxelles ne se déroula pas dans de bonnes conditions. Jacques Delors, qui n'avait qu'une marge très étroite pour négocier, a mis en application le principe selon lequel celui qui a le plus faible libellé de mouvement doit faire le plus de bruit. S'il est revenu à Paris, c'est peut-être qu'il avait envie d'interrompre la négociation. Ce qu'il a obtenu le lundi matin était, en tout cas, bien mieux que ce qu'il aurait obtenu le dimanche après-midi. (...)

« Sans compter que la vraie dévaluation, c'était peut-être sortir du serpent. Rester dans le S.M.E., c'était sauvegarder l'essentiel. Défausser sa monnaie implique de casser la hausse des prix. Depuis juin 1982, j'ai mené ce combat. Quand nous serons sur la pente des 5 %, nous n'aurons plus alors à envisager de réajustement monétaire. »

Pas de pression du P.C.

Interrogé sur les « hésitations » prêtées au président de la République, M. Mauroy déclare : « Comment ne pas comprendre que le président de la République ait pu avoir des interrogations sur la politique à suivre. Deux voies étaient possibles. Le choix dépendait nécessairement de la discussion qui s'est tenue à Bruxelles. Ce n'est pas à moi d'expli-

quer les raisons pour lesquelles le président de la République s'est donné une semaine de réflexion. J'imagine qu'il souhaitait un gouvernement en harmonie avec la politique choisie. »

A propos de ses relations avec le P.C., le chef du gouvernement souligne : « L'œuvre communiste, n'en doutez pas, est fort bien ce que je n'ai pas d'autres préoccupations que de défendre la justice sociale. Contrairement aux rumeurs qui ont couru, le P.C. ne s'est livré à aucune pression. J'ai reçu Charles Fiterman et Georges Marchais pour leur indiquer que le P.C. aurait deux ministres, un ministre délégué et un secrétaire d'Etat. Je leur ai précisé que Jack Ralite ne conserverait pas la santé. Mes interlocuteurs ne m'en ont pas été mécontents. »

Le départ de M. Jobert « sonnait-il le glas de l'ouverture vers la gauche » et la démission de M. Chevènement prélu-t-elle « à une querelle de la gauche du P.S. contre le gouvernement » ?

« La gauche a besoin d'authenticité », répond M. Mauroy. Souhaitait-elle s'élargir au centre gauche ? Pour ma part, je n'y suis pas hostile. Mais ce n'est pas le problème posé par Michel Jobert : sa démission a un caractère individuel, pas politique. Il en va de même, d'ailleurs, pour Jean-Pierre Chevènement. Je lui ai proposé un ministère, et pas un des ministères. Il s'agit de ministères de l'urbanisme et du logement. Il a refusé. C'est une décision qui n'empêche pas la présence au gouvernement de trois ministres qui ont quelques liens avec lui. »

Au passage, le premier ministre semble démentir que M. Chevènement ait remis sa démission le 2 février, comme l'avait affirmé l'ancien ministre d'Etat : « J'en accepte l'idée. Mais dans l'histoire des Républiques, on ne compte plus les lettres de démission qui sont restées dans la poche de leurs auteurs. »

LA RÉUNION DU GROUPE SOCIALISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. SARRE : le plan Delors est à l'opposé du projet socialiste

M. Pierre Joxe a été réélu, mercredi 30 mars, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, par acclamations, au terme de la réunion de ce groupe.

Les députés, qui devaient entendre M. Pierre Mauroy, jeudi après-midi 31 mars, ont engagé un débat de politique générale orienté sur les mesures d'accompagnement de la dévaluation annoncées par le gouvernement. Comme il était prévisible, les critiques les plus appuyées émanaient des représentants du CERES et de M. Georges Sarre, député de Paris, en particulier.

Le « plan Delors », a-t-il dit, est le résultat d'un choix de politique économique qui était déjà sous-jacent dans le deuxième gouvernement Mauroy. Cette politique, a-t-il affirmé, a fait l'objet d'un avertissement clair à l'occasion des élections municipales. Les Français, a-t-il ajouté, attendaient « un gouvernement de gauche », contre le chômage, un retour à l'emploi, un retour à la politique. D'autant que, selon M. Sarre, la politique de rigueur conduite depuis juin 1982, a fait perdre à la gauche une partie de son assise sociale.

Cette politique, confirmée par le « plan Delors », engage la gauche, dit le député de Paris, sur une voie « qui présente des périls » économiques et politiques. Elle est, estime-t-il, « à l'opposé du projet socialiste ».

Selon M. Sarre et ses amis du CERES, « une autre politique est possible ». La « priorité » pour lutter contre le déficit du commerce extérieur, estime-t-il, n'est pas de moins consommer, mais de produire « plus et mieux ». M. Sarre co-appelle d'ailleurs à la contestation du discours gouvernemental : « On peut pas dire à Bonn qu'on veut rapprocher la politique française de la politique allemande en matière économique et dire à Paris que l'on construit le socialisme à la française. »

L'intervention de M. Sarre a été contestée par M. Dominique Ted-

dé, député du Vaucluse, de sensibilité « rocardienne ». M. Taddéi estime que le gouvernement n'avait pas d'autre choix que celui qu'il a fait.

Pour sa part, M. Raymond Forni, président de la commission des lois, membre du CERES, a déclaré : « Nous devons donner des orientations au pouvoir, mais nous sommes totalement solidaires de la politique du gouvernement. »

J.-Y. L.

M. Chirac craint que les « sacrifices » demandés « ne servent à rien »

M. Jacques Chirac, qui s'exprimait mercredi 30 mars sur FR3-Limoges, a expliqué que les mesures économiques décidées par le gouvernement « pourraient se justifier, compte tenu de la situation dans laquelle la gestion socialiste et communiste nous a mis (...). S'il y avait un retournement complet de politique, c'est-à-dire s'il y avait une volonté à la fois de combler les déficits en faisant des économies, d'alléger les charges des travailleurs et des entreprises, d'avoir une gestion beaucoup plus rigoureuse, de rendre les libérés qui ont été prises en réalité aux entreprises. »

« Ce n'est pas du tout dans ce contexte que s'inscrit la politique gouvernementale », a observé M. Chirac avant d'ajouter : « Si bien que je crains fort que les sacrifices qui sont demandés aux Français, et qui seront forcément nécessaires un jour ou l'autre, ne servent à rien. Et c'est cela qui m'inquiète. »

■ **ERRATUM.** - C'est par erreur que nous avons fait dire à M. Delors dans nos premières éditions datées du 31 mars (page 6) que « l'emprunt obligatoire de 10 % concernerait environ huit millions de foyers fiscaux » ayant payé plus de 5 000 F d'impôts en 1981. Il fallait lire, bien entendu : ayant payé plus de 5 000 F d'impôts en 1982.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mercredi 30 mars au palais de l'Élysée. Les principaux points du communiqué sont les suivants :

LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté un projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises qui constitue la première volet de la réforme de la législation sur le traitement des difficultés des entreprises.

Il s'agit de permettre aux entreprises de détecter elles-mêmes à temps les difficultés qui pourraient les mettre en danger et de trouver dans leurs ressources propres les moyens de surmonter une évolution préoccupante. Dans cet esprit, le projet instaure un contrôle de gestion plus rigoureux et reconnaît de nouveaux droits aux commissaires aux comptes, aux comités d'entreprise et aux actionnaires.

Ses dispositions principales concernent :

- 1) L'information économique et comptable au sein de l'entreprise : les sociétés les plus importantes seront tenues d'établir des documents comptables prévisionnels qui seront communiqués aux commissaires aux comptes et au comité d'entreprise ;
- 2) Le contrôle des comptes et les mécanismes d'alerte interne : le statut des commissaires aux comptes sera amélioré et leur mission élargie ; les comités d'entreprise recevront également l'information comptable et de gestion ; ils pourront, selon une procédure voisine de celle des commissaires aux comptes, demander des explications aux organes dirigeants sur tout fait de nature à compromettre l'évolution économique de l'entreprise ;
- 3) Le règlement amiable des difficultés des entreprises : les entreprises pourront, dans certaines conditions, s'adresser au président du tribunal de commerce pour qu'il désigne un conciliateur en vue de négocier avec les principaux créanciers un moratoire amiable pour un plan de redressement.

LA PROTECTION DES VICTIMES D'INFRACTIONS

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté un projet de loi destiné à renforcer la protection des victimes d'infractions. Les droits et les garanties des victimes seront renforcés.

Lorsque l'auteur de l'infraction est inconnu ou insolvable, l'indemnisation du préjudice est accordée par l'Etat. Elle fait l'objet d'une forte amélioration.

Lorsque l'auteur de l'infraction est connu, des procédures nouvelles permettront à la victime d'être indemnisée plus rapidement.

Enfin, le projet institue un nouveau délit afin de réprimer l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité de la part de personnes cherchant à se soustraire à l'exécution d'une condamnation pé-

nale ou aux obligations imposées par le juge civil.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi sur l'enseignement supérieur. Ce texte important, dont les grandes orientations ont été retenues au conseil des ministres du 13 octobre 1982 et qui a fait l'objet d'un large débat dans les instances de l'éducation nationale et au Conseil économique et social, est appelé à se substituer à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.

1) Le service public de l'enseignement supérieur comprendra l'ensemble des formations qui font suite à l'enseignement secondaire et qui relèvent des différents départements ministériels. Il aura comme objectif d'augmenter le nombre de jeunes accédant aux formations supérieures et son fonctionnement reposera sur les principes d'autonomie, de responsabilité, de gestion démocratique et de pluridisciplinarité des établissements.

2) Les missions de l'enseignement supérieur seront redéfinies. Elles feront une place plus grande à la formation professionnelle, à la formation continue, à l'exercice de la recherche, à l'information scientifique et technique, à la mission de coopération internationale et marqueront l'importance accordée à la formation des maîtres et, plus généralement, à la formation des formateurs.

3) L'organisation des études en cycles successifs permettra d'orienter les étudiants et de leur assurer, outre une culture générale et une formation par la recherche, une qualification professionnelle. Les dispositions du projet excluent toute séparation à l'entrée du premier cycle qui, en dehors de cas limitativement énumérés, sera ouvert à tous les bacheliers. L'admission au second cycle sera subordonnée aux capacités d'accueil des établissements et aux débouchés prévisibles.

4) Les établissements recevront le statut nouveau d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, mettant l'accent sur l'ouverture de l'enseignement supérieur sur le monde professionnel. La spécificité des différentes institutions - universités, écoles et instituts, écoles normales supérieures, grandes écoles, écoles françaises à l'étranger - ne sera pas pour autant méconnue.

Les établissements pourront constituer par voie de convention, soit entre eux, soit avec d'autres personnes morales de droit public ou privé, des groupements d'intérêt public ou des réseaux régionaux ou nationaux pour l'exercice d'activités d'intérêt commun.

Pour la gestion de chaque établissement, la participation des enseignants, des chercheurs, des étudiants, des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service, ainsi que de personnalités extérieures en nombre accru, sera organisée dans trois conseils : conseil d'administration, conseil scien-

tifique, conseil des études et de la vie universitaire. Un président élu par l'ensemble de ces trois conseils dirigera l'établissement.

5) L'orientation et de coordination. Des comités départementaux de coordination des formations supérieures et des comités consultatifs régionaux de l'enseignement supérieur seront créés afin d'améliorer la coordination de la recherche dans la politique professionnelle des entreprises. Le rôle du conseil national de l'enseignement supérieur sera renforcé. Au niveau national, un comité national d'évaluation de l'enseignement supérieur sera chargé de procéder à l'évaluation des projets et des réalisations en matière de formation, de recherche et d'information scientifique et technique. Une commission interministérielle de prospective examinera les conditions de développement des qualifications et les évolutions du marché du travail et de la politique professionnelle des entreprises. Le rôle du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche est renforcé.

[Le projet présenté par M. Alain Savary diffère peu du texte soumis depuis quelques semaines aux différentes instances universitaires (Le Monde du 8 janvier). Un article, cependant, semble avoir été profondément modifié dans le titre premier : « La commission interministérielle des titres et diplômes nationaux », instance initialement prévue dans l'avant-projet de loi pour examiner les demandes d'attribution à délivrer des formations et des diplômes, disparaît. Il s'agit là d'un changement important aux parisiens de l'indépendance totale des grandes écoles qui ne subsistent plus de modification de l'actuelle commission des titres d'ingénieur. Depuis 1934, la structure de cette instance a peu évolué et a souvent refusé de reconnaître les formations nouvelles créées dans les universités. De nombreux enseignants demandaient la transformation de cette commission devenue la « commission de protection du titre d'ingénieur » (Le Monde du 24 mars). Le groupe de pression des associations d'ingénieurs a réussi à imposer son point de vue.]

LA REVALORISATION DE 2 % DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

Conformément au récépissé de conclusions soumis le 22 novembre 1982 aux organisations syndicales, le conseil des ministres a approuvé le décret majorant de 2 % les traitements des personnels civils et militaires de l'Etat au 1^{er} avril 1983 et portant, à la même date, à 229,92 francs la valeur annuelle du point indiciaire pour les personnels percevant une rémunération sur la base d'un indice nouveau majoré inférieur ou égal à 344.

Le minimum de rémunération mensuelle nette des personnels civils et militaires de l'Etat en région parisienne se trouve ainsi porté, à la même date, à 3 823,52 francs.

LE CONTRÔLE FISCAL

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au

conseil des ministres une communication sur le contrôle fiscal.

Le gouvernement a entrepris depuis deux ans un effort important pour accroître l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale tout en évitant aux contribuables d'innutiles tracasseries administratives.

Les effectifs consacrés au contrôle fiscal ont été augmentés et, surtout, mieux utilisés sur le terrain.

De nouvelles dispositions législatives ont renforcé, dans le strict respect des garanties constitutionnelles, les pouvoirs des services de l'Etat en matière de lutte contre la fraude de dimension internationale.

L'organisation et les méthodes de contrôle des services chargés de la vérification fiscale ont été profondément améliorés.

Les résultats obtenus sont à la mesure de cet effort : en 1982, les vérifications ont permis la récupération de 15,6 milliards de francs, soit une progression de près de 50 % par rapport à 1981.

Dans l'avenir, la lutte contre la fraude fiscale sera encore intensifiée.

Elle s'accompagnera d'un effort de simplification, notamment par le développement de formules de contrôle très allégées pour les petites entreprises et par une simplification radicale des régimes de pénalités, actuellement très complexes.

ORGANISATION DE LA DÉFENSE

Le conseil des ministres a adopté un projet de décret relatif aux pouvoirs des commissaires de la République en matière de défense de caractère non militaire.

Ce décret a pour objet de confirmer au profit des commissaires de la République les pouvoirs antérieurs dévolus aux préfets en matière de défense civile et de défense économique, et d'organiser une meilleure coopération entre les autorités civiles et militaires de l'Etat.

Le conseil des ministres a également adopté un projet modifiant le décret de 15 décembre 1965 relatif à l'organisation des entreprises de travaux publics et de bâtiment pour la défense.

LA RÉNOVATION DES COLLEGES

Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres la politique en faveur des collèges, dont les objectifs sont les suivants :

- Préparer tous les élèves aux choix qu'ils seront amenés à faire pour leur formation et leur vie professionnelle ultérieures ;
- Créer un enseignement qui tienne réellement compte de leurs différences ;
- Répondre, dès le collège, aux nouvelles exigences culturelles de la société et aux nouvelles exigences professionnelles du pays ;
- Donner plus de responsabilité aux différents acteurs de l'éducation, et notamment aux familles dont la place au sein des établissements doit être renforcée.

Le ministre a rappelé que ces orientations ont été définies en reprenant certaines des propositions du rapport établi par le professeur Legrand.

Elles donneront lieu à des applications progressives, commencent par des équipes volontaires et méthodiquement suivies. L'ensemble des particularités de terrain seront associées à cette entreprise de rénovation, à travers un large processus de consultation dont le jour de la 21 mars a constitué un premier point fort.

LE PROGRAMME DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DE PRINTEMPS

Le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement a communiqué le programme de la prochaine session ordinaire du Parlement, qui s'ouvrira le 2 avril 1983.

Cette session devrait permettre :

- 1) D'achever l'examen de textes en instance ou déjà déposés devant le Parlement :
- Abrogation et révision de la loi dite « sécurité et liberté » ;
- Statut des agglomérations nouvelles ;
- Démocratisation du secteur public ;
- Sécurité des consommateurs ;
- Mesures diverses relatives aux prestations vieillesse.

2) D'adopter des textes nouveaux et importants soumis au conseil des ministres ou dont il sera bientôt saisi :

- Réforme de l'enseignement supérieur ;
 - Indemnisation des victimes ;
 - Réforme du service national.
- 3) D'adopter l'examen de grandes réformes dont la discussion s'ouvrira sur deux sessions en raison de leur importance :
- Ensemble des textes sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises ;
 - Ensemble des textes relatifs au statut de la fonction publique de l'Etat et des collectivités territoriales.

Enfin, quatre grands débats marqueront particulièrement cette session :

- Le débat du 6 avril 1983, consacré à l'engagement de la responsabilité du gouvernement, suivi de l'examen des mesures législatives nécessaires à la mise en œuvre du programme adopté par le conseil des ministres du 25 mars dernier ;
- Le débat sur le budget social de la nation, qui sera ouvert par une déclaration de gouvernement ;
- Le débat sur la loi de programmation militaire ;
- Enfin, celui sur la première loi de plan, qui définira les voies de développement économique et social de la France pour les cinq prochaines années.

TELEMATIQUE ET VIDEO-COMMUNICATION

Le ministre délégué chargé des P.T.T. a présenté une communication sur l'état d'avancement et sur les perspectives de développement de ces deux programmes, qui contribueront puissamment au cours des prochaines années au développement dans notre pays des technologies de l'avenir.

L'EXPERIENCE TELETEL ET L'ANNUAIRE ELECTRONIQUE. - Il s'agit d'installer un grand nombre de terminaux électroniques de coût réduit (les « minitels ») qui permettent d'accéder par le réseau téléphonique à la fois au service de l'annuaire électronique et à d'autres services. Ces services sont fournis par des ordinateurs avec lesquels le dialogue a été conçu en privilégiant avant tout la simplicité d'emploi, notamment à partir de l'expérience Télétel réalisée à Vélizy.

Le service de l'annuaire électronique est en voie de généralisation progressive. Il sera ouvert en février en Bretagne, où déjà près de 10 000 terminaux sont installés. Son extension géographique sera réalisée au cours des prochaines années.

En ce qui concerne les autres services, les fournisseurs pourront être régionaux (presse locale notamment) ou nationaux, et leur règlement sera simplifié. L'objet d'un projet de décret pris en application de la loi sur la communication audiovisuelle.

Les utilisations professionnelles sont également favorisées : le service Télétel professionnel est d'ores et déjà disponible sur tous les terminaux de l'Etat.

LES RESEAUX DE VIDEO-COMMUNICATION. - Le plan de câble de la France en réseaux de vidéocommunication, décidé le 3 novembre 1982, est dès à présent bien engagé : les collectivités locales, les industriels et de nombreux services locaux et nationaux des P.T.T. y travaillent dans le cadre d'une concertation active.

L'initiative du câblage revient aux collectivités locales à qui il appartient de créer des sociétés locales d'exploitation et de financer par avances remboursables environ 30 % des équipements.

En février, une convention industrielle a été lancée pour la commande de 1,4 million de prises de raccordement en trois ans.

A ce jour, plus de cinquante communes ou entreprises ont été sollicitées pour porter candidatures au développement de ces équipements sur leur territoire.

Le conseil d'autre part adopté sept décrets relatifs aux attributions de premier ministre et de plusieurs ministres et entendu une communication sur l'intégration des personnels enseignants de Nouvelle-Calédonie.

Enfin, le président de la République et le gouvernement, ont rendu hommage au docteur Pierre Grosjean, disparu au cours de sa mission humanitaire au Nicaragua : le docteur Grosjean a été nommé à titre exceptionnel, au grade de « chevalier de la Légion d'honneur ».

هكذا من الأصل

M. Giscard d'Estaing ne voit de redressement possible qu'avec un changement de système

Dans une interview publiée par *France-Soir*, datée du 31 mars, M. Valéry Giscard d'Estaing émet trois critiques sur les récentes mesures adoptées par le gouvernement. D'abord, explique-t-il, ces mesures « comportent des restrictions sévères aux libertés individuelles ». Après avoir estimé que la limitation des dépenses pour les Français allant à l'étranger fera d'eux « le peuple d'Occident le moins libre de circulation à l'extérieur », il constate que « trois libertés fondamentales ont été remises en question depuis deux ans : la liberté d'expression, la liberté d'information à la télévision, et, aujourd'hui, la liberté de se déplacer à l'étranger (...). C'est en refusant les libertés et l'initiative individuelle que nous sortons de la crise ».

Ensuite, ajoute-t-il, ces mesures confondent austérité et efficacité. L'ancien président de la République assure : « L'austérité appliquée à une économie sans dynamisme accentue son déclin sans lui rendre son ressort. Ces mesures vont exercer un effet déprimant sur l'activité et l'emploi, qui vont diminuer tous les deux, contrairement à des promesses imprudentes. Elles sont à contre-chance pour la France : c'est en donnant aux entreprises grandes et petites les moyens de tirer parti des conditions nouvelles, c'est en desserrant leurs contraintes pour leur permettre de décider et d'agir, que nous sortirons de la crise. On

n'a jamais vu de dévaluation réussir sans la confiance ».

Déplorant que ces mesures « atteignent tout le monde », M. Giscard d'Estaing déclare : « [Elles] ne visent pas seulement à être injustes. Elles sont à contre-chance pour la France : la force que, au-delà d'un certain seuil de pression et de charges, quand la liberté des personnes et l'initiative des entreprises sont réduites, c'est le tissu social et économique du pays qui risque de se déchirer, et on assiste à des effets pervers ».

Pour l'ancien chef de l'Etat, ces mesures « illustrent que le système n'est pas bon ». Il poursuit : « C'est le système qu'il faut juger bien plus que les mesures, qui n'en sont que la conséquence naturelle et prévisible ».

« Quelles que soient ses intentions, et j'approuve certaines réalisations sociales, ce système d'étatisme généralisé condamne notre économie au vieillissement et au déclin, et nous fait vivre dans la turbulence morale. Le redressement ne deviendra possible qu'il sera possible car nous avons su le faire en 1958 et 1969 : c'est lorsque le système aura changé ».

Enfin M. Giscard d'Estaing considère que l'opposition doit « s'employer » à définir une « nouvelle espérance », « datée et chiffrée à partir de mesures précises et connues à l'avance ».

M. Mauroy invite la gauche à la patience

(Suite de la première page.)

Les syndicats, et surtout les avertisseurs, se montrent-ils aussi compréhensifs qu'ils l'avaient été, somme toute, après le blocage des prix et des salaires, en juin 1982 ? Conscient du risque de dégradation du climat social, M. Mauroy qui s'est fait le champion de « parole donnée, parole tenue », réaffirme que les engagements pris seront respectés. Ainsi M. Bergeron a-t-il reçu l'assurance catégorique que les accords salariaux conclus dans la fonction publique « seront respectés dans la lettre et dans l'esprit ». Mais dans le nouveau contexte économique la réaffirmation de la continuité a perdu de sa force.

Des concessions

Dans un entretien accordé à *L'Express* le premier ministre indique, lui-même, par les nuances de ses déclarations, quelles sont les limites de son champ d'action. Il ne parle plus du maintien du pouvoir d'achat moyen mais de « diminuer le moins possible le pouvoir d'achat, en tout cas de le préserver, voire de l'améliorer pour les plus démunis ». Il ne parle plus d'entreprendre de nouvelles réformes sociales pour faire mieux accepter le plan d'austérité : « Il faut désormais élever les réformes amorcées ». Voilà confirmé le temps de la gestion. La « mission » sera pour plus tard : « en 1985-1986 ». La gauche est invitée à la patience. Le chef du gouvernement ne reprend pas à son compte les projets de réforme globale de la fiscalité préconisés tant par la direction du P.S. que par la C.F.D.T., alors qu'il avait été l'un des premiers à en souligner la nécessité, dès la fin

1981, malgré les réserves exprimées par le ministère de l'économie et des finances et celui du budget.

Devant les députés socialistes, jeudi après-midi au Palais-Bourbon, M. Mauroy se proposait de justifier ce « profil bas » par des impératifs européens. Pour lui, il est devenu clair que la France ne peut pas continuer une politique de gauche « intégrale » si les autres pays européens appliquent des politiques de droite. Cette invitation à accepter que des concessions soient faites à la social-démocratie, au nom de la coopération européenne, alimente sans nul doute les craintes des membres du C.E.R.E.S., qui nominalement M. Georges Sarre, député de Paris, affirmait jeudi après-midi que « le plan Delors est à l'opposé du projet socialiste ». L'analyse de M. Mauroy sur ce point apporte, d'ailleurs, de l'eau au moulin de M. Michel Jobert, selon lequel « les affaires de la France sont déterminées dans le contrôle ou sous le motif de l'assistance européenne ou internationale ». L'idée de mener en France une politique de gauche qui ne soit que « partielle » sera également mal accueillie par les communistes, qui reprochent au gouvernement, au contraire, de n'être pas assez contraignant, dans le domaine fiscal en particulier, avec ses adversaires « de classe ». Cette perspective risque d'aller à l'encontre de la mobilisation recherchée. Les ambiguïtés qu'elle comporte expriment aussi l'embarras personnel d'un chef du gouvernement poussé à une révision déclinatoire après avoir si souvent proclamé le primat de la volonté politique sur les réalités économiques.

ALAIN ROLLAT.

L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRIITÉ

L'industrie, première victime ?

de marge de manœuvre, compte tenu des dernières sorties de devises pour défendre la monnaie et des prêts allemands à court terme dont la Bundesbank demanderait le remboursement immédiat en cas de sortie du franc du S.M.E. Pour faire bonne mesure on ajoutait que c'était le maintien ou la mise très rapide sous tutelle du F.M.I.

Le sceau de nos partenaires

Après avoir longuement hésité, le président de la République n'osait pas prendre le risque d'une sortie du S.M.E. Dès lors, qu'elle continuait à jouer avec les mêmes règles du jeu, la France devait se plier aux conditions allemandes, et ses négociateurs — au-delà du spectacle à destination des médias — aller à Canossa. Ainsi la boucle était bouclée. Ce péché originel des premiers jours du septennat qu'avait été la non-dévaluation, trouvait son aboutissement logique avec ce qui est assimilé par certains comme « l'entrée du franc dans la zone mark ».

Comment s'étonner dans ces conditions que le plan d'austérité relève d'une politique typiquement déflationniste ? Il porte bel et bien le sceau de nos partenaires. A Bonn, comme à Londres ou à Washington on est fort satisfait de voir la France revenir à une vision plus classique, plus conservatrice de la politique économique. Ce plan, M. Delors ne s'en cache pas, n'est-il pas destiné à redonner confiance aux milieux financiers internationaux ?

Il va en tout cas se traduire par une ponction de 65 milliards de francs sur la consommation. Ces milliards ne créeront pas de richesses nouvelles, ne serviront pas à l'investissement puisqu'ils boucleront une partie des déficits passés. Sans doute ce volet défensif était-il, dans son principe, inévitable pour guérir certains maux dont souffre l'économie française.

Outre qu'elle ressemble fort à un « dilke », la ponction risque fort cependant, si elle reste en l'état, de tuer le malade. Certes, le déficit commercial devrait être réduit d'une trentaine de milliards de francs, mais l'inflation devrait augmenter. M. Delors parle déjà de 9 % pour l'année et officiellement on table sur 10 %. Le chômage atteindrait 2,3 millions de personnes à la fin de

l'année. Au P.S.U., trente-sept des soixante-dix membres de la direction politique ont demandé la convocation de cette instance après l'entrée au gouvernement de M. Hugues Boucheard et sa démission de ses fonctions de secrétaire national. La direction politique, qui se réunit donc le 10 avril, devrait décider du mode de consultation des militants : réunion d'un conseil national extraordinaire ou avancement du congrès, prévu à l'origine en novembre 1983. Le bureau politique (instance plus restreinte que la direction politique) s'est prononcé en faveur de la convocation, les 7 et 8 mai prochains, d'un conseil national extraordinaire.

Au cabinet de M. Yvette Roudy, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des droits de la femme, M. Jacques Courbin a été reconduit dans ses fonctions de directeur. M. Pauline Girard, qui était conseiller technique, devient directeur adjoint du cabinet.

l'année. Un chiffre qui peut même être dépassé si une action rapide et d'envergure n'est pas engagée en faveur de l'industrie et des entreprises (totalement absentes des mesures gouvernementales).

Exsangue, avec un taux de profit qui a diminué de moitié sur dix ans, une bonne partie du tissu industriel français, confronté à une brutale contraction du marché intérieur, pourrait bel et bien s'effondrer comme un château de cartes. Pour le plus grand bénéfice de ses concurrents, notamment d'outre-Rhin. En outre, la France risque de passer à côté de la reprise économique qui semble s'amorcer dans les principaux pays industrialisés.

A-t-on pris conscience, ces derniers jours, du danger ? Le gouvernement explique en tout cas, depuis le début de la semaine, que les mesures purement macro-économiques seront complétées par un double volet social et industriel. L'ensemble devant être présenté par M. Pierre Mauroy le 6 avril dans son discours à l'Assemblée nationale.

Les prix industriels

Pour la plupart des industriels, la restauration rapide des marges d'autofinancement des entreprises doit être l'objectif prioritaire. Elle passe, selon eux, par quelques grandes mesures. Et d'abord, comme le souhaite un dirigeant d'un groupe nationalisé, par la libération des prix industriels. « En période de déflation, les risques de dérapage sont très limités pour des secteurs soumis à la concurrence internationale. En revanche, les prix des services et du commerce devraient être bloqués ».

Le taux d'inflation devient inférieur aux taux d'intérêt à long terme. On réfléchit donc à un dispositif où l'Etat prendrait en charge une partie de la différence entre la hausse des prix et les taux d'intérêt à long terme des emprunts aux entreprises.

Les accords salariaux signés pour 1983 prévoient en général des baisses de salaires de 8 %, avec des clauses de sauvegarde. Certains industriels souhaiteraient ne pas dépasser ce seuil de 8 %, la différence avec l'inflation (1 à 2 %) pouvant être, par exemple, « gelée » à l'intérieur de comptes courants ou de fonds d'épargne d'entreprise. Ce système, en vigueur dans certains pays, a la faveur de plusieurs membres du gouvernement tels MM. Fabius et Bérégovoy. Il permet l'entreprise d'avoir de la trésorerie non marchée, et de créer un rapport nouveau avec ses salariés.

D'autres réformes devront être engagées rapidement, et il faudra passer des discours aux actes. M. Fabius réfléchit déjà à une vaste réforme des procédures d'aides aux entreprises pour les simplifier. Il faut également lancer un plan de formation pour répondre aux besoins des entreprises qui ne trouvent pas suffisamment d'ingénieurs et techniciens. Il y a le problème des nouveaux horaires de travail pour permettre à l'outil de production de tourner le plus longtemps possible, problème que l'on n'ose toujours pas aborder de front.

Enfin pourra-t-on éviter, si on veut vraiment alléger la contrainte extérieure, d'adapter cet « excellent impôt » qu'est la T.V.A. aux nou-

velles réalités sociales et industrielles ? Sa réforme est toujours bloquée. Jusqu'à quand ?

Reste que M. Fabius, le nouvel homme fort de l'industrie, et à travers lui le gouvernement tout entier, n'échappera pas à cette question de fond. Quelle industrie la France peut-elle, veut-elle développer ? Si l'on suivait la logique libérale en vigueur chez nos « partenaires » — nul doute qu'il ne vous le conseille avec insistance — on laisserait le marché et la crise faire son œuvre. Seules donc survivraient les plus forts. Au risque de faire disparaître des pans entiers de l'industrie française.

Une autre logique, développée par le P.C. prône de « produire français ». Au nom de l'emploi et d'une certaine idée de l'indépendance nationale, on devrait tout faire à n'importe quel prix. Il existe pourtant une voie médiane. Celle où la collectivité choisit de valoriser au mieux à long terme chaque franc investi. Où elle définit à grands traits les secteurs industriels, la filière où elle fera porter son effort maximum, ceux où elle privilégiera certains créneaux, ceux où il faut organiser la retraite, etc. Il faudra bien avoir le courage politique d'aborder cette question : la France peut-elle, dans sa situation actuelle, continuer à collectionner les « ardoises » de la sidérurgie, des charbonnages, du papier-carton ?

Parvenue au pouvoir avec l'espoir de redistribuer des richesses, la gauche a peu à peu découvert qu'elle était là pour répartir les sacrifices et faire le travail d'assainissement que la droite ne voulait pas faire. Aujourd'hui, elle est confrontée à un dilemme. Soit elle mène, sous la pression de Bonn et de Washington une politique classique de droite — avec ses conséquences pour l'indépendance nationale et les grands acquis du gaullisme — et risque alors de perdre très vite sa base sociale. Soit elle tente de trouver sa voie propre, de préserver une politique étrangère indépendante, de mener une stratégie industrielle originale. Bref, de faire preuve d'imaginer. Au risque de se faire étrangler progressivement par les contraintes extérieures.

Le gouvernement a-t-il encore la liberté de manœuvre, les moyens financiers et la volonté d'une telle ambition politique ?

J.-M. QUATREPOINT.

Un ARMENIEN de 27 ans interroge sa vie et son histoire.

PASCAL MANOUKIAN

le fruit de la Patience

« Certains d'entre nous ont trop de principes ou de raison pour se résigner au terrorisme. Je suis de ceux-là. »

PASCAL MANOUKIAN

200 p. - Photos - 72 F.

le centurion

LA RUMEUR DE MARSEILLE

La fausse mort de M. Defferre

De notre correspondant

Marseille. — Le « canard » était de taille et a eu la vie dure. Mercredi 30 mars dans l'après-midi, il était encore plein de vigueur, et il faudra sans doute attendre vendredi 14 heures, moment où s'ouvrira la séance du nouveau conseil municipal de Marseille qui verra M. Gaston Defferre inaugurer son système mandat consociatif, pour que les derniers doutes s'évanouissent. Encore n'est-il pas sûr qu'il n'y ait pas, ce jour-là, quelques irréductibles pour prétendre qu'il s'agit d'un sosie.

Depuis la fin de la semaine dernière, pour Marseille baignée par la rumeur, M. Defferre était mort. Plutôt dix fois qu'une. Mort d'un arrêt cardiaque. A moins que ce ne soit d'un cancer. Ou encore des suites de cette mauvaise grippe qui l'avait terrassé au lendemain du deuxième tour. Mort ? Mais où ça ? A l'hôpital de la Timone, au douzième étage évacué tout exprès. Dans le service du professeur Jean-Louis Sennaroc. A moins que ce ne soit en réanimation, chez le professeur François. Pas du tout, rattrassant les mieux informés. C'est au centre régional anticancéreux.

D'autres juraient l'avoir vu entrer furtivement « et fait bien fatigue » au oto-rhino-laryngologiste, chez le professeur Pich. Idée d'autant plus accréditée dans les esprits que d'aucuns ajoutaient qu'on avait vu entrer le ministre... mais qu'il n'était pas ressorti. C'est là que la comète avait terrassé.

On nous cache quelque chose, c'était certain. Les démentis n'abusaient personne. D'ailleurs, la meilleure preuve était l'absence physique du maire, après des semaines d'omniprésence. Cela était un signe irréfutable. Personne ne l'avait vu depuis le deuxième tour. Ses amis politiques ? Ils racontaient des blagues pour gagner du temps. Cette grippe, c'était un doux euphémisme pour désigner le mal terrible et foudroyant qui avait terrassé le vieux lutteur miné par le combat sans merci des municipalités. Par deux fois n'avait-on pas fait repousser la date de la réunion du conseil municipal ? D'abord prévue dans le calendrier suivant le deuxième tour, elle avait été reportée au 28 mars et enfin au 1^{er} avril. Quelle force macabre !

Durant quatre jours Marseille aura vécu un phénomène de psy-

chose collective d'une ampleur inégalée. Car la rumeur, partie d'on ne sait où, s'enflait d'heure en heure. La mairie, le conseil général, le conseil régional, n'étaient pas épargnés par l'épidémie, ni les derniers à la propagée. Le téléphone des rédactions des quotidiens marseillais saturé sous l'assaut, chaque démenti ne faisait qu'aggraver la méfiance. « On » nous cachait le pire.

Qui ?

Enfin, quand une radio locale lâcha imprudemment l'information, ce fut le ruée. La fausse mort était annoncée, donc désormais officielle. Elle avait eu lieu « après un coma de plusieurs jours ». Où ? A l'hôpital. Non, dans l'appartement personnel du maire. A moins qu'il ne s'agisse de sa maison de Saint-Victoire, ou encore de son domicile parisien. Personne à quoi que degré que ce fut dans la ville n'a pu échapper à l'info.

Certains avaient même raconté que des témoins avaient vu la maire vivant, ingambe, quitter la mairie mardi après-midi pour prendre la T.G.V. en gare Saint-

Charles, rien n'y faisait. Le T.G.V. lui-même devenait touché. « Il prend toujours l'avion ». Alors, vous voyez bien, cette prétendue oïte qui l'aurait empêché de prendre la voie des airs, cette grippe qui l'avait écarté des d'essayer aux deux premiers conseils des ministres du nouveau gouvernement, ce n'était qu'un combat d'arrière-garde pour nous cacher la nouvelle. La vérité finirait par éclater et il allait falloir la dire.

La publication de la photographie de M. Gaston Defferre au côté de M. Mauroy à la sortie du conseil des ministres de mercredi, par le *Provençal*, en guise de mise au point, fut à peine suffisante à calmer les esprits...

Une question reste sans réponse. Qui ? Qui a lancé la rumeur ? Pour l'instant, la réponse est aussi floue que les détails donnés sur la « mort » du maire de Marseille, même si certains voudraient voir pour point de départ le canular morbide de carabins en grève.

JEAN CONTRUCCI.

A L'OCCASION DU NOUVEAU AN PERSON

55% SUR TOUS LES

TAPIS IRAN ET ORIENT

MAISON DE L'IRAN

225.62.90

65, Champs-Élysées 4^e

25, Prom. des Anglais, NICE

Ouvert même dimanche

POLITIQUE

La C.F.D.T. réclame un « fonds national tripartite » pour favoriser l'investissement l'emploi et la réduction des horaires

La C.F.D.T. qui doit être reçue, vendredi 1^{er} avril, par M. Pierre Mauroy, a fait connaître, jeudi 31 mars, ses propositions détaillées de modification du plan d'austérité gouvernemental. Orientation générale : les édifices demandent que les sommes provenant des diverses taxes soient contrôlées par les syndicats et servent à l'investissement industriel ainsi qu'à l'emploi.

● **EMPRUNT OBLIGATOIRE : QUATRE PROPOSITIONS.** - Le plan gouvernemental prévoit un emprunt obligatoire représentant 10 % des impôts versés en 1982, pour les ménages imposés à plus de 5 000 F. La C.F.D.T. fait quatre contre-propositions à cette mesure : elle demande l'étalement de ce prélèvement, et propose : « que le taux de prélèvement soit progressif » ; elle demande aussi « pour rendre plus supportable le prélèvement, que la somme prélevée soit déduite du revenu imposable pour l'année 1983. L'année où l'emprunt sera remboursé, cette somme sera intégrée au revenu imposable ; enfin, elle propose que les 14 milliards ainsi dégagés soient affectés à un fonds national à gestion tripartite.

« Ce fonds national utiliserait ces ressources pour deux actions : favoriser, pour moitié des sommes disponibles, l'investissement industriel ; favoriser, pour l'autre moitié, la création d'emplois par la réduction du temps de travail. Les décisions de financement du fonds national seraient prises sur la base d'accords négociés. Concernant l'investissement industriel, les décisions de financement seraient liées à l'élaboration d'un contrat de Plan entre les entreprises et l'Etat.

« Pour la réduction d'emplois par la réduction du temps de travail, les décisions de financement suivraient une procédure proche de celle des contrats de solidarité, comprenant donc la conclusion d'un accord dans les entreprises. (...) La création de ce fonds national constituerait une avancée pour la constitution de fonds sociaux prévus par le programme gouvernemental du 25 mars. Ces fonds, dans les modalités de création doivent être débattues avec les organisations syndicales, doivent servir au développement industriel des branches et des régions, ainsi qu'à la création d'emplois par la réduction du temps de travail.

● **LE PRÉLEVEMENT DE 1 % POUR LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.** - Considérant qu'il s'agit d'une mesure plus juste que l'augmentation des cotisations sur les salaires, la C.F.D.T. propose que les sommes recueillies par le fisc soient directement versées aux URSSAF.

● **FORAITS HOSPITALIERS.** - La loi forfait hospitalier est une mesure qui crée des inégalités entre assurés sociaux, qui est lourde et coûteuse à gérer. La C.F.D.T. en demande la suppression.

● **EMPLOI ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL.** - La C.F.D.T. attend du gouvernement : qu'il affirme son obligation d'emploi ; qu'il ait fait sien en 1981, à savoir qu'en 1983 plus aucune entreprise ne se trouve au-dessous de treize-cinq heures ; qu'il incite les organisations patronales et syndicales à négocier pour atteindre cet objectif ; qu'il accélère les négociations sur la réduction du temps de travail et la création d'emplois dans chaque ministère ; et incite les partenaires sociaux à une action pour l'insertion professionnelle des jeunes.

● **SMIC ET BAS SALAIRES.** - La C.F.D.T. demande qu'en 1983, le SMIC connaisse une progression de son pouvoir d'achat d'au moins 4 %, en évitant « un écrasement de la hiérarchie des salaires, l'instauration dans les conventions collectives et les statuts d'un système de salaire en deux éléments ».

En outre, la C.F.D.T. demande que la réforme du financement de la Sécurité sociale soit accélérée, que la réduction de 2 à 3 points de cotisations patronales au régime des allocations familiales serve, après négociation, à relancer l'investissement et l'emploi. Elle propose aussi « la réforme des droits de succession dont une partie des sommes qu'elle permet de dégager doit servir au financement de l'UNEDIC » et « le blocage à son niveau actuel de la déduction par enfant dans l'impôt sur le revenu, premier pas vers la disparition progressive du quotient familial, ou profit d'une revalorisation des allocations familiales ».

SALAIRES : - 10 % C'était en 1935...

Les gosses rompent mais on n'est pas vaincu. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935.

M. Pierre Laval obtient les pleins pouvoirs, et le 16 juillet 1935, une pluie de décrets-lois - vingt-neuf - tombe. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935. Les salaires des fonctionnaires ont été réduits de 10 % en 1935.

Les restaurateurs suisses menacent de ne plus acheter de vins et de fromages français

De notre correspondant

Berne. - « Pas de touristes ? Plus de vins ni de fromages français ! » Telle est la menace à peine voilée brandie par le patron des restaurateurs et hôteliers suisses. Si elle peut paraître excessive, cette réaction n'en est pas moins révélatrice des inquiétudes que suscitent dans les milieux touristiques helvétiques les restrictions apportées aux déplacements des Français à l'étranger.

Les principales associations directement concernées ont demandé aux autorités fédérales d'intervenir pour que le gouvernement français renonce à « des mesures protectionnistes qui vont à l'encontre de la coopération touristique internationale ». La clientèle française représente environ 9 % des touristes étrangers, la France se situant au quatrième rang après l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

En Suisse romande, on bête étranger sur cinq vient de France, ce qui fait dire aux responsables touristiques locaux que les Français sont d'une importance vitale. La restriction de leurs dépenses ne sera donc pas sans conséquences pour le tourisme helvétique, l'une des principales industries du pays. Lorsque des mesures analogues avaient été prises par la France et la Grande-Bretagne à la fin des années 60, le tourisme avait enregistré une baisse de 16 % pour l'ensemble de la Suisse.

L'Office national suisse du tourisme envisage déjà de réorienter sa campagne publicitaire en France dans l'espoir de limiter les dégâts. La protestation la plus vive est cependant venue de M. Pierre Moren, président de la puissante Fédération suisse des cafetiers-restaurateurs et hôteliers, forte de quelque 23 000 membres, soit 85 % des professionnels de la branche. « Si des mesures françaises devaient se limiter à la saison d'été, a-t-il déclaré au quotidien la Tribune de Lausanne, je les jugerais inamicales, mais encore supportables. Mais si elles devaient se prolonger au cours de l'hiver prochain, ce serait inadmissible, et les Suisses devraient alors réagir ».

Néanmoins pas à évoquer l'éventualité de « représailles ». M. Moren a indiqué que son organisation pourrait aller jusqu'à appeler au boycottage des vins et fromages français.

LA LIMITATION DES SORTIES DE DEVISES TOURISTIQUES

Rupture des négociations entre les agents de voyage et le ministère des finances

Les négociations entre les pouvoirs publics et les professionnels du tourisme ont été rompues le mercredi 30 mars : le ministère de l'économie et des finances n'ayant pas reçu à 15 heures, comme prévu, les délégués du Syndicat national des agents de voyage. Ces derniers pensaient parvenir à un accord acceptable, mais l'ampleur de la manifestation de rue à l'heure du déjeuner et les échauffourées qui ont suivi ont brusquement tendu le climat entre les négociateurs.

Les services de M. Delors ont fait savoir que les discussions pourraient redémarrer à condition qu'il n'y ait plus de manifestations.

La négociation n'est pas « définitivement rompue » et un autre rendez-vous a été fixé pour le 4 avril.

Actuellement, le seul point acquis porte sur les personnes ayant payé des arrhes pour un voyage à l'étranger avant le 25 mars. Dans ce cas, la totalité des frais de règlement ne donnera pas lieu à une amputation de l'allocation de devises. Le principal volet encore à négocier reste le respect des engagements financiers vis-à-vis des partenaires étrangers. De plus, le syndicat souhaite obtenir des garanties concernant des aides aux entreprises en difficulté.

Plusieurs dizaines d'agences pourraient fermer dès la semaine prochaine et provoquer des milliers de licenciements, estime-t-il.

A Air France, à la demande des syndicats, le comité d'entreprise devrait se réunir après les vacances de Pâques pour étudier la nouvelle situation.

Pour leurs parts, les compagnies aériennes étrangères représentées en France au sein de l'ARC (Airline Representative Council) ont adressé un télégramme au ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, pour exprimer leur inquiétude sur les conséquences des nouvelles dispositions.

A AIR FRANCE ET A U.T.A.

Comment gagner des clients en en perdant...

Contrôle des changes : « Air France va perdre un million de voyageurs d'ici à décembre ». Venue de milieux professionnels aux contours indéfinis, la nouvelle a créé l'étonnement chez les responsables de la compagnie nationale. Certes, les scénarios qu'ils imaginent tablent tous sur une évolution perturbée du trafic, mais nul ne se hasarde à en chiffrer de manière aussi catégorique les retombées.

L'ambiance n'est donc pas à l'effacement, à la direction d'Air France, où l'on observe que les mesures de restrictions financières imposées aux touristes auront sur son activité des effets complexes, parfois contradictoires, et donc pas forcément tous négatifs.

En premier lieu, le trafic de notre « porte-drapeau » repose pour moi-

ti sur la clientèle étrangère - qui, à moins de récession ou de problèmes de capacité hôtelière, devrait lui demeurer fidèle. - et pour 15 % sur les liaisons domestiques (Antilles, Réunion) ou vers l'Afrique francophone (Dakar), et celles-ci pourraient bien bénéficier d'un certain reflux de touristes privés de vacances hors zone franc.

Reste ainsi un gros tiers du trafic composé de voyageurs français se rendant à l'étranger, 40 % d'entre eux pour des raisons professionnelles - les « largesses » consenties par la Rue de Rivoli ne devraient guère modifier les habitudes de ceux-ci, - et 60 % pour des motifs touristiques. Ceux-ci, ces 2,5 millions de Français épris de terres lointaines, que vont-ils faire, que vont-ils pouvoir faire ? Une partie de ceux qui voyageaient de manière individuelle vont certainement faire défection, et Air France n'écartera pas l'hypothèse que ses « vols vacances » en subissent le contrecoup : cette formule, qui n'offre aucune prestation sur place et impose des séjours d'une durée minimum de quatre-vingt jours, s'accompagne, en effet, de nombreuses destinations, de l'allocation de 3 000 francs par voyageur.

De même, la relance d'Air Charter International, filiale de la compagnie nationale pratiquant des vols à la demande, et notamment son ouverture aux long-courriers vers les Etats-Unis et le Canada, - laquelle s'attend à être contrariée par le manque d'emplacement de la clientèle individuelle. Quant aux touristes à forfait, ceux qui paient voyage et séjour à un organisateur français de voyages, et qui empruntent aussi bien les vols vacances et les charters que les avions réguliers, leur assiduité dépendra très largement des capacités des professionnels du tourisme à fléchir l'intransigeance de M. Jacques Delors et de M^{me} Edith Cresson sur les conditions de paiement de leurs séjours. A l'heure actuelle, la rigueur gouvernementale paraît devoir favoriser le touriste à forfait au détriment du voyageur individuel.

D'autres hypothèses sont plus encourageantes à un premier abord : « boom » sur les Antilles et la Réunion, auquel on fera face au besoin en redéployant la flotte des gros porteurs Boeing-747 (mais qui pourrait être entravé par des capacités hôtelières et touristiques limitées) ; s'ajoutent de bonnes perspectives pour les destinations moyennes, pour le pourtour méditerranéen où l'on peut encore goûter une semaine de soleil pour moins de 2 000 francs.

Mais on convient que le contrôle des changes n'aura guère même un effet globalement négatif sur l'activité de la compagnie, qui entraine tout juste en convalescence depuis le

début de 1983 (son trafic s'est accru de 4,9 % pendant les deux premiers mois) après une année financière catastrophique (820 millions de francs de perte en 1982). Et il n'est pas sûr que le modeste objectif d'augmentation de son activité de 1,8 % sur l'ensemble de l'année puisse être tenu.

L'état-major d'U.T.A., l'autre compagnie internationale française, paraît plus pessimiste. La compagnie privée avait plutôt mal terminé l'année 1982 et tout aussi mal commencé 1983 : son trafic passagers a baissé de 2 % en janvier et février. Les nouvelles restrictions vont porter un coup à son trafic touristique en un moment où celui des voyageurs d'affaires déclinait déjà sensiblement. L'élément essentiel du trafic d'U.T.A. hors zone franc où il ne dépasse pas 12 % de son activité. En revanche, sur certaines destinations, il joue un rôle essentiel. Marginal vers la Nigéria, la Guinée, le Zaïre ou la Libye, il prend une place prépondérante sur des destinations telles que la Sierra-Léone ou le Zimbabwe, où la compagnie avait beaucoup investi pour créer un flux de voyageurs. Colombo et Djakarta n'attirent-elles aussi, pratiquement que des touristes. Et si Tahiti est toujours accessible sans contraintes, le forfait Tahiti-Los Angeles que proposait U.T.A. devra certainement être revu, la vie n'étant pas facile avec 3 000 francs en poche dans la métropole californienne.

U.T.A. a tout de même deux fragiles atouts. D'abord elle dessert plus largement qu'Air France l'Afrique francophone : elle y compte dix-sept destinations qui lui assurent 61 % de son trafic africain. Cependant elle a attendu guère de report vers la zone franc de touristes habitués à d'autres horizons. De toutes façons, le faible développement des infrastructures de plusieurs de ces pays ne permettent pas de faire face à un afflux massif de visiteurs. Et il faut aussi compter avec un obstacle climatique, la chaleur de certaines contrées, le Niger par exemple, étant insupportable à beaucoup d'Européens en été.

Le deuxième atout d'U.T.A. réside dans les marchés étrangers. La compagnie assure en effet un trafic très important à l'importation vers des territoires français ou français au départ des Etats-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Japon. Elle achemine ainsi chaque année vers Nourma douze mille Japonais, vingt-cinq mille Australiens et Néozélandais, et cinquante-deux mille Américains. A U.T.A. on se déclare prêt à écouler ces marchés, mais on ne dissimule pas qu'il faudra attendre longtemps avant d'en retirer les bénéfices.

JAMES SARAZIN.

« Voyage = liberté »

Houleuse au départ ! Mercredi 30 mars, la manifestation des agents de voyages a finalement eu lieu en ville et contre toutes les embûches. Annoncée à grand renfort de placards publicitaires dans la presse, la manifestation fut en effet annulée à quelques heures de l'heure H. midi trente, place de l'Opéra, à Paris. Un mauvais coup ? Une « intoxic » ? M. Jacques Maillot, directeur de l'agence Nouvelles Frontières, proche du P.S., déclarait en tout cas dans la matinée : « C'est clair et net, la manifestation n'aura pas lieu car le prioritaire est à la négociation ». M. Maillot s'est trompé.

Plusieurs milliers de personnes le lui ont démontré en marquant jusqu'à la place du Palais-Royal, sous les fenêtres du ministère de l'économie, des finances et du budget. Et M. Maillot, c'est peu de le dire, ne s'est pas fait que des amis. Un organisateur le disait tout net, lui aussi : « Maillot ? Il a été manipulé, parfaitement ». D'autres, moins tendres, assuraient : « Il est du parti, alors... qu'il s'occupe de ses charters ».

Pendant ce temps, la manifestation - après un sur-place aigre-doux, avenue de l'Opéra, de quelques centaines de frondeurs - s'engageait rue du 4-Septembre puis rue de Richelieu, de beaux calicots - tout propres, tout neufs - émergeaient indiquant : « Voyage = liberté ». La sonnerie à qui voulait l'entendre : « Il n'est pas question de politique, mais de circulation des gens ». Cela pour la partie officielle. Pour l'autre, spontanée, incontrôlée, le ton était plus dur. « A l'en, rideau de fer. En France, rideau de l'argent... ». « Français, réveillez-vous ! Vos libertés sont assassinées... ». « Cresson, démission », a-on entendu avant que certains ne crient, devant le ministère de la rue de Rivoli : « Mitterrand, fous le camp ! ».

« Digne et silencieuse », programmée à l'avance, la manifestation a été restée. C'est dans l'ordre des choses. Deux grands-mères en colère avaient du mal à comprendre ce soulèvement de la rue et la rue s'offrait à elles. Ainsi, l'ambiance s'est-elle en fin de compte tendue dans la dernière ligne droite. Les manifestants, novices du militantisme, se sont frottés aux forces de l'ordre. Des horions sont partis. Les organisateurs demandaient en vain : « Soyez raisonnables ». Le monsieur à la barbe fleurie qui circulait, grande carte géologique scolaire représentait le Seine-et-Marne, autour du cou, proposant des « vacances tranquilles », paraissait de plus en plus en rupture de ton.

L. G.

● **Les routiers inquiets.** - La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a inquiété des mesures de limitation de sortie de devises qui vont tout particulièrement frapper les transporteurs routiers organisateurs de voyages à l'étranger et provoquer des difficultés insurmontables pour les frais de route des conducteurs et des véhicules utilitaires. La F.N.T.R. proteste aussi contre l'instauration probable, en avril, d'une taxe parafiscale destinée à contrebalancer la baisse du prix du pétrole à la production.

Un far
roman d
et de p
Un c
livre d

BERNARD
SIMIOT

des questions... (Publicité)

- Municipales : comment les travailleurs ont-ils voté ? Pourquoi la « sécurité » plutôt que le chômage ? Et maintenant ?
- Féminisme pas mort.
- L'indivisible des Verts (R.F.A.).
- Begin en jugement : une initiative de la Fondation Russell.
- La signification d'un centenaire.
- Y a-t-il déséquilibre des forces entre l'U.R.S.S. et l'U.S.A. ?

et des réponses dans

Ajour
L'Antagonisme

mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire

un numéro 19 dans les librairies parisiennes, auprès des militants et au siège du journal : 42, rue d'Artois, 75002 PARIS

SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LA GRÈVE DE LA FAIM
DES JEUNES MAGHRÉBINS DE VÉNISSIEUX

S.O.S. Minguettes

Vénissieux. — Les jeunes des Minguettes à Vénissieux n'ont pas admis cette image de « loubards » que la « presse » a donnée d'eux après les incidents violents qui les ont opposés, lundi 21 mars, aux forces de l'ordre (le Monde du 23 mars). La grève de la faim que neuf d'entre eux poursuivent depuis le dimanche 27 mars dans cette tour n° 10, lieu des affrontements, est d'abord un « geste d'apaisement » et une « invitation à négocier ». « La violence n'est pas de notre côté », ont-ils expliqué le mercredi 30 mars dans leur minuscule local, envahi soudain, pour cette conférence de presse, qui était une première, par de nombreux journalistes. Une affiche dans l'entrée donne le ton : « Nous avons vingt ans, pas de boulot. Les flics sur le dos = violence. On n'en veut plus ».

Cette grève de la faim est d'abord une demande de reconnaissance par la France. « Le pays que nos parents ont contribué à construire... Le pays des droits de l'homme », affirmait Lakhdar, délégué des atteinés aux libertés tant que cela se passe en Pologne ou ailleurs. A l'intérieur, on évite ces problèmes. Leurs déclarations témoignent que les policiers, leurs principaux interlocuteurs, symbolisent trop souvent à leurs yeux le racisme d'une société

qui ne les accepte pas : les grévistes de la faim des Minguettes demandent avant tout une « commission d'enquête sur les agissements de la police » et la libération d'un des leurs, Antonin Tunch, interpellé après les incidents de la semaine dernière.

Ont-ils été influencés par les représentants de la municipalité communiste de Vénissieux, hostile à toute concentration de la population immigrée, qui a engagé le dialogue avec les jeunes des Minguettes ? Les grévistes de la faim, en tout cas, n'affirment plus avec la même force, comme au début de leur action, leur droit à être logés sur place, dans un des deux mille cinq cents appartements vides de la cité, voués pour certains à la destruction.

Cette grève, quelles qu'aient pu être les déclarations de fermeté du préfet de police, a permis aux jeunes, regroupés dans une association S.O.S. Avenir Minguettes, de reprendre l'initiative. Les soutiens se multiplient : le conseil d'Algérie leur a rendu visite mardi et M. Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon, les recevait le même jour. Les jeunes sortent un peu de leur ghetto, un dialogue désormais est possible.

NICOLAS BEAU.

JUSTICE

POUR LES CRIMES COMMIS PAR PLUSIEURS PERSONNES

Les sénateurs sont favorables à une garde à vue de trois jours

La commission des lois du Sénat a examiné, mercredi 30 mars, le projet d'abrogation et de révision de la loi « sécurité et liberté ». Trois jours de débat sont prévus pour l'examen de ce texte, mercredi 6, jeudi 7 et vendredi 8 avril. A l'instigation de M. Marcel Rudinff (Bas-Rhin, Union centriste), rapporteur du projet, la commission des lois a adopté soixante-trois amendements.

La principale innovation souhaitée par les sénateurs porte sur la garde à vue qui, aux termes d'un des articles additionnels adoptés mercredi, pourrait atteindre trois jours « en cas de crime, de vol aggravé ou de destruction ou détérioration (...) lorsqu'ils sont présumés avoir été commis par deux ou plusieurs personnes ». Le délai habituel de garde à vue est de vingt-quatre heures renouvelables une fois, sauf pour les trafiquants de drogue pour lesquels ce délai peut atteindre quatre jours.

Au cours de l'examen au Sénat du projet « sécurité et liberté », un amendement dû à M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne, Gauche démocratique) avait porté la durée maximale de cette garde à vue à trois jours pour les personnes soupçonnées d'avoir commis l'une des infractions suivantes : enlèvement, séquestration, prêt du lien de détention, prise d'otages, enlèvement suivi de mort ou de torture, enlèvement de mineur et vol avec arme lorsqu'il est commis par deux ou plusieurs personnes.

Cette disposition, qui figure aujourd'hui dans le code de procédure pénale (art. 63-1), a été très critiquée et les députés ont voté son abrogation. Parce qu'elle est d'origine sénatoriale, les sénateurs semblent cependant y tenir, en en rajoutant même, puisqu'au lieu de la liste limitative d'infractions due à M. Dailly, ils souhaitent porter le délai possible de garde à vue à trois jours pour tous les faits qualifiés de crime et commis par plusieurs personnes.

Sur un second point, les sénateurs risquent de se heurter en séance à M. Badinter. Il s'agit des infractions commises par des détenus en permission de sortir ou qui bénéficient d'une libération conditionnelle. Contre ces malfruits, les sénateurs souhaitent introduire dans le code une disposition permettant de doubler la peine qu'ils encourrent.

Le troisième sujet de friction probable porte sur la comparaison de délinquants selon la nouvelle procédure des flagrants délits. Pour les sénateurs, le critère de cette procédure d'urgence ne devrait pas être la flagrante mais le fait que « les charges réunies paraissent suffisantes ». Ils souhaitent, en outre, que le tribunal devant lequel les prévenus seront ainsi déférés puisse, s'il le juge utile, renvoyer l'affaire devant un juge d'instruction. Pour le reste, en particulier à propos des contrôles d'identité, M. Badinter ne devrait pas rencontrer de forte opposition au Sénat. — B.L.G.

AU CONSEIL D'ETAT

La loi salique a la vie dure

Abolies par une loi du 19 juin 1790, rétablies sous la Restauration, supprimées par la Révolution de 1848, remises en vigueur sous le Second Empire, les titres de noblesse ont survécu sous la Troisième République : ils subsistent toujours, non plus, bien sûr, comme le signe d'une qualité personnelle, mais comme l'accessoire honorifique des noms permettant à ceux qui les portent d'en faire usage et d'en exiger la mention dans les actes d'état civil. La République ne pourrait, certes, faire aujourd'hui de nouveaux nobles. Mais les anciens — ou ceux qui prétendent l'être — ont toujours le droit, en vertu de l'article 7 du décret du 10 janvier 1872, de demander au garde des sceaux, dont l'une des attributions est de tenir le registre du Sceau de France, de procéder à la vérification de leur titre de noblesse. La décision prise par le garde des sceaux à la suite d'une telle demande peut être contestée devant le tribunal administratif puis, en appel, devant le Conseil d'Etat.

Ce contentieux, né de l'application d'un droit qui, à bien des égards, ne constitue qu'une survivance du passé, est clairsemé : une douzaine d'affaires au plus ont dû être portées devant le Conseil d'Etat depuis 1972. Mais la prétention à la noblesse peut encore alimenter de beaux procès et soulever d'intéressantes questions de droit, comme le montre une récente affaire qui vient de trancher le Conseil d'Etat.

Pour revendiquer le titre de baron d'Huart, dont la succession lui était refusée par le garde des sceaux, M. Joseph Clément invoquait des lettres patentes de 1709 par lesquelles l'un de ses ancêtres, Gérard Mathias d'Huart, dont la famille habitait depuis longtemps le Luxembourg, avait été décoré par Philippe V, roi d'Espagne et alors duc de Luxembourg, du titre de baron. Ces lettres patentes précisaient que ce titre de baron serait « tenu à tou-

jours » par « ses enfants et postérité en ligne directe, mâles et femelles nés et à naître en loyale mariage ». Ce titre fut ensuite enregistré par la Chancellerie des comptes et des aides du duché de Bar, qui, en 1785, reconnut que la qualité de baron de Philippe et Mathias d'Huart, petit-fils de Gérard Mathias, était « bien et dûment justifiée » et admit ces derniers à rendre foi et hommage au roi de France pour les terres et seigneuries qu'ils avaient acquises dans le Barrois, rattaché à la France en 1766.

M. Clément, descendant de Philippe d'Huart par les femmes, se fondait donc à la fois sur les lettres patentes de Philippe V, qui autorisaient la transmission féminine du titre, et sur l'arrêt de la cour de Bar, qui avait, selon lui, « francisé » ce titre, pour réclamer son inscription sur le registre du Sceau de France comme ayant succédé au titre de baron d'Huart.

Le Conseil d'Etat ne l'a pas suivi. Il a, certes, admis que l'arrêt de la cour de Bar avait eu pour effet de « franciser » le titre de baron d'Huart. Mais il a jugé que, devenu français, ce titre ne pouvait être transmis à des héritiers français que de mâle en mâle, suivant les règles du droit nobiliaire français. M. Clément, victime de la loi salique, ne pouvait donc être baron...

M. Clément pourra peut-être, en lisant la décision rendue par le Conseil d'Etat, trouver un motif de consolation : si la haute juridiction a, comme il vient d'être dit, rejeté ses prétentions, elle a aussi refusé d'admettre l'intervention d'un habitant de Limoges, M. Guérin, qui, pour venir spontanément au soutien de la décision du garde des sceaux, affirmait que les titres de noblesse n'ont plus de raison d'être dans une société où « les hommes naissent libres et égaux en droit »...

FAITS ET JUGEMENTS

L'AFFAIRE SAGAWA

L'étudiant cannibale ne sera pas jugé

M. Jean-Louis Brugnière, juge d'instruction à Paris, a rendu, le 30 mars, une ordonnance de non-lieu concernant l'étudiant japonais cannibale, Issai Sagawa, trente-trois ans, qui avait tué le 11 juin 1981, à Paris, d'une balle dans la tête l'étudiante néerlandaise Renée Hartvelt, âgée de vingt-cinq ans, puis avait dépecé le corps et en avait mangé des morceaux.

Le magistrat se fonde sur les conclusions des docteurs Serge Brion, Alain Diédérichs et Bernard Defler, experts aliénistes, estimant que l'inculpé, défendu par M. Philippe Lemaire, se trouvait en état de démence au moment des faits et qu'il doit être traité dans un établissement psychiatrique admettant des malades mentaux dangereux.

Cinq inculpations après le hold-up de Calvi

Christian Leandri et Daniel Casanova, les deux malfruits qui avaient pris des otages lundi 28 mars à Calvi (Haute-Corse), après une attaque à main armée, ont été inculpés, mercredi 30 mars, d'association de malfaiteurs, vol qualifié, arrestation illégale, séquestration de personnes et infraction à la législation sur les armes. (le Monde du 30 mars 1983).

Leurs complices du hold-up, Jacques Casanova, Michel Giacomella et Denis Battini, qui avaient été arrêtés par les gendarmes dès leur sortie du supermarché de Calvi, ont été inculpés d'association de malfaiteurs, tentative de complicité, vol qualifié et infraction à la législation sur les armes. Les cinq hommes ont été écroués à la maison d'arrêt de Bastia.

La condamnation d'un des agresseurs de M. Pahr

L'un des deux jeunes gens qui avaient agressé M. Willibald Pahr, ministre autrichien des affaires étrangères, le 1^{er} février 1979 à Strasbourg, a été condamné, mardi 29 mars, à cinq ans de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve, par la cour d'assises des mineurs du Bas-Rhin. Son complice, Ali Mezaache, qui était majeur à l'époque des faits, est décédé dans un accident de la route.

Les deux gars, d'origine maghrébine, avaient abordé M. Pahr croyant avoir affaire à un homosexuel, l'avaient frappé et lui avaient dérobé l'argent et les objets qu'il portait sur lui (le Monde du 22 février 1979).

Un arrêté du préfet de police doit donc maintenant prescrire à présent son internement. M. Jean Bertholon, président de la chambre d'accusation, avait déclaré irrecevable, à la fin du mois dernier, l'appel formé par M. Antoine Weil au nom de la famille de la victime, partie civile, contre l'ordonnance de M. Brugnière, qui avait rejeté sa demande de contre-expertise.

Lorsqu'il était venu en France quelques jours après le drame, le père du meurtrier, M. Akiri Sagawa, soixante-huit ans, président de la Kurita Water Industries, avait indiqué que son fils, bien qu'ayant pu s'adonner à des études supérieures de littérature comparée, avait été sujet à de graves perturbations d'ordre nerveux depuis son enfance et avait effectué déjà un séjour dans un hôpital psychiatrique de son pays.

M^{me} Troisier et les « grâces médicales »

M^{me} Solange Troisier, ancien médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, a été interrogée, lundi 28 mars, durant cinq heures, par M. Christian Rayssiguier, juge d'instruction à Marseille, dans le cadre de l'affaire des libérations de prison pour raisons médicales. M^{me} Troisier est inculpée, depuis le 16 mars, de « fabrication et usage de faux certificats ».

Pour sa part, le Canard enchaîné, dans son édition du 30 mars, écrit : « Curieusement, l'ex-patronne de la médecine pénitentiaire, conservait chez elle sa correspondance avec Robert Kéchichian, le trafiquant de drogue dont la libération pour un « cancer » de la prostate déclencha l'enquête. » M^{me} Troisier a aussitôt répondu : « Trois perquisitions ont été faites, à Paris, dans ma maison du Midi et dans mon bureau à la chancellerie. Cela n'a rien apporté. Aucun document n'a été saisi et je répute que je n'ai eu aucun contact avec Kéchichian. Les affirmations de l'hebdomadaire sont totalement inexactes. »

Dans le Monde du 19 mars, nous écrivions notamment : « Des documents ont (...) été saisis à domicile, contrairement à ce qu'elle prétend. La confrontation avec le docteur Colombani risque d'être orageuse. »

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré dans le Monde du 31 mars à la contamination des eaux thermales de Bagnols-les-Bains, nous avons parlé de bactéries « indispensables » au lieu d'« indésirables ». D'autre part, le prénom du commissaire de la République de la Lozère, M. Chassagne, est Jean et non pas Jacques.

Un fabuleux roman d'aventures et de passion. Un grand livre d'histoire.

BERNARD SIMIOT

En 1667, Mathieu Carbec, modeste commerçant, acquiert trois actions de la Compagnie des Indes Orientales que vient de fonder Colbert. Ce geste audacieux sera le point de départ d'une saga familiale mouvementée au cours de laquelle les Carbec, parmi tant d'autres, se lanceront sur toutes les mers du monde, devenant négociants, armateurs, corsaires ou négriers... ce grand roman est aussi le grand récit historique de l'ascension de la bourgeoisie et du déclin de la noblesse dès la fin du XVII^e siècle.

Ces messieurs de Saint-Malo

Albin Michel

POLICE

AUSTÉRITÉ ET PASSE-DROITS

Policiers à tout faire

Marc C... est gardien de la paix stagiaire à Paris et a droit au matricule 14105. Il est actuellement mis à la disposition du directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseran. Fonction : « maître d'hôtel ». Un exemple parmi d'autres de ces policiers à tout faire, détournés de leur tâche officielle pour les petits profits de la haute administration.

En ces temps d'austérité, les problèmes de sécurité, la révélation de tels passe-droits ne manquent pas de sel. On sait les habitudes en la matière : fort anciennes, ces « charges indues » qui immobilisent près d'un gardien de la paix sur cinq (le Monde du 26 février), bien que, pour l'essentiel, il s'agisse de gardes stériles, d'extraction de détenus, de port de plaques ou de sorties d'école.

Les indiscretions plus savoureuses ne manquent pas depuis que la Fédération autonome des syndicats de police (FASPI) a décidé de partir en campagne « pour une police plus utile ». Les voitures administratives avec chauffeur, qui sont contraintes de fournir les services techniques de la préfecture de police de Paris, sont ainsi fort appréciées. M. Maurice Papon, ministre du budget sous le précédent septennat, avait droit, depuis le 15 avril 1977, à une Renault 16 immatriculée 365 BND 75. Standing amélioré le 21 février dernier : la R 16 étant remplacée par une R 18 immatriculée 333 DMK 75. M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'intérieur, est plus modeste avec une Citroën DS 23 immatriculée 453 ATC 75. M. Antoine Pinay bénéficie pour sa part, depuis le 21 octobre 1982, d'une R 16 TX immatriculée 111 BZA 75. Voitures personnelles et chauffeurs policiers (deux parfois) également pour M. Valéry Giscard d'Estaing, Mme Pompidou, M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, M. Gabriel Kasperow, député de Paris, MM. Maurice Couve de Murville et Edouard Frédéric-Dupont, Mme Nicole de Hauteclouche, député (R.P.R.) de Paris.

Sauf à sombrer dans le poudisme, cette liste mérite un tri. L'usage administratif veut en ef-

fect que les anciens présidents de la République et chefs de gouvernement bénéficient de ces privilèges automobiles. Statut qui ne s'applique cependant pas à tous les noms cités...

Ainsi est contrainte une circulaire du premier ministre du 20 septembre 1982 recommandant « une rigueur accrue tant dans l'acquisition des véhicules nouveaux que dans l'utilisation du parc existant (...) en vue de limiter le train de vie de l'Etat ».

« L'utilisation des véhicules administratifs à des fins privées est strictement interdite », écrit-il alors M. Pierre Mauroy.

Un « taxi » pour M. Peyrefitte

Les gardes en tenue ne sont pas les seuls à être ainsi mis à contribution, comme l'illustre le cas plus courtois de M. Alain Peyrefitte. L'ancien garde des sceaux a droit, en effet, à une voiture des services techniques de la préfecture de police, à un chauffeur et à un inspecteur en civil. A l'origine, il n'était pas demandeur : après un appel téléphonique anonyme le menaçant, des instructions précises ont été adressées par le ministre de l'intérieur aux renseignements généraux parisiens, leur enjoignant de le protéger... les mardi, mercredi et jeudi, les trois journées que le maire de Provins passe dans la capitale. Or, contrairement aux règles de sécurité selon lesquelles le « protégé » ne doit jamais monter dans le véhicule chargé de le suivre, il arrive que M. Peyrefitte utilise celui-ci pour ses déplacements personnels. « Un travail de taxi », dit-on dans les couloirs des R.G., où l'on jase sur cette « protection », qui, fixée à quinze jours, dure, sans nouvelle alerte, depuis trois mois.

Sans doute, ainsi qu'on l'insinue dans la haute administration, des gardiens trouvent-ils leur compte dans cette tâche qui leur évite des obligations plus obscures. Mais la plupart des policiers voient une preuve de la dévalorisation de leur métier, et, de leurs yeux, de quel aliment le discrédit de l'autorité politique.

EDWY PLENEL.

ÉDUCATION

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

L'évêque de Strasbourg : pas de démocratie sans libre choix de l'école

Lors du congrès régional de l'enseignement libre catholique d'Alsace, qui a rassemblé, samedi 26 mars, à Strasbourg deux mille cinq cents délégués, Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, a adressé une mise en garde aux pouvoirs publics, nous indique notre correspondant.

Rappelant que le libre choix de l'école n'est pas un privilège mais une « liberté fondamentale sans laquelle il n'y a pas de démocratie », Mgr Elchinger a déclaré : « Nous appartenons à une province qui a eu le courage de souffrir pour rester une terre de foi et de liberté. S'il le

fallait, les Alsaciens sauraient à nouveau crier leur refus, pour défendre les droits de la famille et pour faire respecter ce qui appartient à l'âme de l'Alsace. Nous avons le droit d'espérer que cela nous restera épargné ».

M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale de l'association des parents de l'enseignement libre (UNAPEL) a pour sa part expliqué aux congressistes qu'il souhaitait élaborer, dans un esprit de dialogue avec les pouvoirs publics, des « solutions budgétaires concrètes et raisonnables » pour le règlement de la question de l'enseignement privé.

Le secrétaire général du CNAL : des négociations rapidement

A Rennes où il présidait, le même jour, une réunion, M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), a indiqué qu'il venait d'écrire au premier ministre pour évoquer l'importance prise, selon lui, par le débat sur l'avenir de l'enseignement privé et public, lors des élections municipales.

« En matière de conséquences à tirer, écrit M. Bouchareissas, nous ne saurions en envisager qu'une : que s'engage enfin et rapidement le processus des négociations, ou que

soient arrêtées les dispositions fondamentalistes qui s'imposent, pour le cas où la droite politique et le lobby de l'enseignement privé parviendrait à leur but qui est d'empêcher une négociation et une évolution véritable sur l'essentiel ».

D'autre part, M. Bouchareissas a affirmé que l'UNAPEL préparait, sous le manteau, une manifestation nationale à Paris pour le 12 juin. On peut d'ores et déjà s'interroger sur la volonté réelle de négocier des dirigeants du privé, a estimé le secrétaire général du CNAL.

● A propos de la consultation dans les lycées. — Parmi les propositions formulées après la journée de consultation dans les lycées du 13 décembre dernier (le Monde du 26 mars), le rapport proposait que « l'horaire de cours ne devrait pas se prolonger au-delà de 17 heures ». Il fallait bien lire que les journées de classes des élèves ne sauraient se poursuivre plus avant dans l'après-midi.

● De nouvelles classes de première G. — Pour éviter l'orientation scolaire précoce, le ministère de l'éducation nationale a décidé la création de classes de première G qui remplaceront dès la rentrée prochaine les actuelles G1 (secrétariat), G2 (comptabilité) et G3 (techniques commerciales) préparant aux baccalauréats du tertiaire.

Après la mise en place des classes de seconde indifférenciées à la rentrée 1981 et la création des classes de premières scientifiques à la rentrée 1982 (le Monde du 25 novembre 1981), la fusion des classes de première G1, G2, G3 doit permettre de retarder la spécialisation jusqu'à la classe terminale. Dans cette classe les trois séries G seront maintenues, mais avec, dès 1984, une redistribution des contenus et des horaires d'enseignement. Le Journal officiel du 24 mars a publié l'arrêté qui précise les détails de cette organisation et les programmes.

CALVITIE
CHUTE DES CHEVEUX
DES SOLUTIONS.

Un disque vous informe
24 h sur 24 h

HAIR LEADER
INSTITUT
Tél. 331.81.74

Se perfectionner, on apprend
la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Bern - 75008 Paris

MÉDECINE

LES GRÈVES HOSPITALIÈRES

Les négociations sont engagées

La grève des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires continue d'être largement suivie à Paris et en province. Les représentants des grévistes ont été reçus le mercredi 30 mars par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. A cette entrevue participaient notamment M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé et des hôpitaux, le professeur Dominique Sauraud, conseiller de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.

Au cours de cet entretien, dont l'ensemble des participants s'accordent à souligner l'aspect constructif, le ministre des affaires sociales, qui se place en position d'arbitre dans ce conflit, a souhaité que se mettent en place rapidement les « commissions techniques » dans lesquelles les éléments du conflit pourront être négociés entre les parties prenantes.

La première de ces commissions devait se réunir jeudi 31 mars après-midi au secrétariat d'Etat à la santé. Les internes et les chefs de clinique estiment que cette réunion sera déterminante pour l'avenir, et redou-

tent que des « blocages » ne surviennent de la part du ministère de l'éducation nationale.

Au secrétariat d'Etat à la santé, on souligne que le gouvernement souhaite parvenir notamment à l'élaboration d'un statut des internes.

Les étudiants en médecine continuent eux aussi leur mouvement, émaillé de divers incidents. Mercredi 30 mars dans l'après-midi, ils ont bloqué pendant quelques heures, en actionnant les signaux d'alarme, la quasi-totalité des lignes du métro parisien. Après leur entretien de mardi avec M. Pierre Bérégovoy, les délégués des étudiants devaient rencontrer le jeudi 31 mars les représentants du secrétariat d'Etat à la santé et du ministre de l'éducation nationale. Une réunion des protestataires de tous les C.H.U. doit avoir lieu le vendredi 1^{er} avril à la faculté de médecine de Bordeaux.

Il semble que le gouvernement, qui juge bien évidemment impossible de revenir sur les dispositions d'une loi votée par le Parlement, soit disposé à différer les modalités de son application (prévue pour 1984) pour les étudiants déjà engagés dans le deuxième cycle.

DÉFENSE

Les généraux Lerche, Bonnet et Forget reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 30 mars a approuvé les propositions et nominations suivantes :

● Air. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Achille Lerche, Jean-Louis Bonnet (nommé directeur du personnel militaire de l'armée de l'air) et Michel Forget (nommé commandant la Force aérienne tactique et la 1^{re} région aérienne).

Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Jean-Marie de Burtel de Chassy (nommé commandant la 11^{re} région aérienne) ; général de brigade aérienne, le colonel Bernard Ruer.

Sont nommés : général adjoint au major général de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Louis Iribarne ; commandant en second la

Force aérienne tactique et la 1^{re} région aérienne, le général de brigade aérienne Jacques Boichot ; directeur adjoint du Centre d'essais en vol, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Pironneau ; sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Christian Guégen.

● Terre. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Claude Cobou et Robert Frieux intendants général de deuxième classe, l'intendant militaire de première classe Paul Botsier.

Est reconduit dans ses fonctions de conseiller militaire du gouvernement et mis à la disposition du ministre de la défense, jusqu'en janvier 1984, date à laquelle il sera placé en deuxième section (réserve), le général de corps d'armée Jacques Merlet.

Est nommé commandant la 64^e division militaire territoriale, le général de brigade Yves Hailaud.

● Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Maisonneuve ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Jean-Claude Barbance.

DES ÉQUIPEMENTS AMÉRICAINS SUR DES AVIONS DE COMBAT FRANÇAIS POUR L'ENTRAÎNEMENT DES PILOTES EN ITALIE

L'armée de l'air française a décidé d'acheter des équipements américains qui devraient lui permettre de s'entraîner, aux côtés des forces aériennes des Etats-Unis, à des exercices de combat en vraie grandeur sur la base que possèdent ces mêmes forces en Sardaigne.

Il s'agit de dispositifs de simulation de tir de missiles, conçus par la société américaine Cubic Corporation, qui seront adaptés aux besoins français par la firme Matra. Six avions Mirage F-1 en seront dotés. Ces équipements permettent de reconstituer le lancement de missiles air-air Magic par un avion en combat réel, contrôlé par des radars et des moyens informatiques au sol auxquels sont ainsi transmises les indications de cap, d'altitude, de vitesse ou d'angle d'attaque.

Grâce à ces « modélisations » de la trajectoire des missiles, on peut savoir quel avion, en combat aérien, l'a emporté sur un autre, et on peut évaluer les performances des matériels ainsi que la formation des pilotes impliqués dans l'exercice d'entraînement.

A l'origine, l'armée de l'air avait envisagé d'implanter sur le territoire national, dans les Landes par exemple, un site susceptible d'accueillir les moyens électroniques et informatiques qui permettent de reconstituer les trajectoires des missiles. Cette solution s'est, pour l'instant, révélée onéreuse et elle a été abandonnée.

La solution retenue est la participation d'avions Mirage F-1, équipés, à des exercices de simulation de tir sur la base de Decimomannu, en Sardaigne (Italie), aux côtés de l'armée de l'air américaine.

UPA RENTRÉE 1983-1984 : PUBLIQUE - PRIVÉ

SARI Les Unités de Pédagogie Active SARI
Enseignement privé par des pédagogues qui estiment que le débat est ailleurs et que l'élève n'est pas « l'âme de Duridan », assurent des cours de 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e et 20 élèves durant 32 semaines (10 OCT. - 30 JUIN), 30 heures à 36 heures par semaine (toutes langues et Ar.-Héb.-Lat.-Gr.), de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ou 18 heures et des cours particuliers M.-PHYS.-LET.-MATHS SUP.-MÉD.-BIO., 17 heures à 18 heures tous les jours.

INSCRIPTIONS OUVERTES. Ecrire UPA SARI
68, av. Léon, 76118 PARIS. Tél. 720-36-80/720-44-38.

de l'école à la maison

PASSERELLE

24 CAHIERS DE LA MATERNELLE A LA 5^e

CLASSIQUES HACHETTE

En vente chez votre libraire.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO D'AVRIL

Réussir dans la vie : LA MOBILITÉ SOCIALE

Une enquête de Michel HEURTEAUX

Tel père, tel fils
Malgré de profonds changements, rien ne bouge
La course au diplôme
Se mettre à son compte ou « trimmer pour les autres » ?

INFORMATIQUE ET ÉDUCATION : LE CHOC DU MARCHÉ PRIVÉ

A NOISY-LE-SEC : LE LYCÉE DE LA DEUXIÈME CHANCE

QUE FAIRE AVEC UN DEUG DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ?

DOSSIER :

LES EMBUCHES DES SÉJOURS LINGUISTIQUES

Un marché encombré. Cinq précautions. Agréments et patronages abusifs. Une rentabilité difficile à mesurer. Comment trouver un correspondant.

JEUNESSE : Les enfants face à la télévision

PATRIQUE : Les métiers du cheval

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Publication mensuelle du Monde. En vente partout
Le numéro : 10 F

حکومت الامم

Le Monde

culture

MUSIQUE

« PARSIFAL » à Rouen

La tradition bien comprise

Chaque année - c'est devenu une tradition - le Théâtre des arts de Rouen met à l'affiche un opéra de Wagner. On ne peut jamais prévoir lequel aura le début de la saison, mais les wagnériens rouennais ou italiens, gens d'habitudes, ne s'inquiètent pas outre mesure car ils savent que la distribution sera bonne, la mise en scène sans histoire, que Paul Ethuin (directeur de la musique depuis 1966) tiendra la baguette et qu'en France il n'y a pas son pareil pour ce répertoire.

Pour célébrer le centenaire de la mort du compositeur, c'est Parsifal, son dernier ouvrage, qui avait été choisi, et si la coïncidence entre ce « festival scénique sacré » et la période de Pâques n'était peut-être pas fortuite (France-Musique a choisi la soirée du vendredi saint pour retransmettre en direct l'enregistrement réalisé à Bayreuth l'an dernier), il y avait surtout lieu de se réjouir de savoir la partition placée en de si bonnes mains : avec ses incessants changements de tempo, cette musique en perpétuel renouvellement, aux courbes fluides, réclame un chef aussi inspiré qu'attentif aux moindres détails, capable d'inscrire chaque fluctuation du déroulement musical dans le cadre d'un « temps dramatique » presque

indéfiniment suspendu, animé seulement de l'intérieur. Sans la sûreté inébranlable de Paul Ethuin, la partition n'aurait pas résisté aux attaques défilantes de certains pupilles de l'orchestre (les cuivres en particulier), qui, à la première, jamalement le premier acte. Mais quelques mesures plus loin, l'accroc était oublié, la musique s'imposait à nouveau. Il fallait aussi que la cohésion entre le plateau et la fosse fut particulièrement remarquable pour que la fiction musico-dramatique s'emporte sur la réalité acoustique : le bruit de fond continu des installations techniques rendant illusoire les silences, - tellement importants dans la musique de Parsifal, - et l'utilisation trop évidente de la haute fidélité pour les chœurs lointains, la voix de Titurel et la voix céleste.

Il est vrai, par ailleurs, que la distribution était d'une très haute tenue : le Gurnemann de Manfred Schenk méritait à lui seul le voyage (1) dans l'expression est vraie, le diction impeccable et la justesse des intonations, à l'opposé des approximations dont souffrent actuellement le chant wagnérien. Les mêmes remarques s'appliquent à Gerold Faldut (Amfortas), à Eva Randöy (Kundry) et Oskar Hille-

brandt (Klingsor), et l'on ne saurait leur faire grief d'être seulement un peu moins exceptionnels dans des rôles - les deux premiers surtout - où l'idéal est presque impossible à atteindre. Adatt Kastu, qui incarnait Parsifal est un jeune ténor peu connu, dont les possibilités semblent prometteuses pour peu qu'il améliore sa diction allemande et qu'il se débarrasse de cette rigidité si commune aux ténors en général et tout particulièrement aux « helden-ténors ».

Volontairement traditionnelle, ce qui n'est pas un défaut, la mise en scène de Francis Perillat n'est pas inspirée, mais elle a au moins le mérite de ne pas imposer une interprétation unique et de laisser subsister toute l'ambiguïté dont se nourrit un ouvrage comme celui-ci. Les décors dépourvus de Rager Gaujoir étaient agréables de projections, inutiles pendant les préludes, bienvenues pour créer l'illusion du jardin enchanté puis désolé, mais on ne se résignait pas pour autant à la présence continue d'un rideau de tulle.

Quoi qu'il en soit, malgré des réserves de détail, ceux qui auront pu y assister garderont de ce Parsifal un souvenir plus durable que n'en laissent certaines productions montées à grands frais sur des scènes plus illustres.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Il chanta à nouveau ce rôle à Bordeaux du 17 au 24 avril, puis à Lille du 25 au 31 mai.

DANSE

LE C.R.C.O.P. AU THEATRE DE LA VILLE

Ballets confettis

Il n'était peut-être pas nécessaire de présenter ce bilan exhaustif du Groupe de recherches de l'Opéra de Paris en tranches horaires d'une heure réparties sur quatre semaines. Le premier spectacle en tout cas avec deux pièces de dix minutes, et deux ballets, ne donne pas une idée juste des possibilités de la compagnie.

La déception vient surtout de Joleo, une création attendue de M. Guy Marin. On espérait que la chorégraphie saurait tirer parti de l'extrême malléabilité des danseurs pour les associer à son style théâtral, imagé, et vigoureux. Est-ce le manque de temps, le déplacement devant une troupe non familière ou simplement par désobéissance ? Elle propose un bref lever de rideau, vertigineux à peine stylisé sur des chants « gitanos » du groupe glisse, se déploie, s'allonge, se consume comme un essaim d'abeilles poussé par des vents contraires. Les costumes, les foulards, aux couleurs violentes, vibrent dans une demi-pénombre ; parfois un soliste ou un couple se détache pour esquiver un pas ondulatoire ou une figure de bravoure. Puis l'ensemble s'ébène dans une lente extension au sol. A peine vu, aussitôt oublié.

Il reste de cette soirée quelques beaux « flashs » d'Anne Privost et Jean-Christophe Paré, renouvelant le charme d'un peu usé d'un pas de deux de Jacques Garnier de style bédouin grâce à une conduite gestuelle très contrôlée, épurée. Avec

eux, le ballet se charge d'un climat marméen.

Dans *Massacre sur Mac Dougal Street*, Karole Armitage fait passer dans sa danse la fièvre du samedi soir et les rafales de mouvements saccadés du rock. Elle parvient à subvertir successivement la modern dance, le ballet classique et la comédie musicale.

Les portes du décor claquent sous le déferlement des entrées et des sorties. Les gestes se tissent sur une musique de Rhys Chatham aux débuts forcés. C'est une frénésie en musique électronique avec des grands jets retransmis, des décharges de batteries sur talons aiguilles, des entrecroisements en tire-bouchon, des cabrioles en vrille. Tout le monde s'agit, se bouscule, sur les incitations d'une batterie sournoise et les miaulements d'apocalypse des cordes. Malgré leur fougue et leur souplesse, les danseurs ne parviennent pas à tenir exactement le rythme ; ils sont d'une autre planète. En fait, ce ballet n'existe que par la présence stimulante de Karole Armitage, sorte d'araignée fine et nerveuse au visage blafard. Il faut la voir mener sa danse du diable en culotte de satin rose et jarretières noires, jetant par-dessus les moulins à la fois la danse de Papa Balan et celle de Papa Cunningham dans un exorcisme rageur.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre de la Ville, 18 h 30.

PATRIMOINE

Le grand projet archéologique de Rome est bloqué

Lancé à grand bruit au mois de janvier, le projet de création d'un parc archéologique dans le centre de Rome, par la mise au jour de « fori » actuellement encore ensevelis et par la fermeture de l'avenue mussolinienne qui va du Colisée à la Piazza Venezia, a été bloqué par le ministre des biens culturels. Ce dernier a annoncé le 29 mars, au cours d'une conférence de presse, qu'aucun financement n'était prévu pour ce projet colossal dont les travaux auraient dû commencer en mars (le Monde du 28 janvier). Le ministre a simplement autorisé des « fouilles exploratoires ».

L'entreprise de reconstruction du centre de la capitale italienne aurait dû permettre de donner une unité à la Rome monumentale, mais aussi d'intégrer celle-ci dans un vaste programme urbanistique d'ensemble : elle s'inscrivait en fait dans une conception nouvelle de la mise en valeur du patrimoine culturel comme instrument de développement et de rénovation d'une ville.

Ce projet était parti du constat de la dégradation des monuments de Rome, due à la pollution atmosphérique. Le détourne-

ment de la circulation qu'il prévoyait aurait pu pallier les ravages que causent au marbre les gaz d'échappement. Fruit des recherches du surintendant à l'archéologie de Rome, M. La Regina, le projet avait l'appui entier de la municipalité.

Après une « pause de réflexion », le ministre des biens culturels, M. Venturi (démocrate chrétien) a affirmé que le projet n'entretrait pas dans le budget (180 milliards de lire) prévu par la loi spéciale sur le développement et le maintien du patrimoine archéologique de Rome : « Il s'agit d'une gigantesque équivoque », a déclaré le ministre. Il n'existe pas, au demeurant, de projet digne de ce nom. Ce n'est qu'une idée, une étude, rien de plus.

Cette affaire, qui avait déjà suscité bien des polémiques, prend désormais un caractère politique. Les communistes, dont l'organe l'Unità consacre sa première page à l'événement, accusent les démocrates chrétiens de saboter les projets de la municipalité de gauche.

PHILIPPE PONS.

JAZZ

A GRENOBLE

État des lieux, passions plurielles

Entre les mots jazz et musiques (au pluriel), pour le cru 83 de Grenoble, dans l'intimité, on a disposé une petite barre oblique, bien qu'elle ne fasse plus vraiment partie de la nomenclature typographique de l'époque : Jazz-Musiques, donc. Cela a le mérite de la clarté. Ici avec obstination, le jazz se trouve glosé par le vague des passions plurielles, étendu de cinq volumes d'improvisations limpides, prolongé, nué, éclaté, pour se retrouver en position de « patron », comme on dit en couture de tous les modèles qui s'éventent, et paradigme naturel des conduites musicales qui prennent la tangente.

Au cours des deux dernières journées de la semaine, les spectateurs auront pu évaluer les formes actives de ce jazz grenoblois : entre Michel Perez, à la tradition soigneusement appliquée de la guitare, et Peter Gordon, synthétiseurs et saxophone, tendance américaine revenue du rock et en route vers les années 90... Ou encore, pour un dimanche après-midi : l'abondance des voix par Diamanda Galas, et immédiatement après, à cheval sur théâtre, image, mythe et musiques, Winston Tong.

L'esprit ouvert aux airs du temps, Grenoble se paie donc son Festival de printemps, avec percées plein champ dans toutes les zones où zone la musique, dans les ouvriers où elle se cherche et souvent se trouve. Autant parler de festival, maintenant que tout le monde se réfère au mot. Festival des dévergèlements des déplaçements, il voit se succéder ainsi, en

une soirée, le quintet de Freddie Hubbard et de Ghedalia Tazartes. Vingt ans après d'efféminées noces avec Eric Dolphy, Hubbard reprend le rôle d'amuseur, indifférent au qu'en-dira-t-on. Qui l'eût prédit, à l'époque d'Outward Bound ? A croire que la trompette, question de détermination historique ou d'oxygène, vous laisse moins le choix que les autres instruments : ou dîner au festin du tragique, ou faire le guignol. Au-dessus, frimeur et prophète, souverain, plane Miles Davis. Avec Hubbard, tout le monde est content. Content d'un air de Monk, d'un autre (Kenya) du son moins regrettable Lee Morgan. Content d'un Body and soul, mieux tenu que son introduction éloignée. Content d'un contre-tuile étouffé, d'une pirotechnie, et de constater enfin que le jazz est toujours le jazz, bien conforme à l'idée que s'en fait votre voisin. Par un prodigieux retour arrière, comme avant le bebop ou comme dans les bals de grandes écoles, on tape dans ses mains. Et comme à l'époque, par un scrupule rétro bien sûr, on tape à contre-temps. Freddie met bon ordre à tout ça, tape lui-même et fait un triomphe. Au piano, Hilton Ruiz, avec nervosité et présence, à l'habitude, apporte une sorte de fraîcheur prolixe au numéro. Les autres jouent ainsi qu'on joue quand on sait jouer, ce qui n'est pas si facile, peut-être. Rappel.

L'arrangé de Grenoble n'est pas là. Outre le talent quelquefois sensible du groupe, c'est la confrontation

avec le « concert illustré » de Ghedalia Tazartes qui donne à la soirée sa troublante dynamique. Une partie de l'illustration tient donc au jeu d'un corps dédoublé, dansant, gesticulant, celui d'Alain Rigout et de son « autre » inquiétant, un mannequin attaché à lui comme un frère siamois pour exhibition foraine. Sur des bandes lancinantes ou heurtées, usant de toutes les possibilités du théâtre mobile, Ghedalia arrache des cris, des râles, et des mélodies imaginaires encore, aussi vraies que nature, à la mémoire des hommes. La peau de la mémoire. Il appelle le jazz à lui, qu'il l'approche de toutes les musiques perdues. Et il sait, que pour tout un chacun, ses complaintes sonnent comme celles de l'origine perdue. L'origine qui manque, qui fait défaut, qu'on vous reproche comme un défaut. Comme le jazz d'un certain temps, en somme ? Voilà pourquoi la succession de Hubbard et Tazartes se trouve par la bande entrer en résonance. Ni amalgame ni mode, Grenoble, par une vocation apprise de Jazz-Musiques, fait l'état des lieux, sous l'impulsion de Gérard Maimone, animateur des opérations musicales de la Maison de la culture, mais aussi fondateur de groupe instable et révélateur, Angel Maimone Entreprise, ni vraiment du côté du jazz, pas exactement rock non plus, pas folk à proprement parler, ni contemporain au sens où on l'entend. Alors quoi ? Musicien, simplement musicien...

FRANCIS MARMANDE.

CINÉMA

« TYGRA, LE FEU ET LA GLACE », de Ralph Bakshi

La B.D. sans complexes

En 1972, dans la grande salle du Palais des festivals de Cannes, le public international découvrait *Fritz le chat*, dessin animé de long métrage de Ralph Bakshi, un inconnu décidé à faire la nique à Walt Disney, et à toutes les valeurs qu'il représente. C'est à y avoir vu Tex Avery et son art de concentrer en quelques minutes un génie de la destruction jamais égalé à ce jour. Déjà les personnages de Bakshi tendaient à copier le respirateur, le ton-ner, le glorieux, un nouveau pas est franchi : le cinéaste et son équipe ont travaillé à partir d'un premier tournage avec des acteurs en chair et en os mais sur fond de décor totalement recréé, tel que nous le voyons dans le film achevé.

Elle, Tygra, la beauté aux yeux verts, lentement court vêtue, c'est l'anti-Blanche-Neige, comme l'opposé de la frêle Kira de *Dark Crystal*, sorti la semaine dernière. C'est le repos du guerrier, le ton-ner, le glorieux, un nouveau pas est franchi : le cinéaste et son équipe ont travaillé à partir d'un premier tournage avec des acteurs en chair et en os mais sur fond de décor totalement recréé, tel que nous le voyons dans le film achevé.

Les éléments : la glace (le mal) et le feu (le bien), annulant en combat de titans qui recrée allégoriquement l'esprit de la bande dessinée ; la violence fait très mal, la caricature réduit les humains à de simples ectoplasmes. Ames trop délicates, s'abstenir. La S.D., avant sa sanctification par les instances culturelles, est un art très vulgairement américain.

LOUIS MARCOCHELLES.

* Voir les films nouveaux.

« Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? » de Ken Finkleman

Il y a un pilote recruté en plein vol, il y a une navette à destination de la Lune, il y a une catastrophe par plan et vice-versa, mais y a-t-il vraiment un film ?

Cette deuxième série de gags apertus a reçu le Grand Prix du Festival de Chamonix (consacré à l'humour) et 11 721 personnes sont allées le voir le 23 mars. Il faut probablement des conditions psycho-physiologiques particulières (sortie en groupe, état d'extase fatigante ou de folle gaieté) pour apprécier.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux.

L'Association sportive de l'ES-SEC organise du 7 au 9 avril un premier Festival du film sportif. Il aura lieu dans le Grand Amphithéâtre de l'École à Cergy-Pontoise. (Reas : 030-53-90).

Reprise du « Baiser du tueur » de Stanley Kubrick

Quand Stanley Kubrick, en 1955, a tourné son premier film, *Killer's Kiss*, que deux salles parisiennes projettent actuellement dans des copies neuves, il ne savait pas trop, apparemment, comment faire du cinéma. Il était photographe et n'avait pas encore compris qu'il ne suffit pas de transposer une science photographique, de figurer des cadres sur des écrans impressionnants, pour faire du cinéma impressionnant. Quand le héros, à la presque fin du film, est pourchassé jusqu'à son toit new-yorkais, à l'heure évidemment, le plein

est vide dramatiquement. L'histoire ne tient pas debout, et l'on va vers un morceau de bravoure (un duel dans un entrepôt de mannequins de cire) que le temps a rendu cocasse. Les héros ne sont pas à la hauteur du type de leur médiocrité : poussés à un carrefour crucial de l'histoire (celui où le boxeur raté ramène l'entraîneuse à son soutien pour qu'il la paye et qu'ils puissent fuir), ils ne jouent plus, ils ne sont plus que des passants pris au hasard de la foule, et le manque de direction fait écrouler la foi qu'on aurait pu avoir en cette démonstration de fatalité amoureuse.

Puisqu'il y a boxeur, on repense à *Rocco et ses frères* ; mais chez Visconti la transposition visuelle et les partis pris fantastiques (le bois embrûmé au petit matin pour l'entraînement des sportifs, le carnaval pour une simple scène de rue, le monument vertigineux pour le scène de rupture ou pour le meurtre, le sentier le long de la rivière avec ses lampadaires à gaz) ne valaient que perdue l'écriture, et une structure réaliste, pour les soutenir en les déjouant. Chez la jeune Kubrick, le désir d'irréalisme a préfiguré la narration à l'a suspendue, privée de chair, dans un cadre baroque.

HERVÉ GUBERT.

* Voir les grandes reprises.

Miles Davis au VII^e Printemps de Bourges

Le VII^e Printemps de Bourges qui a lieu du 2 au 10 avril annonce des vedettes confirmées (Bernard Lavilliers, Julien Clerc), des stars internationales (Miles Davis), du rock français et anglais, et, selon la tradition, une « scène ouverte » pour les amateurs et les professionnels débutants. Le Festival présentera aussi des spectacles inédits, notamment un opéra-rock du groupe Ange, une version rock du conte d'Andersen *La Petite Fille aux allumettes*, des shows du groupe Odeurs, de Catherine Le Forestier et de la compagnie Armal, enfin un hommage à Edith Piaf avec la participation de Maxime Le Forestier, François Bréanger, Yves Duteil, Philippe Val et Jean-Pierre Chabrol.

■ PRINTEMPS MUSICAL DU PERCHE 1983. - Pour la deuxième année consécutive, l'École de musique de Perche, dirigée par M. Joël Nourry, organise une série de concerts au cours du printemps 1983 : le Quartet Philippe Duchemin (jazz), 2 avril, à 20 h 30, salle des fêtes de Remarlard ; Russo-Ton (folk et piano), le 16 avril, à 20 h 30, église de Moailin-la-Marche ; Emer Buckley, le 23 avril, à 20 h 30, église de Montreuil-sur-Perche ; Sophie et Yves Chatelet, le 30 avril, à 20 h 30, église de Neuilly-sur-Eure ; Quatuor de saxophones Jacques Melzer, le 7 mai, à 20 h 45, église de Mauves-sur-Huisne ; musique traditionnelle de Botivie avec Juri-Majee, le 21 mai, à 20 h 45, salle des fêtes de Remarlard ; La route des Milloraines (vieilles percheronnes), le 11 juin, à 20 h 45, salle des fêtes de Boissy-Maugis. - Reas : Joël Nourry, 61110 Remarlard. Tél. : (33) 73-71-95.

Lu

« A PROPOS DE L'AVORTEMENT », de Pierre de Loch

Les réflexions d'un prêtre courageux

Dans le domaine religieux, la franchise et le courage se trouvent volontiers dans le camp belge. Un prêtre du diocèse de Malines-Bruxelles, docteur en théologie et professeur d'éthique à l'université catholique de Louvain, fondateur du CEFA (Centre d'études familiales), et qui fut pendant six ans président du conseil presbytéral, vient de publier sur l'avortement un livre qui fera quelque bruit.

Pierre de Loch, auteur de cet ouvrage - raconte ici fort simplement son itinéraire. « Jusqu'à vers les années 1969-1970, écrit-il, j'ai porté sur l'avortement un jugement catégorique et sans faille. N'ayant jamais rencontré une situation vécue, je me contentais d'être l'écho fidèle de l'enseignement reçu. »

La suite coule de source. Après ses réflexions personnelles, la prise en considération de situations impossibles à élimer, et les avis autorisés qu'il a recueillis tant dans les milieux médicaux que théologiques, M. de Loch craint que l'Eglise ne se fasse une « conception idéologique de la vie ». Il estime que la femme est maintenue dans un état de tutelle et dépos-

seé de la responsabilité de ses actes par « l'impérialisme masculin ». Les déclarations officielles manquent de confiance dans la personne humaine. La femme n'est-elle pas jugée de ses décisions ? Or l'Eglise étouffe dans l'œuf et sanctionne tout avis divergent.

Le respect des différences

D'où un « malaise ». Pourquoi en définitive se concentrer sur un seul aspect : le droit de l'enfant à naître ? Pourquoi vouloir de nombreux autres éléments importants, eux aussi respectables ? « Ne part-on pas en guerre sainte sur une équivoque jonctive ? »

Voici, parmi d'autres, les perspectives de ce livre, qui portera d'autant plus qu'il se veut sans agressivité. Il réclame simplement le respect des différences et des personnes.

HENRI FESQUET.

* Pour une approche plus serrée à propos de l'avortement de Pierre de Loch, 143 pages. Edition CEFA 138, rue de la Prévoyance, Bruxelles 1000.

COMMUNICATION

Jeudi 31 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Téléfilm : les Beaux Quartiers.**
D'après le roman de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec B. Brieux, B. Lafont, J.-P. Pymartin, J. Guillemar... (première venue).
21 h 12 **À l'école.** Les deux fils du docteur Barbenne (radical de gauche) suivent chacun leur chemin. Tandis qu'Armand découvre les injustices sociales, Edmond fréquente la jeunesse dorée. Un feuilleton plus réaliste.
22 h 10 **Documentaire : le Chemin des Indes.**
Émission de J. Arlaud et M. Perrin, n° 2.
La descendance d'Isma. Pratiques et conceptions de la mort chez les Indiens d'Amazonie. Un documentaire très bien filmé.
23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Magazine : Résistances.**
De R. Langlois, réal. P. Desfont.
Quatre reportages sur les droits de l'homme : les Haïtiens en République Dominicaine ; le procès du KOR avec J. Smolke représentant du syndicat Solidarnosc ; les prisonniers politiques en Ouganda et l'affaire Vanni Mullinar en Italie.
21 h 40 **Magazine : Les enfants du rock.**
De A. de Cannes.
Au sommaire : Ferry (paroles de Bryan Ferry) ; Haine-Tension : la télévision d'hier et celle d'aujourd'hui, avec Hanneke Killers. Interlude Wonder... ; et le jeu : l'impeccable.
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 40 **Cinéma sans visa : Paratroopers.**
Film israélien de Y. Judd'Ne'Eman (1976), avec

G. Cov, M. Monoshev, M. Varshavsk, J. Monte (v.o. sous-titrée).
Un jeune homme, enrôlé dans les parachutistes, ne supporte pas les rigueurs de l'entraînement. Un officier cause sa perte en essayant, maladroitement, de l'aider. Film inédit en France, intéressant par son sujet mais qui semble assez ambigu dans sa position par rapport au corps d'élite de l'armée israélienne. A voir et à discuter.
22 h **Débat : Une armée comme les autres ?**
Avec Y. J. Ne'Eman, réalisateur du film. Z. Sternhell, professeur à l'université de Jérusalem, C. Avital, ministre, conseiller à l'ambassade d'Israël à Paris.
22 h 40 **Journal.**
23 h 2 **Une minute pour une image.** d'Agnès Varda.
23 h 5 **Prélude à la nuit.**
Études n° 7 et n° 8 de Claude Debussy, par C. Zerah au piano.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infirmité, l'âge social, avec le professeur A. Vaucheron.
20 h, (Manque d'alternatives en Patagonie, de P. Keing, suivi de « Hors texte », de M. Florio.
22 h 30, Nuits magiques : la belle.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné à l'Auditorium 105 de Radio-France le 14 janvier 1983) : « Ouverture pour toute l'harmonie sans violon » de Mehul ; « Pastorale variée dans le style ancien » de Pierre ; « Sérénade » de R. Strauss ; « Danses de kermesses féériques » de Zimmermann ; « Canzoni per sonar » de Werner ; « Et per là » de Lavano ; « Winds » de Constant ; par les philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Komives.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : 0 h 5, Nocturnes.

Vendredi 1^{er} avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Portes ouvertes.**
Une activité pas comme les autres.
18 h 30 **C'est à vous.**
18 h 50 **Le village dans les nuages.**
18 h 55 **Météo.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Quelle autorité !**
De M. et G. Carpentier.
Avec Jacqueline Maillan, Jean-Marc Thibault, Michel Roux, Gérard Hernandez.
21 h 40 **Série : Lucien Leuwen.**
D'après le roman de Stendhal, adapt. J. Aurenche et P. Bori. Réal. C. Autant-Lara, avec B. Garcia, N. Jamet, A. Lualdi.
1832 : Lucien Leuwen, fils d'un riche banquier, chassé de son école polytechnique, tombe amoureux de Mathilde de Chasteller et s'engage dans les milieux artistocratiques. Une coproduction internationale rediffusée à l'occasion de l'Année Stendhal.
22 h 40 **Histoires naturelles : la pêche du brochet en Islande.**
Émission d'E. Lalou, L. Barthe et J.-P. Fleury.
23 h 10 **Journal et cinq jours en Bourse.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTIPHO.**
12 h **Journal (et à 12 h 45).**
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neufs.**
13 h 35 **Émissions régionales.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h **Sport : Tennis.**
Tournoi de Monte-Carlo.
17 h 50, **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre du Boulevard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Série : Médecins de nuit.**
« Le bûcher », réal. B. Grégoire, avec C. Allegret, G. Germain.
Violence et incompréhension dans une usine désastreuse : M. Tasson, victime d'un brulage sévère, est sauvée de justesse par un médecin de nuit...
21 h 35 **Apostrophes.**
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : « La langue française n'est pas zéno-phonie », sont invités : M. Bati (les Deux Muses de Guillaume Apollinaire), M. Charaf (l'Élé au baren d'Arché Ahmed), A. Eghbal (l'Espèce errante), V. Khouri-Ghaia (Vacances pour une lune morte), M. Tili (Gloire des sables), A. Bouneumour (les Bandits de la place).
22 h 55 **Journal.**
23 h 5 **Ciné-club (cycle Satyajit Ray) : La trilogie d'Apu (n° 3, « Le Monde d'Apu »).**
Film indien de S. Ray (1959), avec S. Chatterjee, S. Tagore, S. Mukherjee, A. Chakravarty (v.o. sous-titrée N.).
Sorti de l'université de Calcutta avec un diplôme, Apu ne trouve pas de travail. Il est amené à se marier dans d'étranges conditions et connaît un bonheur qui ne durera pas. Achèvement d'une initiation au « métier d'homme » dans le grand cycle de la vie et de la mort. Le style de Satyajit Ray, à la fois réaliste et lyrique, est toujours admirable.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
La C.F.D.T.

19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
20 h 32 **La minute nécessaire de M. Cyclopède.**
20 h 35 **Vendredi : Vietnam, les durs ennemis de la paix.**
De M. Croce-Spinelli, Magazine d'information d'A. Campana.
Un reportage au Vietnam réunifié, à Hanoi, Saigon (Ho Chi Minh-Ville). Situation politique, économique, après trente années de guerre.

21 h 35 **Magazine de la photo : Flash 3.**
De J. Bardin, P. Dhôtel et J. Egner.
Revue de presse : Flash back : les Calypsoes ; Portrait de J.-François Jonville ; flash pratique : développer soi-même ses films couleur.
22 h 20 **Journal.**
22 h 38 **Une minute pour une image.** d'Agnès Varda.
22 h 40 **Prélude à la nuit.**
Le bon de L. Moraw Gontschalk, par Cyprien Katsaris, au piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales : les grains.**
8 h, Les chemins de la connaissance : Les transformations du monde rural : à 8 h 32 : Visages de Nikos Kazantzakis.
8 h 30, **Écho au hasard.**
9 h 7, **Matinée des arts du spectacle.**
10 h 45, **Le texte et la marge : « Le sceptre et la mas- » de Maurice Lever.**
11 h 2, **Musique : les Pasquas à New-York, de B. Cendrars.**
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama : le roman policier.**
13 h 30, **Chaque d'arriv.**
14 h, **Sous le Chêne.**
14 h 5, **Un livre, des voix : « Une femme perdue », de Claire Dumas.**
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture : les Inconnus de l'histoire (le roi Magas).**
16 h, **Processions d'Espagne.**
18 h 30, **Feuilleton : La certaine France de mon grand-père.**
19 h, **Actualités magazine.**
19 h 30, **Les grandes avenues de la science moderne : la mérologie.**
20 h, **Des usages et des horloges : la philosophie de Karl Popper, par R. Bouveresse et C. Schmidt.**
21 h 30, **Black and blue : le jazz et les gangsters.**
22 h 30, **Nuits magiques : la belle.**

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques du matin : œuvres de Mendelssohn, Liszt, Saint-Saëns, Scriabine, Schumann.**
8 h 7, **Le Boogaloo 5-9.**
9 h 5, **D'une oreille l'autre : œuvres de Beethoven, Ravel, Debussy, The Beatles, Wagner, Liszt, Hindemith, Stravinsky, Rachmaninov, Prokofiev.**
12 h, **Équivalences : œuvres de Messiaen.**
12 h 35, **Jazz s'il vous plaît.**
13 h, **Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de J. Brahms, par le Trio Calliope.**
14 h 5, **Bolles à musique : Amy.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Musiciens à l'œuvre : Saint-Saëns, Debussy, Ravel, Stravinsky, Wagner, R. Strauss.**
17 h 5, **L'histoire de la musique : Monteverdi.**
18 h 30, **Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) : œuvres de Weiss, Lohy, J.-S. Bach par H. Smith, lui-même.**
19 h 30, **Jazz : le clavier bien rythmé.**
20 h, **Concert (donné à Bayreuth 1982) : « Parsifal » de Wagner ; par les chœurs et l'orchestre du Festival de Bayreuth ; dir. J. Levine ; chef des chœurs : N. Balasch ; sol. S. Ester, M. Salmimene, H. Sotin, P. Hoffmann, L. Rysanek, F. Mazura.**

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 1^{er} AVRIL

— M. René Souvillon, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt, est l'invité de l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 18 h 30.
— Mgr Lustiger, archevêque de Paris, est l'invité du journal d'Europe 1, à 19 h 30.

VENDREDI 2 AVRIL

— L'abbé Jean-Michel Di Falco, est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 30.

J'suis qu'un pauvre paysan

Il y a deux catégories de Français qui ont changé de visage pendant l'occupation, et quarante ans plus tard, curieusement, il en est resté quelques-uns. Ce sont les commerçants et les agriculteurs. C'étaient les rois à l'époque, les rois hautains, bougons, capricieux d'un inaccessible pays de cocagne, dont la morgue moqueuse (rappelez-vous Au bon beurre) s'amusa à privilégier ou à piétiner, selon l'humeur du moment, les clients à l'échelle ployée, au sourire flagorneur, venus mendier une barre de savon ou 100 grammes de beurre. Je me souviens de ces arrivées à bicyclette sous une pluie glacée dans des cours de ferme énormes, hostiles, désertes, défendues par des chiens rageurs, et de ces petites portes vitrées où l'on allait frapper pleins de honte et d'espoir souvent vertement déçus.

De les voir percer ensuite leurs fûts, déverser aux carrefours des montagnes de patates, de melons, de tomates, n'a pas tellement contribué à effacer cette image, pourtant fautive, on le dit, on le répète encore mercredi soir (« Paroles de paysans », sur TF 1). On nous a amenés à Saint-Georges-d'Aunay, un vil-

lage de cinq cent quatre-vingt-onze habitants près de Caen. On a entendu partout la même complainte, dont le refrain donne la rime à l'emprunt destiné à moderniser l'entreprise, à la rentabiliser. Emprunt quasiment forcé et indéfiniment renouvelé pour qui est happé — ils le sont pratiquement tous — par cette spirale infernale : la baisse des prix à la production oblige à produire davantage, donc à investir, donc à emprunter à nouveaux frais : les 12 % d'intérêts exigés par le Crédit agricole.

Si encore ces tracteurs, ces moissonneuses-batteuses leur permettaient de gagner plus en travaillant moins, bon, ça irait. Mais ce n'est pas le cas, il s'en faut. La machine est incroyable, sort par tous les temps, ignore les heures des repas et les rendus esclaves de sa triomphante efficacité. Il en sont à regretter l'époque béni où la journée s'écoulait au pas lent des chevaux foulant les sillons d'un sabot silencieux. Nous qui pensions que l'élevage industriel leur facilitait énormément le tâche ! Il paraît que non, pas vraiment. A quoi bon, alors, ces horribles « H.L.M. à cochons », ces cages à vœux et ces

hangars, pardon ces stabulations, qui permettent de condamner les vaches à la prison à vie.

On aurait bien aimé savoir aussi si les fermiers de la Beauce sont autant à plaindre que ceux du Calvados, et combien ils paient d'impôts... Je connais des paysans heureux. Et prospères. Ça existe. On n'en a pas tellement parlé au cours du débat qui a suivi ce reportage. Normal, il s'agissait d'alerter les pouvoirs publics sur ce qui n'était pas : les fameux montants compensatoires — on aurait quand même pu nous rappeler en quel ça consiste au juste — et les prix et les coûts de la production. Pour travailler la terre, aujourd'hui, il faut être capitaliste et fils unique tellement ça revient cher, a lancé un des invités. François Guillauma, le patron de la F.N.S.E.A., s'est contenté de rectifier légèrement le tir : pour ouvrir une exploitation, il faut, oui, être riche à millions. Il rencontre ce jeudi son nouveau ministre, Michel Rocard. De quoi croyez-vous qu'ils vont s'entretenir ? Je vous le donne en mille : des prix à la production et des mon-tants-comp-en-sa-toires.

CLAUDE SARRAUTE.

La télévision et son audience

(Suite de la première page)

Elle enregistre tout changement d'état du récepteur (allumage, extinction, changement de canal) avec une précision de deux secondes. Néanmoins, pour que ces changements restent significatifs (un certain nombre de postes s'allument automatiquement sur TF 1 par exemple), ils ne sont pris en compte qu'un bout de trente secondes. Ces données sont transmises par téléphone à l'ordinateur central de la Scodip, qui traite les résultats.

Installé au second semestre de 1981 par le C.E.O., l'Audimat a conquis d'emblée les professionnels de la télévision, qui peuvent ainsi connaître rapidement et d'une manière claire et synthétique l'audience de leurs émissions. Depuis 1967, l'O.R.T.F. utilisait des sondages pour obtenir une mesure continue de l'audience. Avec la loi de 1974, le Service des études devint le Centre d'études d'opinion ; la mesure de l'audience est un enjeu fondamental puisqu'elle entre dans la répartition d'une fraction de la redevance entre les quatre sociétés de programmes (1).

La manne publicitaire

Parallèlement, les méthodes s'affinent avec la mise en place d'un panel postal. Les mille quatre cents personnes composant l'échantillon (renouvelé par quart toutes les deux semaines) remplissent pendant huit semaines un véritable carnet de bord. Elles y notent, émission par émission, leur écoute de toutes les chaînes et y ajoutent une note de satisfaction. Ce sondage permanent effectué auprès des plus de quinze ans est complété par un panel « jeunes » (de huit à quatorze ans) et, plus récemment, par un panel « enfants » (de trois à sept ans), qui font l'objet de trois vagues de sondages par an.

La masse de données recueillies permet au C.E.O. de fournir à chaque station des résultats très détaillés : volume d'écoute et audience, durée moyenne d'écoute et distribution par chaîne, fréquence d'écoute et ventilation de l'audience par catégories de population. Seul inconvénient : les résultats s'échelonnent entre trois et cinq semaines après la diffusion des émissions. Toutefois, si les professionnels de la télévision ne jurent plus que par l'Audimat, ce n'est pas seulement en raison de la rapidité de traitement. L'Audimat introduit en effet une « réévaluation » sensible des taux d'audience par rapport au panel postal.

Totaliser le nombre de foyers ayant un poste allumé ou les durées d'écoute d'un individu ne revient pas tout à fait au même. Dans le premier cas, les chiffres sont nettement supérieurs. Nombre de producteurs ou de responsables d'unités de programmes se sont ainsi servis des chiffres Audimat pour prouver la progression de leur audience ou le succès d'une nouvelle émission en les comparant au panel postal de l'année précédente. Au second semestre de 1981, en pleine mutation de la télévision, cette légère « imprécision » n'était pas sans consé-

quences, et l'on comprend mieux le flottement des directions des chaînes devant le mécontentement du public, soudain relayé par la presse.

C'est là la question fondamentale : à quoi servent les chiffres d'audience ? Ils ont d'abord un grand poids financier. La Régie française de publicité les utilise pour attirer les annonceurs, et on sait que les trois chaînes se disputent cette manne publicitaire nécessaire à leur fonctionnement. Par là même, le taux d'audience devient un instrument de pouvoir au sein des sociétés de programmes. Jalousement gardée secrets par la présidence ou la direction des programmes, les chiffres peuvent faire pression au moment opportun sur des producteurs ou des réalisateurs laissés dans l'ignorance de leurs résultats. Même lorsqu'ils circulent plus librement, ils gardent leur caractère de sanction. S'ils sont bons, « Champs-Élysées » dépense « Dallas » pour une semaine, on boit le champagne et on envoie des communications triomphantes. S'ils sont mauvais, on s'affole, on change de présentation, on arrête la série, on modifie la programmation.

Réflexes naturels mais souvent trop précipités, irréfléchis. « Les chiffres de l'Audimat ou ceux du panel postal, explique Mme Hélène Monnet, chef du service des études et de la qualité au C.E.O., sont des données fiables et complémentaires. Mais ce ne sont que des données. Leur utilisation suppose une analyse, une interprétation. Il faut prendre en compte des durées et des contextes de programmation, des évolutions d'audience. Et, en fonction de ces premiers résultats, poursuivre l'étude en posant des questions complémentaires au public. Le C.E.O. pourrait faire tout cela. Le problème, c'est qu'on ne lui demande que très rarement ».

La méfiance des sociétés de programmes

Le panel postal est un instrument lourd et coûteux, mais riche en possibilités. Pour rentabiliser ce sondage permanent, le C.E.O. insère dans ses carnets d'écoute plus de cinquante questionnaires par an sur les sujets les plus divers : équipement des ménages, attitude du public, jugement sur un type d'émission ou une campagne électorale, attitude envers les nouveaux médias. « De tels questionnaires, remarque Mme Monnet, nous ont permis de détecter très tôt des mouvements d'opinion tels que la montée des radios libres ou celle des magnétoscopes. Mais la plupart de ces enquêtes ont été menées à l'initiative du C.E.O. et restent inexploitées par la télévision ».

A quelques rares exceptions près, les responsables des programmes utilisent insuffisamment ce remarquable instrument. Fait significatif : lors des grands changements de 1981, le C.E.O. n'a jamais été contacté pour étudier une nouvelle programmation ou définir le profil d'une émission. Irresponsabilité des

directeurs des programmes ou méfiance à l'égard d'un organisme indépendant de la télévision (2) mais lié à son financement ?

Il faut ajouter que chaque chaîne a sécrété depuis 1974 son propre service d'études, plus ou moins actif, mais jaloux de ses prérogatives. Or chaque société de programmes contribue au financement du C.E.O., avec une dotation séparée pour l'Audimat. De là à penser que cet argent pourrait revenir à chaque service d'études en se conservant qu'un fonds collectif pour l'Audimat, il n'y a qu'un pas.

Pas fort dangereux, d'autant que le C.E.O. est, depuis la loi de juillet 1982, dans une situation inconfortable : aucun article ne mentionne son existence ni ne précise sa mission. Dépendra-t-il toujours des services du premier ministre ou sera-t-il rattaché à une instance de la communication audiovisuelle, au risque de perdre son indépendance par rapport aux sociétés pour lesquelles il travaille.

C'est pour conjurer ce risque que le C.E.O. multiplie aujourd'hui ses activités autonomes et prestations profitables. Des initiatives qui profiteront de toutes façons aux sociétés de radiotélévision : en créant mieux le développement de la télédiffusion (vidéo, télématique), ou en apprenant plus sur le comportement du télé-spectateur. Mais, à travers cette série d'études, le C.E.O. cherche surtout à prouver la cohérence et l'efficacité de son fonctionnement, ou développement de nouveaux instruments d'analyse liés à l'évolution de la communication audiovisuelle.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Dans la loi de 1974, une note de qualité intervenait aussi dans la répartition de la redevance pour pondérer les critères d'audience.

(2) Le C.E.O. est rattaché au Service juridique et technique de l'information (S.J.T.T.), dépendant du premier ministre et mis à la disposition du ministère de la communication.

Prochain article :

La Tour de Babel des télé-spectateurs.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des techniciens de l'audiovisuel, réunis mercredi 30 mars, ont indiqué qu'ils s'entreprendront pas d'actions communes immédiates.

Les deux organisations doivent se revoir dans une dizaine de jours, après avoir examiné les propositions salariales faites par le collège patronal, au cours des négociations sur l'élaboration d'une convention collective nationale. La C.F.D.T. a estimé que ces propositions constituaient « une base de départ négociable ». Deux autres réunions avec l'Association des employeurs du secteur public de l'audiovisuel, désormais présidée par M. Jacques Pomont, président de l'INA (en remplacement prévu de M. Jean-Noël Jeanneney, P.D.-G. de Radio-France), doivent avoir lieu les 12 et 19 avril.

Un coup de pouce?
759.31.33
Pour savoir comment financer l'achat ou la location de votre véhicule, appelez Citroën, du lundi au samedi, de 7 h à 21 h sans interruption.
En avant Citroën!
CITROËN

INFORMATIONS « SERVICES »

FÊTES DE PAQUES

Les services ouverts ou fermés

BANQUES. - Elles seront fermées du vendredi 1^{er} avril à partir de 11 h 45 (ou de 12 heures) jusqu'au mardi 5 avril au matin.

PRESSE. - Les quotidiens parisiens paraîtront le lundi paraitront normalement lundi 4 avril.

GRANDS MAGASINS. - Les grands magasins parisiens seront ouverts samedi 2 avril aux heures habituelles. Ils seront fermés lundi 4 avril.

R.A.T.P. - Service réduit des dimanches et jours fériés lundi 4 avril.

P.T.T. - Les bureaux de poste, guichets de paiement à vue, agences commerciales et télégraphiques seront fermés lundi 4 avril. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Toutefois, restaurant ouvert les bureaux qui le sont habituellement le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. En outre, le lundi de Pâques, le bureau situé au chef-lieu de département sera ouvert de 9 heures à 12 heures. Samedi 2 avril, les services des P.T.T. fonctionneront dans les conditions habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Les services d'accueil du siège et des unités de gestion de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne seront fermés au public du vendredi 1^{er} avril à 12 heures au mardi 5 avril au matin. Cependant, les cliniques dentaires et les centres de diagnostic et de soins resteront ouverts le vendredi 1^{er} avril jusqu'à 15 heures.

SECURITE SOCIALE. - La Caisse primaire d'assurance-maladie indique que les guichets resteront ouverts jusqu'à 14 h le vendredi 1^{er} avril dans les centres de paiement et dans les services d'urgence de régularisation des prestations. Pour les primes ou charges et les remboursements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30. Les centres et services seront normalement ouverts au public le mardi 5 avril.

MUSEES. - Les musées nationaux seront ouverts dimanche 3 avril de 10 h à 17 h 30. Seront ouverts les dimanche 3 et lundi 4 avril : le musée Condé, le château et le domaine de Chantilly et le musée vivant du cheval de 10 h 30 à 18 h, le musée et le domaine de Chantilly à Ermouville de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30.

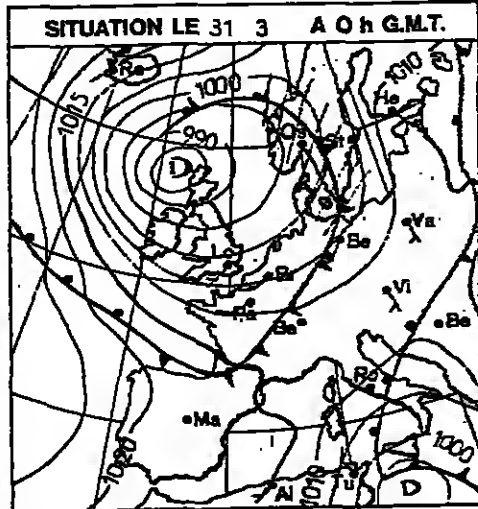
Le Palais de la découverte et le musée Marmottan seront ouverts dimanche 3 avril et fermés lundi 4 avril.

STAGES

La formation des élus locaux. - La service de documentation des élus locaux et de l'expansion régionale (Département-Service) organise des journées de travail destinées à mieux informer les responsables communaux sur la troisième âge, la voirie, la sécurité, les espaces verts, les centres techniques municipaux, les équipements socio-culturels, les transports, etc.

Le programme est à demander à : Département-Service, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-35-65.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 31 mars à 0 heure et le vendredi 1^{er} avril à minuit.

Une profonde dépression centrée sur l'Ecosse ce matin va se diriger sur le sud, et se centrer demain sur la Normandie.

Vendredi 1^{er} avril, sur toute la France, le temps sera généralement maussade, très nuageux à couvert avec de rares éclaircies.

Deux zones pluvieuses marquées seront observées le matin : l'une de l'Aquitaine au Poitou, région parisienne, Nord, l'autre du Roussillon aux Alpes, Jura, Vosges, avec de la neige au-dessus de 1 000 mètres dans le Midi, 500 mètres dans le nord.

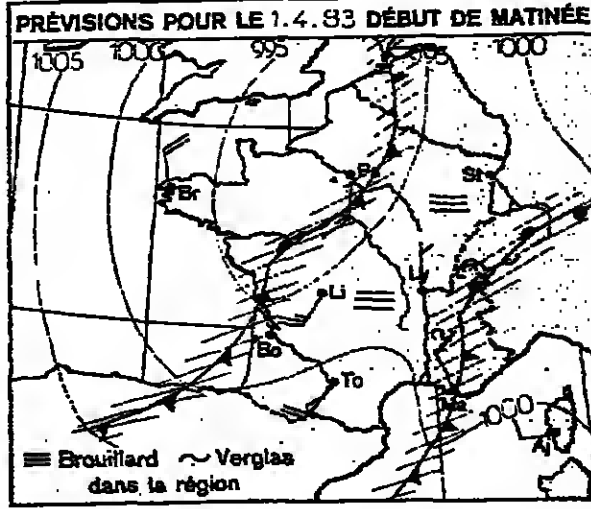
Ces deux zones se décaleront vers l'est-est en début de la journée sur le Massif Central à partir de 600-800 mètres et 1 000 mètres sur les Pyrénées.

Sur le Nord-Ouest, les averse seront ombreuses l'après-midi.

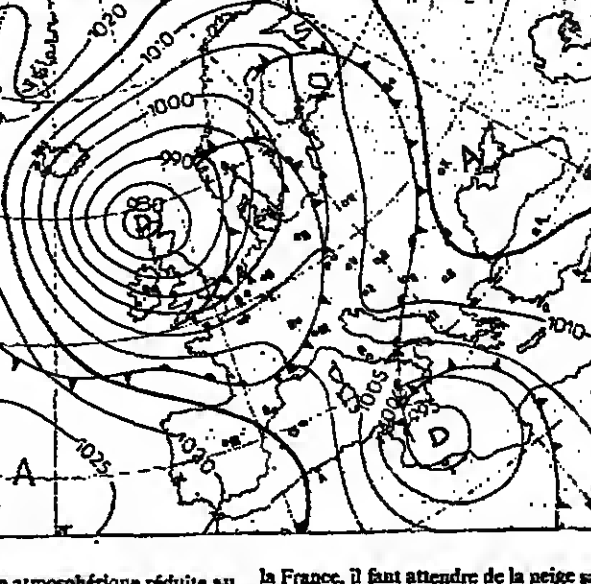
Les vents de nord à nord-ouest seront assez forts sur la Bretagne et les côtes de l'Atlantique.

Sur les autres régions, les vents seront faibles à modérés de sud-ouest.

La température évoluera le matin, entre 2 et 4 degrés dans le Nord-Est, 4 à 6 degrés dans l'Ouest et le Nord, 6 à 7 degrés dans le Sud-Ouest, 7 à 8 degrés dans le Sud-Est et l'après-midi, 4 à 9 degrés dans le Nord et Nord-Est, 7 à 9 degrés dans l'Ouest, 9 à 10 degrés dans le Sud-Ouest, 8 à 9 degrés dans le Centre, 11 à 13 degrés près de la Méditerranée.



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 31 mars à 7 heures, de 1 004,8 millibars soit 753,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mars ; le second le minimum de la nuit du 30 au 31 mars) :

Alger, 15 et 4 degrés ; Biarritz, 12 et 10 ; Bordeaux, 13 et 8 ; Bourges, 10 et 6 ; Caen, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Dijon, 10 et 6 ; Grenoble, 12 et 5 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 13 et 5 ; Marseille-Marignane, 15 et 5 ; Nancy, 7 et 5 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 9 ; Paris-Le Bourget, 12 et 7 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 10 et 5 ; Tours, 11 et 6 ; Toulouse, 11 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 6 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 8 et 4 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 9 et 4 ; Casablanca, 26 et 14 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 5 et 2 ; Dakar, 23 et 19 ; Djibouti, 17 et 11 ; Genève, 12 et 7 ; Jérusalem, 20 et 15 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 10 et 3 ; Luxembourg, 5 et 3 ; Madrid, 17 et 2 ; Moscou, 13 et 7 ; Nairobi, 27 et 18 ; New-York, 7 et -1 ; Palma-de-Majorque, 16 et 8 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, 4 et 1 ; Téhéran, 17 et 10 ; Tunis, 15 et 10.

L'enneigement en France

Depuis mardi 26 mars, la neige est tombée modérément sur tous les massifs montagneux, assez abondamment sur les Pyrénées au-dessus de 1 000-1 200 mètres, mardi et mercredi.

Seules adhérences mal aux coudées, faibles dans les Alpes centrales et méridionales au-dessus de 1 600-1 800 mètres, modéré et assez fort sur les Pyrénées.

Pour la fin de semaine, avec la maintien d'une situation dépressionnaire sur

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 31 mars :

DES DÉCRETS

- Relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Relatif à la cotisation perçue au profit de la sécurité sociale sur les boissons alcooliques ;
- Relatif aux cotisations d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants ;
- Portant modification des droits de courtage à percevoir par les courtiers interprètes et conducteurs de navires ;
- Relatif aux attributions de plusieurs ministères ;
- Portant modification du code des postes et télécommunications, de la réglementation et des tarifs des télécommunications dans le régime intérieur.

PARIS EN VISITES -

SAMEDI 2 AVRIL

- Notre-Dame présentée aux jeunes, 14 h 30, portail central, M. Léonard.
- Musée Marmottan, 15 heures, 2, rue Bonaparte, M. Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le Louvre, 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).
- Quartier Marmottan, 15 h 15, 3, rue Domat, M. Barbier.
- Le Père-Lachaise, 15 heures, entrée principale, M. Ragueo (Consistance d'été et d'automne).
- Quartier Marmottan, 15 heures, métro Jussieu (Paris et son histoire).
- Hameau Montsouris, 15 heures, église, métro Alésia (Présence du passé).
- Vieux Montmartre, 15 heures, métro Lamarck-Claude-Lorraine (Régénération du passé).

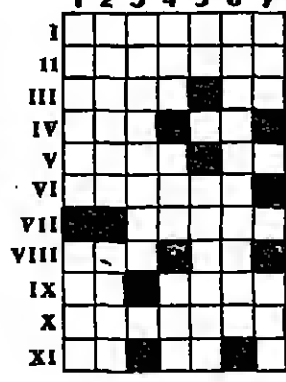
FORMATION PERMANENTE

MÉTIER : LINGÈRE. - L'Académie de Paris organise un stage de perfectionnement pour les lingères de collectivités sanitaires ou sociales (hôpitaux, maisons d'enfants, maisons de retraite, etc.), du 13 avril au 11 mai.

Pour tous renseignements : Greta de la Mode, tél. : 387-39-35.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3418



HORIZONTALEMENT

I. Les pieds au mur. - II. Le petit jour. - III. Qui a donc eu de la peine. - IV. Eur l'au-dé. Démonstratif. Abréviation indiquant qu'il n'y aura pas de mise en boîte. - V. Protégeait les familles égyptiennes. A la noix chez le boucher. - VI. Qui a donc fini de peser. - VII. Un mineur qui doit piocher. - VIII. Qui est donc tout quitté. Troisième d'une série. - IX. Règles. Chez eux, tout est bide. - X. Méritait d'être. - XI. Est souvent sur

la planche. Préposition. Élément de trousseau.

VERTICALEMENT

1. Perdu quand tout est noir. Profonde, berrilla une reine de Juda. - 2. Sur le golfe de Hammamet. Un beau château. - 3. On s'aime pas les voir rester au lit. - 4. Une bonne pomme. Retourne partout où il passe. Cri pour annoncer qu'on va faire une passe. - 5. Mesure. Des deux côtés d'une colonne. - 6. Pas tout à fait normal. - 7. Grave quand elle est forte. Peut être plein de coups. - 8. Un certain sourire. - 9. Un Russe par exemple. Bien ennuagé.

Solution du problème N° 3417

Horizontalement

I. Galoubets. - II. Rien. Apr. - III. Impartial. - IV. Barge. - V. Onéreuse. - VI. Ut. Exsudé. - VII. Les. Pailin. - VIII. Bègues. - IX. Moderne. - X. II. Sirène. - XI. Sasse. Ses.

Verticalement

1. Gribouillis. - 2. Aimants. La. - 3. L'après. - 4. Onagre. Bos. - 5. Réappé. - 6. Bât. Usager. - 7. Epi. Sutures. - 8. Tragédie. - 9. Sel. Sensées.

GUY BROUTY.

SPORTS

TENNIS

AU TOURNOI DE MONTE-CARLO

Victoire à la Pyrrhus pour Borg

Cinq des huit têtes de série du tournoi de Monte-Carlo sont tombées avant le deuxième tour dont tous les matches devaient avoir lieu jeudi 31 mars.

Après le Tchèque Ivan Lendl et l'Américain Jimmy Arias, l'Argentin José-Luis Clerc, l'Espagnol José Higueras, et l'Equatarien Andrés Gómez ont été éliminés le 30 mars respectivement par le Suédois Björn Borg (6-1, 6-2), l'Espagnol Manuel Orantes (6-4, 6-2) et l'Australien Mark Edmondson (7-5, 6-6, 6-3).

Outre le Français Yannick Noah, les têtes de série qui ont passé le premier tour sont le Suédois Mats Wilander, vainqueur du Hongrois Balazs Taroczy (7-6, 6-0) et l'Argentin Guillermo Vilas, vainqueur de l'Italien Claudio Panatta (6-3, 6-2).

En huitième de finale Borg dont c'est le dernier tournoi devait rencontrer le Français Henri Leconte qui a battu le géant américain Chip Hooper (6-2, 6-3).

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. - La preuve est faite, Björn Borg, le super-champion des dix dernières années écoulées, n'est plus le même homme sur le terrain. Pour sa dernière apparition en même temps que son premier tour à l'Open du Monte-Carlo Country Club, il a bien réussi à éliminer l'Argentin José-Luis Clerc, tête de série n° 3 et sixième joueur mondial. Mais quelque facile que fut le score (6-1, 6-3), cette performance, à nos yeux, n'est qu'une victoire à la Pyrrhus.

Le tennis professionnel a engendré une concurrence si féroce parmi les grandes raquettes que, même un surdoué comme Borg, ne pouvait parvenir à retrouver le rythme hallucinant de la compétition, après une année d'arrêt complet et quelques semaines d'entraînement.

Tout nous semble changé en lui quand, à 15 heures, mercredi 30 mars, dans une atmosphère chaude, débordante de sympathie, et devant les tribunes comblées de ses fans, le héros du jour se présente sur le central inondé de soleil. C'était bien la même silhouette athlétique, le même bandeau sous le crâne long en ogive d'obus. Quand le jeu commença, ce fut autre chose.

Borg avait perdu la physiognomie hermétique et froide, disons-le, humaine, que nous lui connaissons. Il n'avait pas plus l'expression désinvolte, un peu fripoune, qu'il avait affichée ici même l'an dernier quand il avait « balancé » son match contre Noah. Non. Un visage éclairé, ouvert et, dans toute sa personne, un comportement tranquille, disponible. En passant d'un carré à l'autre, il se tenait droit, marchait à pas

comptés et, sur la ligne du fond, pour recevoir le service adverse, il soufflait à peine dans ses doigts, ne se dandinant plus sur ses jambes, le dos arqué comme il en avait coutume.

Dans les échanges après avoir mené 2-0, puis 4-0, puis 5-0, puis 6-1, ce relâchement s'accroissait avantage. Plus de longueur, plus de service, plus de retour, plus de passing-shot, plus d'initiatives, sauf quelques incursions curieuses à la volée, surtout plus aucun souvenir de cette cadence infernale, de cette endurance à toute épreuve qui étonnaient ses adversaires. Borg avait pu reprendre à son compte la formule désabusée du coureur à pied australien John Landy : « La vitesse est en moi mais je ne sais plus l'exprimer ».

Mais le Suédois était trop sûr pour que l'on songe le cœur serré à la formule corollaire : « Ils ne reviennent jamais ».

Le seul à ressentir l'émotion de cet enjeu de la dernière chance était son adversaire, José-Luis Clerc. Pour conjurer son malaise, celui-ci n'avait qu'à appuyer ses coups et suivre au filet avec le grand jeu d'attaque qui lui a permis de balayer McEnroe le mois dernier en Coupe Davis à Buenos-Aires. Mais ce tempérament sensible, essentiellement latéral, garda durant toute la partie la boule de l'angoisse au fond de la gorge. Cela lui fit commettre des erreurs phénoménales. De l'autre côté du filet un lio se battait encore à vouloir un immense respect. A suivre...

OLIVIER MERLIN.

ARLEQUIN									
RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 22 DU 30 MARS 1983									
Primes et numéros		Les numéros à payer sont indiqués tous compris pour un billet entier							
3		Tous les billets terminés par 3 gagnent 70 F dans toutes les séries							
64		Tous les billets terminés par 64 gagnent 200 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 64 gagnent 300 F dans toutes les séries							
038	Numéros gagnants dans toutes les séries								Somme à payer
	0038 1038 2038 3038 4038 5038 6038 7038 8038 9038								F. 4 000
	0063 1063 2063 3063 4063 5063 6063 7063 8063 9063								470
	0380 1308 2308 3308 4308 5308 6308 7308 8308 9308								400
	0380 1380 2380 3380 4380 5380 6380 7380 8380 9380								400
	0803 1803 2803 3803 4803 5803 6803 7803 8803 9803								470
188	0830 1830 2830 3830 4830 5830 6830 7830 8830 9830								400
	0188 1188 2188 3188 4188 5188 6188 7188 8188 9188								4 400
	0818 1818 2818 3818 4818 5818 6818 7818 8818 9818								300
	0861 1861 2861 3861 4861 5861 6861 7861 8861 9861								800
	Nombres gagnants								Somme à payer
	Série 20 Autres séries								Série 20 Autres séries
5307	0037	F. 10 000	F. 2 000	5037	F. 10 000	F. 2 000			
	0375	10 000	2 000	5073	10 070	2 070			
	0527	10 000	2 000	5307	3 000 000	30 000			
	0672	10 070	2 070	6376	10 000	2 000			
	0736	10 000	2 000	5702	10 070	2 070			
	0763	10 070	2 070	5730	10 000	2 000			
	3067	10 000	2 000	7636	10 000	2 000			
	3073	10 000	2 000	7262	10 070	2 070			
	3076	10 000	2 000	7308	10 000	2 000			
	3570	10 000	2 000	7350	10 000	2 000			
3705	10 000	2 000	7600	10 070	2 070				
3750	10 000	2 000	7530	10 000	2 000				

PROCHAIN ARLEQUIN LE 13 AVRIL 1983 - TIRAGE TÉLÉVISÉ À 19 H 50

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
Tous cumulés compris aux billets entiers

TRANCHE DU JARDINAGE

TIRAGE N° 21 DU 30 MARS 1983

TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
		F.			F.
1	311 342 601 5 321 55 551	500 300 300 2 000 10 000	7	77 267 347 817 38 867	200 500 500 500 10 000
2	02 912	200 300	8	18 28 235 3 128	200 200 500 2 200
3	3 333 363 473 513 643 31 073	100 600 600 600 600 600 10 100	9	9 0 349 4 069 53 709 80 039 83 319 024 539	100 2 100 2 100 10 100 10 100 10 100 1 000 100
4	224 534 994 13 724	500 500 500 10 000	0	250 610 0 480 1 480 4 370 6 630 7 110 32 330 39 720 79 360	500 500 2 000 2 000 2 000 2 000 2 000 10 000 10 000 10 000
5	65 275 395 2 075	200 500 500 2 000			
6	017 156	4 000 000			

PROCHAIN TIRAGE LE JEUDI 7 AVRIL 1983

TRANCHE DE PAQUES À POLIGNY (Jura)

LOTO

2 11 19 21 26 35

TIRAGE N° 13

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE

29

مكتبة الأصيل

ÉTRANGER

En Suède

La forte dévaluation d'octobre semble pour le moment avoir réussi mais le pouvoir d'achat baissera de 4 % en 1983

Stockholm. — « *Quatre à dévaluer, autant frapper un grand coup, une bonne fois pour toutes.* » Tel est le raisonnement que les sociaux-démocrates suédois ont tenu, le 8 octobre 1982, en dévaluant de 16 % la couronne.

Sur le plan psychologique, le gouvernement de M. Palme prenait ainsi un départ spectaculaire. D'une part, cette dépréciation « offensive » de la monnaie mettait pour un temps une sourdine aux plaintes du patronat sur le fléchissement de la compétitivité des entreprises. D'autre part, vis-à-vis de l'opinion, les sociaux-démocrates montraient leur volonté de changer de direction et de relancer l'économie afin de défendre l'emploi. Ils s'assuraient en fin de compte que les syndicats, en bloquant les prix, en canalisaient 20 % des bénéfices des entreprises en 1983 vers l'investissement et en s'engageant à ne pas toucher aux prestations sociales. Mais la gauche savait aussi qu'elle prenait des risques.

Aux États-Unis

L'INDICATEUR GLOBAL D'ACTIVITÉ A ENREGISTRÉ SA SIXIÈME HAUSSE CONSÉCUTIVE

L'indicateur global de l'économie américaine, calculé chaque mois par le département du commerce, a enregistré en février une hausse de 1,4 %, la sixième consécutive depuis six mois. Cette hausse est moins importante que celle de janvier qui avait été de 3,5 %, selon les chiffres révisés ; mais elle confirme, selon les analystes du département du commerce, la solidité de la reprise actuellement en cours.

Toutefois, parmi les douze statistiques utilisées pour constituer cet indicateur mensuel, la plus grande progression provient d'une augmentation importante de la masse monétaire durant le mois de février. Parmi les autres hausses figurent celles des prix des matières premières sensibles, une augmentation du nombre de créations d'entreprises et une amélioration des prix des stocks.

En outre, les commandes de biens manufacturés ont décliné de 2,2 % en février. Ce recul de février, qui fait suite à une progression de 2,5 % en janvier (+ 3,3 % en décembre), passe pour peu significative aux yeux des analystes, étant à attribuer essentiellement à une baisse de 30 % des commandes d'équipements militaires qui peuvent varier considérablement d'un mois sur l'autre. Les stocks dans l'industrie manufacturière ont baissé de nouveau en février, pour le deuxième mois consécutif, ce qui tend à montrer que les chefs d'entreprise attendent une reprise importante des achats, mais sans vouloir l'anticiper.

De notre correspondant

Cinq mois après la dévaluation, le ministère des finances est très prudent dans ses commentaires, mais il faut constater que, jusqu'ici, les classes évoluent conformément aux prévisions du gouvernement. La baisse des prix du pétrole, une légère reprise de la conjoncture mondiale et un hiver scandine particulièrement doux, qui a permis de limiter les dépenses énergétiques, ont joué en faveur de sa politique.

Des signes encourageants

Dans l'immédiat, la dévaluation s'est traduite inévitablement par une dégradation de la balance commerciale, qui a enregistré un déficit de 6,5 milliards de couronnes pour l'ensemble de 1982, mais on observe déjà une amélioration : pour les deux premiers mois de 1983, l'excédent du commerce extérieur est de 200 millions de couronnes (contre un déficit de 600 millions pendant la période correspondante en 1982). Le collège du commerce note que les carnets de commandes des entreprises ont augmenté d'environ 15 % en novembre et décembre, mais précise qu'il est difficile de connaître les raisons exactes de cette reprise, qui pourrait bien être en fait le résultat de la précédente dévaluation, intervenue en octobre 1981.

Autres signes « encourageants » :

En R.F.A.

LES PRIX ONT BAISSÉ DE 0,1 % EN MARS

Bonn (A.F.P., Reuters). — Les prix en R.F.A. ont diminué de 0,1 % en mars, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Ils avaient augmenté de 0,1 % en février et de 0,2 % en janvier.

Sur un an, de mars 1982 à mars 1983, le coût de la vie a enregistré une hausse de 3,5 %, soit moins qu'en février, où son augmentation sur douze mois était de 3,7 % (3,9 % en janvier). Ce résultat est la plus faible qui ait été observée depuis mai 1979, de même que la R.F.A. n'avait pas enregistré un taux mensuel négatif depuis août 1982.

Cependant, le taux de croissance de l'économie allemande pourrait être de 0,5 % cette année et de 3 % en 1984, a déclaré, le 30 mars, M. Wilfried Guth, l'un des deux présidents de la première banque privée de R.F.A., la Deutsche Bank. Selon M. Guth, la croissance devrait être favorisée par la stabilité des prix et la consolidation des finances publiques. La baisse des prix du pétrole devrait aussi jouer un rôle positif.

La sensible diminution des stocks de l'industrie ainsi que l'augmentation, pour la première fois depuis longtemps, de la production industrielle de 2 % au janvier. Cette amélioration n'a toutefois eu aucune incidence sur l'investissement ou l'emploi : les entreprises, qui tournent au ralenti, peuvent facilement développer leur production sans embaucher de personnel. Le taux de chômage demeure élevé pour la Suède : 3,6 % de la main-d'œuvre, et autant sont employés à des travaux de dépannage.

Du côté des prix, la tendance est également plutôt satisfaisante. En annonçant la dévaluation, le gouvernement prévoyait une inflation de l'ordre de 14 % en 1983. Or elle ne sera probablement que d'environ 10 %. Les prix ont augmenté de 2,2 % en janvier, mais en février la hausse a été nulle.

Le blocage, instauré le 8 octobre, a été levé début mars, et il semble que cette mesure ne provoquera pas une nouvelle flambée. Toute augmentation des prix des produits de consommation courante et du matériel de construction, ou, particulièrement, doit être annoncée un mois à l'avance à l'Office des prix et des cartels. Par ailleurs, le commerce de détail est dans une situation difficile et, compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat, il n'ose pour le moment majorer ses prix.

Toujours le consensus

En outre, l'appel aux sacrifices lancé par le gouvernement aux syndicats a été entendu, ce qui montre que le « consensus suédois » existe toujours. Les Scandinaves ont accepté, sans le moindre mouvement de protestation ou de grève, une baisse prévisible d'environ 4 % de leurs revenus réels en 1983. Toutefois, les coûts des entreprises progresseront de 9,5 % en raison de dispositions prévues dans les conventions collectives passées.

Les sociaux-démocrates paraissent donc avoir réussi la première phase de la dévaluation, mais reconnaissent que tous les risques ne sont pas écartés. « Le succès de l'opération », dit-on au ministère des finances, « dépendra de l'évolution des coûts, de l'inflation et de la conjoncture internationale ». 1984 sera une année décisive. On peut se demander en effet si les syndicats accepteraient deux années consécutives d'une baisse sensible du pouvoir d'achat, s'ils ne voient pas de résultats concrets de la politique menée actuellement aux niveaux de l'emploi et de l'investissement.

En outre, tôt ou tard le gouvernement devra s'attaquer au problème du déficit budgétaire, qui représente 14 % du produit national brut. Deux tendances s'affrontent depuis quelques semaines au sein du mouvement ouvrier suédois. La première, proche du ministère des finances, M. Kjell-Olof Feldt, estime qu'il faut prioritairement redresser les finances publiques, et par conséquent envisager des économies dans le secteur des services et supprimer aussi rapidement que possible les subventions versées aux branches moribondes de l'industrie.

La seconde, qui regroupe pratiquement tous les syndicats (de tendance social-démocrate), réclame une politique d'expansion et soupçonne le gouvernement de vouloir renoncer aux promesses faites pendant la campagne électorale concernant le « retour au plein emploi ». Le premier ministre, M. Olaf Palme, n'a pas encore tranché dans ce débat. Il s'est contenté de déclarer récemment : « Le rôle des syndicats est naturellement de présenter des revendications, mais c'est le gouvernement qui décide ».

ALAIN DEBOVE.

● La roupie indonésienne vient d'être dévaluée de 38 % par rapport au dollar. Elle sera désormais échangée au cours de 970 roupies pour 1 dollar, contre 703,5 précédemment. Ce changement de parité a pris effet le mercredi 30 mars. Elle a été annoncée par le coordinateur pour l'économie, les finances et l'industrie, le Dr Ali Wardhana, après la première réunion du nouveau gouvernement, le quatrième formé par le président indonésien Suharto, qui vient d'être réélu pour un quatrième mandat de cinq ans.

Le professeur Wardhana a expliqué que cette dévaluation, la deuxième en cinq ans, était une conséquence de la récession mondiale, de la chute des cours du pétrole — l'Indonésie est membre de l'OPEP — et de la mauvaise tenue des autres exportations du pays.

SOCIAL

Depuis trois mois le rythme annuel de croissance des dépenses d'assurance-maladie se ralentit

Le rythme annuel de croissance des dépenses d'assurance-maladie s'est élevé, fin février, à + 16,8 %, au lieu de + 17,9 % fin janvier et de + 18,5 % fin décembre 1982, à l'indiqué le 30 mars la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.).

Ainsi, pour le troisième mois consécutif, les statistiques mensuelles de la Caisse montrent une décelération dans l'augmentation des dépenses de santé.

Ce ralentissement de la hausse concerne tous les postes de l'assurance-maladie. Ainsi, les dépenses en « soins de santé » ont augmenté au rythme annuel de + 17,3 % fin février, contre + 18,5 % en janvier et + 18,9 % en décembre. Toujours sur un an, les « frais de séjours hospitaliers » ont progressé de + 18,9 % (au lieu de + 20,5 % en janvier et de + 20,1 %

en décembre). Ces frais ont évolué plus précisément au taux de + 21,6 % dans le secteur public et de + 11,2 % dans le privé.

Les « honoraires du secteur privé » ont cru, ce rythme annuel, de + 13,6 % fin février, au lieu de + 14,1 % fin janvier et de + 15,4 % fin décembre. (En février, ce taux est de 13,6 % pour les honoraires médicaux et de 13,4 % pour les soins dentaires.)

Les « prescriptions » augmentent au rythme de + 14,6 % fin février (contre + 15,5 % fin janvier et + 17 % fin décembre) ; + 13,7 % pour les actes d'aides médicales, + 15,2 % pour la pharmacie et + 13,4 % pour les actes de biologie.

Enfin, les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie progressent, elles aussi, moins vite : + 11,2 % fin février, au

lieu de + 11,7 % fin janvier et de + 13,9 % fin décembre.

Cette décelération des dépenses d'assurance-maladie fin février a été l'occasion pour le ministère des affaires sociales de « féliciter », dans un communiqué, de « cette réduction qui constitue une étape sur la voie de la maîtrise des dépenses de santé ».

Rappelons que, selon les estimations publiées en décembre par la commission des comptes de la Sécurité sociale, les dépenses d'assurance-maladie ne devraient croître en 1983 qu'au rythme annuel de + 11,99 % si l'on veut équilibrer les trois branches (assurance-maladie, vieillesse et famille) de la Sécurité sociale. Le moins que l'on puisse souligner est que, pour arriver à cet objectif, la décelération amorcée en début d'année doit se confirmer.

CORRESPONDANCE

Sécurité sociale et assurances

M. Jean Flory, délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurances, nous écrit à propos de l'article sur « L'avenir de la Sécurité sociale » (le Monde du 4 mars) :

Vous dites : « Le malheur, c'est qu'à regarder de près, on constate que les charges bureaucratiques de la Sécurité sociale sont plus faibles que celles des compagnies d'assurances. On ne pourrait donc gagner beaucoup de ce côté ».

En comparant les frais généraux de la Sécurité sociale avec ceux des sociétés d'assurances, vous établissez un parallèle entre deux types d'organismes qui n'ont pas les mêmes charges de travail et de votre affirmation, vraie en apparence, on ne peut tirer de conclusion. En effet, la Sécurité sociale gère un risque obligatoire de façon monopolistique et fait faire un maximum de tâches par des correspondants d'entreprises ; elle n'a donc pas à établir de contrats, elle allège considérablement ses frais d'encaissement, elle évite l'usage de la mise en œuvre de nouveaux produits et tarifs, elle n'a pas à collecter et à comptabiliser des taxes fiscales et parafiscales.

Il faudrait, pour effectuer une comparaison valable, cerner les frais de gestion de l'assurance maladie effectuée par les assureurs dans des conditions analogues à celles de la Sécurité sociale. Or cela est possible dans le cas des régimes d'assurance maladie obligatoires des exploitants agricoles et des travailleurs non salariés. Les assureurs, en effet, participent largement à la gestion de ces régimes, notamment par un organisme commun, le GAMEX. Il est significatif de constater que les coûts de gestion par assuré ont été, en 1980, de 403 F dans le régime général de Sécurité sociale, contre 377 F dans le régime des T.N.S. et 289 F dans l'assurance maladie des exploitants agricoles (AMEXA).

CONJONCTURE

LENT EFFRÈMENT DE LA PRODUCTION ET MODÉRATION DES HAUSSES DES PRIX INDUSTRIELS

Les prix à la production vont augmenter de moins en moins vite mais la production elle-même ne donne aucun signe d'amélioration. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer de l'enquête menée en mars par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise.

« La situation conjoncturelle dans l'industrie », écrit l'INSEE, « continue de se caractériser par un lent effrèment de la production, une grande modération des perspectives de prix, et un fort pessimisme sur l'évolution générale de l'activité industrielle. On note une réduction des carnets de commandes, due principalement à leur composition étrangère. Toutefois, les stocks de produits finis évoluent peu et restent proches de leur niveau normal. Aussi la production devrait connaître une quasi-stabilisation au deuxième trimestre après la baisse enregistrée en mars, liée à un recul dans les biens intermédiaires ».

VOTRE BATEAU ? LOUEZ-LE NEUF...

YACHTING LOCATION
25, rue La Boétie
75008 PARIS - 268-15-70

M. Gérard Vanderpote est nommé directeur de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.)

M. Gérard Vanderpote vient d'être nommé directeur général de l'A.N.P.E., en remplacement de M. Jacques Delpy, démissionnaire, qui exerçait cette fonction depuis le 3 juillet 1981.

De fait, depuis septembre dernier, des rumeurs persistantes ont couru sur le départ de M. Delpy. Ce dernier, qui ne cachait pas ses sympathies rocardiennes, avait été alors donné partant, dans le cadre de l'éventuelle création d'un grand service public de l'emploi regroupant l'A.N.P.E., l'Association pour la formation professionnelle des adultes, et les services extérieurs de la main-d'œuvre. Ce projet de création, dit-on alors, était celui de M. Le Garrec, arrivé à la tête du ministère de l'emploi en juillet 1982.

M. Le Garrec a lui-même démenti cette information.

Le départ de M. Delpy est pourtant resté probable. Il est effectif à partir du 1^{er} avril.

[M. Gérard Vanderpote, né le 27 septembre 1944 à Valenciennes (Nord), diplômé d'études supérieures en sciences économiques, a d'abord été chargé de recherches au centre d'analyses du développement de l'université de Lille. Puis, en 1972, il est entré au ministère du travail en qualité de chargé de mission au bureau de la politique générale de l'emploi. En décembre 1974, il est appelé à la direction générale de l'A.N.P.E., où il est successivement chef de la division des études et programmes, puis chef du service des statistiques, des programmes et de l'analyse de gestion. Enfin, en juillet 1981, il devient directeur-adjoint au directeur général, chargé des programmes de l'A.N.P.E.]

APRÈS L' « ENCHAÎNEMENT » DU P.-D.G.

Le syndicat C.G.T. de l'usine Ceraver affirme qu'il s'agissait d'une action incontrôlée

La tension est vive à Tarbes (Hautes-Pyrénées), après le coup de force organisé, mercredi matin 30 mars, à la Maison de la chimie, rue Saint-Dominique à Paris, contre M. Durand-Rival, P.-D.G. de l'usine Ceraver de Tarbes-Bazet (le Monde du 31 mars, dernière édition). La direction de l'entreprise a décliné ces « agissements intolérables ».

Alors que se réunissait le comité central d'établissement, consacré aux licenciements envisagés par la Ceraver, filiale à 94 % de la Compagnie générale des eaux (C.G.E.), nationalisée, un « commando d'éléments étrangers à l'entreprise », selon la direction, avait attaqué le P.-D.G. à deux syndicalistes, au moyen de chaînes de plastique. M. Durand-Rival n'avait pu se libérer qu'au bout d'une heure, à l'arrivée des forces de l'ordre.

Ces incidents ont secoué à nouveau l'opinion à Tarbes, où l'ooo compte déjà plus de huit mille sans-

emplois. D'après les responsables C.G.T. de la Ceraver des Hautes-Pyrénées, cette action n'a pu être contrôlée, puisque ce sont deux délégués de la C.G.T. de l'usine de Tarbes qui se sont trouvés assez curieusement ligotés aux côtés de M. Durand-Rival. Ils ont toutefois refusé de désavouer formellement les auteurs de ces voies de fait, s'estimant solidaires d'ouvriers dont certains sont au chômage depuis un an.

A l'usine Ceraver, le compte à rebours des deux cent cinquante licenciements est engagé — malgré le refus du comité d'établissement.

La direction souligne qu'elle veut tout faire pour « reclasser » ces deux cent cinquante personnes : soixante-dix salariés seront admis en préretraite (Fonds national de l'emploi) à cinquante-cinq ans et quatre-vingts autres partiront volontairement en avril en bénéficiant des aides prévues.

● Un suris est accordé à La Chapelle-Darblay. — En règlement judiciaire depuis le 12 décembre 1980, le groupe papeter vient d'obtenir du tribunal de commerce de Rouen l'autorisation de poursuivre son activité jusqu'au 30 mai prochain.

Selon la fédération C.G.T. du papier-carton, cette période doit être mise à profit par l'administration judiciaire pour négocier un concordat et permettre aux pouvoirs publics

d'élaborer un plan de relance. La Chapelle-Darblay, dont la dette dépasse 1,10 milliard de francs, possède trois usines, deux près de Rouen (Grand-Couronne, Saint-Etienne-du-Rouvray), une troisième à Corbeil-Essonnes. Ses effectifs s'élèvent à deux mille personnes. L'objectif serait de recréer le groupe sur la fabrication du papier journal après assainissement de sa situation financière avec l'aide de l'Etat.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	7,3780	7,2810	+ 138	+ 210
S. can.	5,9188	5,9147	+ 130	+ 190
Yen (100)	3,4087	3,4033	+ 120	+ 175
DM	2,9378	3,0002	+ 160	+ 205
Flora	2,6615	2,6636	+ 165	+ 210
F.R. (100)	15,0965	15,1889	+ 120	+ 130
S. can.	3,6332	3,6971	+ 220	+ 270
S. can.	3,6332	3,6971	+ 220	+ 270
S. can.	10,7241	10,7338	+ 88	+ 217

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/8	9 1/2	9 5/8	9 11/16	9 3/4	9 3/4	9 5/8	10
SE-IL	4 5/8	5	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/4	5	5 3/8
DM	3 1/2	4 1/2	3 9/16	3 7/8	3 9/16	4 3/16	3 5/8	4 1/4
Flora	11 3/4	17 1/4	11 11/16	12 1/2	11 11/16	12 13/16	12	12 15/16
F.R. (100)	3 3/8	4 1/8	3 11/16	4 1/16	3 11/16	4 1/16	3 3/4	4 1/8
S. can.	16 1/8	20	16 1/4	18 3/4	16 1/2	18 1/4	17 5/8	18 7/8
S. can.	18 5/8	22	18 5/8	22	18 11/16	21 1/16	18 5/8	22
S. can.	12	12 3/4	12	12 3/4	12 1/4	13	12 5/8	14 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TRAVERTINO ROMANO

Blocs - Dalles - Produits manufacturés



IGINO POGGI EREDI Spa.
00011 BAGNI DI TIVOLI - Roma
Tel. (39-774) 32 91 38 - 32 91 36
Telex IGIPO 61 14 29

VOUS SOUHAITEZ ACHETER UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

Le Monde

VOUS PROPOSE

DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIERE DES AFFAIRES SELECTIONNEES PAR DES PROFESSIONNELS

AFFAIRES

Les mésaventures de la grue de Latche

SUITE ET FIN ?

Soixante-cinq personnes employées par la société La Prévoyante, chargée de l'entretien du Centre Georges-Pompidou à Paris, et responsable dans l'affaire de la grue de Latche, n'ont pas perçu leurs salaires depuis le 7 mars, date de la disparition du P.-D. G. de la société, M. Jean-Claude Tonneau.

L'entreprise de M. Tonneau devait fournir la grue dont l'absence avait retardé la réaffectation, depuis Latche, du discours télévisé de M. François Mitterrand, président de la République, le samedi 1^{er} janvier à Antenne 2.

Dans un communiqué, le syndicat C.G.T. de la société a indiqué que la disparition de M. Tonneau avait entraîné le non-paiement des salaires de février des soixante-cinq employés de l'entreprise affectés au Centre Georges-Pompidou et qui sont, pour l'essentiel, originaires du Maghreb et des pays d'Afrique noire.

Les syndicats précisent que les employés ont défilé, malgré tout, d'assurer l'entretien du Centre Beaubourg, tout en occupant le siège social de la société à Fontenay-sous-Bois, dans le Val-de-Marne, pour tenter d'obtenir satisfaction.

L'occupation des locaux de l'entreprise a été à l'origine d'une attaque menée dans la nuit de lundi 28 à mardi 29 mars par une quinzaine de personnes contre le piquet de grève installé dans les bâtiments. Il n'y a eu aucun blessé.

Le groupe sidérurgique allemand Korf est déclaré en faillite. Les trois mille cinq cents emplois du groupe ne sont cependant pas menacés. Avec l'aide de l'Etat du Bade-Wurtemberg et des banques, une nouvelle société de transformation de l'acier a été créée à partir d'une filiale du groupe, la Badische Stahlwerke A.G. de Kehl. D'autres filiales ont été vendues.

Des négociations sont en cours pour la cession des parts que détient Korf dans la Hamburger Stahlwerke G.M.B.H. (51 %) et dans la Société des aciéries de Montceau (50 %) ainsi que pour la vente de ses filiales brésilienne, américaine et saoudienne.

La dette de Korf atteint 560 millions de deutschemarks. Le groupe table sur une aide financière du gouvernement fédéral. Son capital est détenu à 60 % par M. Korf et à 30 % par le gouvernement du Koweït.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les réseaux câblés : un investissement de 50 milliards de francs en quinze ans

L'austérité et les réductions budgétaires n'affecteront pas le développement de la télématique et des réseaux câblés. Dans la communication qu'il a présentée au conseil des ministres du 30 mars, M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des P.T.T., a confirmé l'ensemble des dispositions prises dans ces deux domaines. Côté télématique, ou plutôt « vidéographie interactive », comme on la désigne maintenant aux P.T.T., le ministre a précisé le programme d'extension géographique de l'annuaire électronique qui équipe déjà 10 000 ménages en Bretagne. Dès la fin de cette année, des terminaux Minitel seront gratuitement installés en Picardie et en Ile-de-France à la demande des conseils généraux. Puis viendra le tour de la Basse-Normandie, du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Côte d'Azur (premier semestre 1984) ; de la Lorraine et de l'Alsace (avant la fin 1984) et de la région Midi-Pyrénées (début 1985).

Quant aux 2 500 ménages cobayes qui utilisent Télédiffusion depuis juillet 1981 à Vélizy (Yvelines), ils ne seront pas oubliés puisque l'expérience est transformée en « centre d'essais » permanent, permettant aux prestataires de tester de nouveaux services, notamment le télépaiement par carte à mémoire. Pour ce qui est des services, le ministre a annoncé que le décret définissant les règles juridiques et déontologiques imposées aux fournisseurs est à la signature du premier ministre. Il devra largement s'inspirer des recommandations de la commission Huet (identification des auteurs, droit de réponse, affichage clair des tarifs, déontologie de la publicité) et protéger la presse contre une concurrence intempestive, notamment dans le secteur-clé des petites annonces.

Plus récent, le plan de câblage est, lui aussi, en bonne voie. Plus de cinquante demandes sont déjà parvenues au ministère des P.T.T. Les réponses aux appels d'offres lancés auprès de huit groupes industriels pour 1,4 million de prises en trois ans seront remises en avril et mai. Une première sélection interviendra en juin et les commandes seront passées au quatrième trimestre.

M. Louis Mexandeau a annoncé que la direction générale des télécommunications et télédiffusion de France « Berlin-Ouest sera rattachée au gazoduc euro-sibérien et recevra, dès octobre 1983, du gaz naturel soviétique jusqu'en 2008. Aux termes d'un accord signé le mercredi 30 mars entre la société soviétique Soyuzgazexport et le combinat est-allemand Verbundnetz Energie, un gazoduc de 235 kilomètres traversant la R.D.A. raccordera le quartier berlinois de Buckow au gazoduc euro-sibérien en Tchécoslovaquie.

était déjà en discussion avec les collectivités locales pour la constitution des sociétés locales d'exploitation commerciale (S.L.E.C.). Ces conversations doivent déboucher sur des protocoles d'accord T.D.F.-collectivités locales-éditeurs.

Le ministre a précisé que la location des réseaux sera facturée par les P.T.T. aux S.L.E.C. à un tarif approximatif de 50 F (1983) par mois et par prise installée. Ce qui correspond à un investissement global de 50 milliards de francs pour l'ensemble des réseaux, étalé sur quinze ans. Le programme des premières tranches d'équipement comprendra aussi la mise à niveau et l'extension des réseaux existants des villes nouvelles, les projets liés à l'Exposition universelle « Urbis 2000 » et la poursuite des liaisons interrégionales pour l'interconnexion des réseaux.

La mise en place du cadre juridique connaît, elle, quelque retard. Seul, le décret d'application de l'article 77 de la loi du 29 juillet 1982, concernant la vidéocommunication interactive, est à la signature. Les décrets sur les services de télécommunication, eux, sont encore en discussion avec le secrétariat d'Etat à la communication.

M. BERNARD TAPIE VEUT DEVENIR LE NUMÉRO UN MONDIAL DU PESAGE

M. Bernard Tapié veut faire de son groupe le numéro un mondial du pesage. Il l'a affirmé avec force à la principale usine de Testut-Aequinas de Béthune (Pas-de-Calais), entreprise mise en règlement judiciaire le 25 mars, dont son groupe a pris le contrôle pour le franc symbolique (Le Monde du 26 mars).

Avec Terrillon, dont son groupe est propriétaire à 60 % depuis 1981, M. B. Tapié est sûr de pouvoir relever le défi grâce à la complémentarité des deux affaires, qui vont « du pèse-bûche au pèse-boeing ». Mais il va falloir « restructurer sérieusement pour rentabiliser le bilan dans deux ans, et éviter le maximum de chômage ». Dès que le plan industriel sera prêt, M. B. Tapié viendra à Béthune discuter avec les partenaires sociaux. Mais il n'a pas caché l'obligation de licencier à Béthune, « tout en maintenant le même nombre d'emplois par apport d'activités provenant d'autres sociétés de mon groupe ». Testut-Aequinas emploie mille trois cents cinquante-neuf personnes, dont trois cents quatre-vingt-quinze à Béthune.

DANS LE GOLFE PERSIQUE

Marée noire à la dérive

C'est une « marée noire » gigantesque qui se prépare dans le golfe Persique. Voilà, en effet, près de trois semaines qu'une nappe de pétrole brute de quelque 60 kilomètres carrés dérive lentement de l'Irak vers le sud, menaçant aujourd'hui les usines de dessalement d'eau de mer et les centrales électriques de cinq Etats riverains (Koweït, Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis).

L'origine de cette marée noire est controversée, en raison de la guerre qui se prolonge entre l'Irak et l'Irak. Selon certaines versions, une première fuite, accidentelle, se serait produite début février dans un puits non exploité du gisement de Nour, au nord-ouest du terminal iranien de Kharg. Mais une attaque aérienne irakienne, un mois plus tard, aurait mis le feu à deux autres puits en cours d'exploitation. Le résultat : l'équivalent de 100 000 barils de brut « lourd » flottant en masse compacte entre deux eaux qui s'approche dangereusement des côtes de l'Ile de Bahreïn et du littoral saoudien.

Le 28 mars, l'ambassadeur d'Irak à Koweït, M. Ali Shams Ardakani, a lancé un appel à l'aide aux autres Etats du Golfe. Quant à l'Irak, qui

interdisait l'accès de la région depuis six mois, il serait prêt à lever le blocus des ports iraniens pour permettre l'arrêt des fuites à la source.

Une trêve des hostilités pourrait intervenir, le mardi 5 avril, lorsque l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marie (ORPEM), entrée en fonction le 1^{er} janvier 1982 (1), se réunira à Koweït sous la présidence de l'Irak. Le directeur de l'ORPEM, M. Abdel Latif Al Zaidan, est actuellement en visite à Téhéran pour organiser cette réunion de la dernière chance, sous la pression du brut en dérive... (A.F.P., Reuters.)

(1) L'ORPEM, qui groupe les huit États riverains du golfe Persique (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Oman et Qatar), est né d'une réunion organisée à Koweït en 1978 sous l'égide du programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.), qui participe à son financement.

JEUNES CRÉATEURS
Savez-vous qu'un FESTIVAL vous est consacré à Paris ?
RENSEIGNEMENTS ET DOSSIERS :
P.J.C., 123, avenue Général Leclerc
92340 BOULOGNE-LES-BAINS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

Membre du Groupe RBM

L'Assemblée du 30 mars 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982.
Le bénéfice net ressort à F 34.374.637,14 contre F 30.769.288,24 en 1981. A ces chiffres s'ajoutent des plus-values à long terme de, respectivement, F 525.300,51 et F 49.730.672,90.
Afin de respecter les dispositions légales, le dividende a été ramené à F 10,46 (avoir fiscal de F 5,23) pour l'exercice 1982, contre F 12,00 (avoir fiscal de F 6,00) en 1981 et F 10,00 (avoir fiscal de F 5,00) en 1980.

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS A ROME

M. René THOMAS, président, accompagné de M. Jacques-Henri WAHL, directeur général, et d'une délégation de la direction générale, a inauguré le 24 mars l'agence de la BANQUE NATIONALE DE PARIS ouverte à ROME en septembre 1982.
A cette occasion, M. THOMAS s'est entretenu notamment avec M. Giovanni GORIA, ministre du Trésor, M. CIAMPI, gouverneur de la BANQUE D'ITALIE et M. MARTINET, ambassadeur de France. Il a rencontré, en outre, de nombreuses personnalités italiennes du monde économique et financier et les dirigeants des principales sociétés françaises établies en Italie.
Le dispositif de la B.N.P. en Italie comprend donc, à ce jour, la succursale de MILAN, ouverte à la fin de 1979, à laquelle sont rattachés l'agence ROME et le bureau de représentation de TURIN, ainsi que la B.N.P. LEASING S.p.A., société de crédit-bail créée au début de l'année 1983.

Dirigée par M. Michel LAFONI, l'agence de ROME de la B.N.P. est installée via Vittorio.

SLIVAM

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Mobilières
Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV
L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 24 mars 1983 sous la présidence de M. BLOCH.
Les revenus distribués de l'exercice 1982 s'élevaient à F 63.407.850,25. L'Assemblée a décidé d'attribuer, à partir du 25 mars 1983, à chaque action en circulation, un revenu global de F 13,50, composé d'un dividende net de F 12,13 et d'un impôt déjà payé au Trésor (impôt d'impôt) de F 1,37.
Ce dividende sera matérialisé par le paiement du coupon n° 37.
Contrairement aux années précédentes, le montant de ce coupon pourra être révisé : en actions de la Société, pendant une durée de trois mois, à partir de la date de la mise en distribution, en franchise de droit d'entrée.
L'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration nommant, à titre provisoire, M. Jean CHEROUX, Administrateur de la Société.
L'Assemblée a également ratifié la décision du Conseil d'Administration nommant, à titre provisoire, le CREDIT LYONNAIS, Administrateur de la Société.
Enfin, l'Assemblée a mis les statuts de la Société en harmonie avec l'article 31 de la loi n° 1162, du 30 décembre 1981.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

N° 01126/OPT/DG/DAGE/D4
L'Office des Postes et Télécommunications du SÉNÉGAL lance, entre les fournisseurs français et sénégalais, un Appel d'Offres pour la fourniture de matériel de télécommunications - Lignes et Réseaux...
Chaque adjudicataire a droit à une avance de démarrage de 50 % du montant de son marché. Cette avance devra être cautionnée à 100 %.
Les marchés seront conclus pour une durée de trois ans (exercices 1982-83/1983-84/1984-85).
Les soumissionnaires seront tenus pour justifier de leurs capacités financières de fournir un cautionnement provisoire ou bien une caution bancaire de 100.000 francs français.
Le dépouillement aura lieu à la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications à DAKAR le 28 avril 1983 à 10 heures.
Le dossier de cet Appel d'Offres peut être retiré, contre paiement d'une somme de 400 francs français, à l'adresse suivante :
BUREAU D'ÉTUDES DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS D'OUTRE-MER - BEPTOM -
5, rue Oswaldo-Cruz - 75775 PARIS CEDEX 16

GRUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SOGEVAR

Société d'investissement à capital variable (SICAV)

L'Assemblée générale ordinaire, qui s'est réunie le 22 mars 1983 sous la présidence de M. Daniel HUA, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.
Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 510,33 F à 624,28 F en hausse de 22,33 %. En réintégrant le dividende global décaissé en avril 1982, la progression pour l'actionnaire ressort à 28,36 %. L'actif est, pour sa part, passé au cours de l'exercice de 848,8 millions de francs à 988,1 millions de francs, en augmentation de 139,3 millions de francs.

Le compte de résultats fait apparaître un montant distribuable de 40,3 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net de 25,46 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,30 F, soit un revenu global de 28,76 F (contre 26,93 F global pour l'exercice précédent) ; sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 décembre 1982, le rendement global ressort ainsi à 4,83 %.

Le dividende sera mis en paiement le 6 avril 1983, contre remise du coupon n° 33 aux guichets des banques domiciliées :
- Société générale ;
- Banque de Paris et des Pays-Bas ;
- Société générale américaine de banque ;
- Société centrale de banque.

Les actionnaires de SOGEVAR pourront, jusqu'au 5 juillet 1983 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

vallourec

Le conseil d'administration, dans sa séance du 29 mars 1983, a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui font apparaître un bénéfice de 136,2 millions de francs, après dotation de 22,8 millions de francs au fonds d'amortissement des immobilisations et frais d'établissement, de 102,7 millions de francs à la provision pour hausse des prix, de 53,4 millions de francs à la provision pour risques sur crédits à moyen terme, de 13,8 millions de francs à la provision pour participation des salariés, et de 150,7 millions de francs à la provision pour impôt société. Ce résultat incorpore ceux des sociétés C.I.C.T., Acifries d'Anzin et Vallourec International, fusionnées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1982.

En 1981, le bénéfice net était de 90,2 millions de francs, après dotation de 307,1 millions de francs au fonds d'amortissement des immobilisations et frais d'établissement et de 204,3 millions de francs à la provision pour hausse des prix. Ce résultat incorpore des provisions antérieures pour investissement, hausse de prix et risques sur crédits à moyen terme. Compte tenu

des reports déficitaires, il n'avait pas été constitué de provision pour impôt société.

L'exercice 1982 a donc confirmé le redressement amorcé l'exercice précédent, avec une progression du chiffre d'affaires de 21,8 %. Cependant, la conjoncture moins favorable qui a commencé à se manifester au début de second semestre a entraîné une diminution de l'ensemble des tonnages livrés à la clientèle de 8,1 %.

La baisse du prix du pétrole et la faiblesse des investissements industriels dans le monde ne permettant pas d'envisager en 1983 une modification de cette tendance.
Bien que les comptes consolidés ne soient pas arrêtés, le résultat consolidé devrait amplifier l'amélioration constatée dans le résultat net de Vallourec. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe en 1982, incorporant sa part dans C.T.M. Entrepren, s'est élevé à 16.560 millions de francs, en progression de 25,3 % sur celui de l'exercice antérieur.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée qui sera convoquée pour le 17 mai 1983 la distribution aux 5.089.642 actions formant le capital d'un revenu global de 10,5 francs par action, dont 7 francs directement versés à titre de dividende et 3,5 francs correspondant à l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal). Compte tenu de l'augmentation de 25 % du capital réalisée en juillet 1982 et de la majoration du dividende unitaire, le montant distribué sera de 35,6 millions de francs, contre 24,4 millions de francs l'exercice précédent.

Le dividende serait mis en paiement le 12 juillet 1983.
Enfin, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée le renouvellement, pour une durée de six années, des mandats d'administrateurs de MM. Arnaud Leunhardt, Jean Labellery et Maurice Laune.

COMPAGNIE DU MIDI

La Compagnie du Midi annonce qu'elle a porté sa participation dans les Ciments Français à 12,78 % de capital, après reprise de 366 591 actions émises par sa filiale les Assurances du Groupe de Paris Risques Divers - A.G.P.-R.D.

L'ENTREPRISE FACE A LA TÉLÉMATIQUE :

Un choix stratégique de développement

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 13 et 14 avril 1983

HOTEL HILTON INTERNATIONAL PARIS
18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

Les responsables des plus grands constructeurs français et ceux des P.T.T. dialogueront avec les chefs d'entreprises pour définir ensemble les objectifs et les moyens de l'intégration des nouveaux produits et services de Télécommunications.

Des experts américains témoigneront de ce qui se passe dans leur pays.

Les résultats d'une enquête originale sur l'Entreprise et la Télématique serviront de points de départ aux débats.

Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à :

RELATIONS & CONJONCTURE
21, rue Danielle-Casanova
75001 PARIS.
Tél. 261-52-09.
Tél. 250303 Public X Paris F.

مكتبات الأصل

صحة من الرحمن

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 mars

Effacement

Poursuivant sa phase de consolidation amorcée la veille, avec un repli final de 0,11 %, le marché parisien a observé une pause mercredi, et l'indicateur instantané a eu beaucoup de mal à décrocher pour s'ajuster 0,1 % de hausse à l'approche du son de cloche marquant la fin de la séance.

Les nouvelles restrictions apportées, sur le plan des devises aux Français, ont entraîné des déplacements à l'étranger, mais les investisseurs ont abandonné les commentaires autour de la corbeille, où l'on trouvait un peu fort d'avoir à payer un montant (dont le prix n'est pas encore connu) pour bénéficier de ce « carnet de change » qui entraine les portes des pays autres que ceux de la zone franc.

Pour le marché boursier proprement dit, les valeurs du bâtiment, des travaux publics et du secteur bancaire ont été particulièrement actives, ce type d'activité ont enregistré des gains appréciables de 5 à 7 %. Ce fut notamment le cas de Rouleux, Soreg, Palfit, Prêtat, et U.C.B. tandis que Maisons Phénix mettait 3 % à son actif.

Cet engouement est à mettre au compte des espoirs que suscitent les nouvelles dispositions favorables à l'épargne-logement.

A l'inverse, les spécialistes constataient le vif repli de Nobel-Boszel (- 6,9 %), Saelor (- 6 %), Crouzet et Saulvies (- 4 %) et Schneider (- 3,5 %).

Alors que les mines d'or battaient à Paris, le cours international de l'or remontait à 417,25 dollars à Londres (412 la veille). Le lingot gagnait 450 F à 27 500 F, mais le napoleon dévalait 14 F à 686 F sur notre place.

Peu de changement sur le dollar-titre : 8,60/65 F.

NEW-YORK

30 mars

Forte reprise

Réamorcé vingt-quatre heures auparavant, le mouvement de reprise s'est très sensiblement développé mercredi et l'indice des valeurs a enregistré, à la clôture, une hausse de 12,09 points à 1 432,28. Sur 1 893 valeurs traitées, 978 ont progressé, 532 ont baissé et 383 ont varié sans mouvement. L'activité s'est révélée assez modérée avec 72,90 millions de titres échangés contre 65,3 millions précédemment.

Les investisseurs ont réagi à deux informations : la baisse des prix du pétrole décidée par la Grande-Bretagne, d'abord, en soutien et surtout, à la hausse du principal indicateur économique en février, le sixième consécutif, qui a été plus forte que prévu (+ 1,4 %), beaucoup tablant, après le très vil succès de janvier (+ 3,6 % corrigé), sur une faible progression.

Cependant, l'optimisme décliné par la publication de cette statistique a été quelque peu nuancé par l'annonce simultanée d'une baisse des ventes de biens de consommation le même mois (- 2,2 %) et d'un recul (- 5,9 %) des dépenses faites par les foyers américains.

L'événement de la journée a été l'échange d'un bloc de 5,36 millions d'actions R.C.A. pour 127,51 millions de dollars. C'est la seconde plus importante transaction de l'histoire après celle entreprise le 10 septembre 1982 sur la Federal National Mortgage Association (6,29 millions de titres).

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	417,25	417,25
A.T.T.	417,25	417,25
Boeing	417,25	417,25
Chrysler	417,25	417,25
Deutsche Bank	417,25	417,25
General Electric	417,25	417,25
IBM	417,25	417,25
Intel	417,25	417,25
Johnson & Johnson	417,25	417,25
Merck	417,25	417,25
Microsoft	417,25	417,25
Motorola	417,25	417,25
Oracle	417,25	417,25
Rockwell	417,25	417,25
Sony	417,25	417,25
Texas Instruments	417,25	417,25
Unisys	417,25	417,25
Wang	417,25	417,25
Xerox	417,25	417,25

LA VIE DES SOCIÉTÉS

A.K.Z.O. - La durée du travail hebdomadaire dans le groupe chimique néerlandais A.K.Z.O. sera réduite de 40 heures à 38 heures, selon la nouvelle convention collective signée à Arnhem entre la direction et les syndicats. Cette nouvelle convention collective, qui concerne quelque 23 000 employés, prévoit que cette diminution entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1984. Elle sera financée par la compensation du coût de la vie de 2,5 % tenue en réserve depuis le 1^{er} janvier dernier.

DEUTSCHE BANK. - La première banque oest-allemande, la Deutsche Bank, a réalisé des résultats records en 1982.

ROUSSEL-UCIAF. - Selon les chiffres provisoires communiqués par le groupe, Roussel-UCIAF a enregistré, en 1982, une progression de 18,8 % de son chiffre d'affaires consolidé, lequel a atteint 7,79 milliards de francs, à structure comparable, les ventes à l'étranger représentant désormais près de 67 % du total des ventes.

Dans le même temps, le bénéfice net consolidé a augmenté de façon beaucoup plus modeste, pour passer de 136,3 à 141,5 millions de francs (+ 3,8 %), tandis que la marge brute d'exploitation avant déduction fiscale a augmenté de 39,9 millions de francs, en hausse de 14,2 % sur l'exercice 1982.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 31 déc. 1982)

Indice général : 121,45

Indice des AGENTS DE CHANGE (base 100 : 31 déc. 1982)

Indice des AGENTS DE CHANGE : 121,45

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus du 31 mars : 12,5 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en francs) : 239,83

BOURSE DE PARIS

Comptant

30 MARS

VALEURS	Cours de clôture	Différence	VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcatel	417,25	+0,11	Alcatel	417,25	+0,11
A.T.T.	417,25	+0,11	A.T.T.	417,25	+0,11
Boeing	417,25	+0,11	Boeing	417,25	+0,11
Chrysler	417,25	+0,11	Chrysler	417,25	+0,11
Deutsche Bank	417,25	+0,11	Deutsche Bank	417,25	+0,11
General Electric	417,25	+0,11	General Electric	417,25	+0,11
IBM	417,25	+0,11	IBM	417,25	+0,11
Intel	417,25	+0,11	Intel	417,25	+0,11
Johnson & Johnson	417,25	+0,11	Johnson & Johnson	417,25	+0,11
Merck	417,25	+0,11	Merck	417,25	+0,11
Microsoft	417,25	+0,11	Microsoft	417,25	+0,11
Motorola	417,25	+0,11	Motorola	417,25	+0,11
Oracle	417,25	+0,11	Oracle	417,25	+0,11
Rockwell	417,25	+0,11	Rockwell	417,25	+0,11
Sony	417,25	+0,11	Sony	417,25	+0,11
Texas Instruments	417,25	+0,11	Texas Instruments	417,25	+0,11
Unisys	417,25	+0,11	Unisys	417,25	+0,11
Wang	417,25	+0,11	Wang	417,25	+0,11
Xerox	417,25	+0,11	Xerox	417,25	+0,11

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcatel	417,25	+0,11
A.T.T.	417,25	+0,11
Boeing	417,25	+0,11
Chrysler	417,25	+0,11
Deutsche Bank	417,25	+0,11
General Electric	417,25	+0,11
IBM	417,25	+0,11
Intel	417,25	+0,11
Johnson & Johnson	417,25	+0,11
Merck	417,25	+0,11
Microsoft	417,25	+0,11
Motorola	417,25	+0,11
Oracle	417,25	+0,11
Rockwell	417,25	+0,11
Sony	417,25	+0,11
Texas Instruments	417,25	+0,11
Unisys	417,25	+0,11
Wang	417,25	+0,11
Xerox	417,25	+0,11

Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcatel	417,25	+0,11
A.T.T.	417,25	+0,11
Boeing	417,25	+0,11
Chrysler	417,25	+0,11
Deutsche Bank	417,25	+0,11
General Electric	417,25	+0,11
IBM	417,25	+0,11
Intel	417,25	+0,11
Johnson & Johnson	417,25	+0,11
Merck	417,25	+0,11
Microsoft	417,25	+0,11
Motorola	417,25	+0,11
Oracle	417,25	+0,11
Rockwell	417,25	+0,11
Sony	417,25	+0,11
Texas Instruments	417,25	+0,11
Unisys	417,25	+0,11
Wang	417,25	+0,11
Xerox	417,25	+0,11

Etrangères

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcatel	417,25	+0,11
A.T.T.	417,25	+0,11
Boeing	417,25	+0,11
Chrysler	417,25	+0,11
Deutsche Bank	417,25	+0,11
General Electric	417,25	+0,11
IBM	417,25	+0,11
Intel	417,25	+0,11
Johnson & Johnson	417,25	+0,11
Merck	417,25	+0,11
Microsoft	417,25	+0,11
Motorola	417,25	+0,11
Oracle	417,25	+0,11
Rockwell	417,25	+0,11
Sony	417,25	+0,11
Texas Instruments	417,25	+0,11
Unisys	417,25	+0,11
Wang	417,25	+0,11
Xerox	417,25	+0,11

Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcatel	417,25	+0,11
A.T.T.	417,25	+0,11
Boeing	417,25	+0,11
Chrysler	417,25	+0,11
Deutsche Bank	417,25	+0,11
General Electric	417,25	+0,11
IBM	417,25	+0,11
Intel	417,25	+0,11
Johnson & Johnson	417,25	+0,11
Merck	417,25	+0,11
Microsoft	417,25	+0,11
Motorola	417,25	+0,11
Oracle	417,25	+0,11
Rockwell	417,25	+0,11
Sony	417,25	+0,11
Texas Instruments	417,25	+0,11
Unisys	417,25	+0,11
Wang	417,25	+0,11
Xerox	417,25	+0,11

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	COURS
Alcatel	417,25
A.T.T.	417,25
Boeing	417,25
Chrysler	417,25
Deutsche Bank	417,25
General Electric	417,25
IBM	417,25
Intel	417,25
Johnson & Johnson	417,25
Merck	417,25
Microsoft	417,25
Motorola	417,25
Oracle	417,25
Rockwell	417,25
Sony	417,25
Texas Instruments	417,25
Unisys	417,25
Wang	417,25
Xerox	417,25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS
Alcatel	417,25
A.T.T.	417,25
Boeing	417,25
Chrysler	417,25
Deutsche Bank	417,25
General Electric	417,25
IBM	417,25
Intel	417,25
Johnson & Johnson	417,25
Merck	417,25
Microsoft	417,25
Motorola	417,25
Oracle	417,25
Rockwell	417,25
Sony	417,25
Texas Instruments	417,25
Unisys	417,25
Wang	417,25
Xerox	417,25

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉMOCRATIE : « Un miroir pour les peuples », par Jean-Claude Hahn; « Des larmes de fond », par Denis Langlais; « La politique du bel canin », par Michel Maffessoli; « Les exclus », par Tove Munk Guedat.

ÉTRANGER

3. LES NOUVELLES PROPOSITIONS DE M. REAGAN.

3. ASIE

4. AMÉRIQUES

5. PROCHE-ORIENT

5. EUROPE

POLITIQUE

6. Il faut désormais gérer les réformes annoncées, déclare M. Mauroy.

7. L'application du plan d'austérité : l'industrie première victime ?

8. La limitation des sorties de devises touristiques.

SOCIÉTÉ

9. La grève de la fin des jeunes Maghrébines de Venissieux.

10. JUSTICE : les sénateurs favorables à une garde à vue de trois jours.

11. POLICE : austérité et passe-droits.

12. ÉDUCATION.

13. MÉDECINE.

14. DÉFENSE.

LE MONDE DES LIVRES

11. Deux inédits de Jean-Paul Sartre.

12. LA VIE LITTÉRAIRE.

13. LETTRES ÉTRANGÈRES : rêver Guernsey.

14. HISTOIRE LITTÉRAIRE : le bonheur d'être Alphonse Daudet.

CULTURE

- MUSIQUE : Parsifal à Rouen.

- JAZZ : à Grenoble.

- CINÉMA.

- LU : « A propos de l'avortement », de Pierre de Loch.

- 16-17. COMMUNICATION : les catholiques et l'humain; (Vul) : « Je ne suis qu'un pauvre type », par Claude Sarrault.

18. SPORTS.

- PRESSE.

ÉCONOMIE

21. ÉTRANGER : en Suède, la forte dévaluation d'octobre semble pour le moins avoir réussi.

- SOCIAL : depuis trois mois, le rythme annuel de croissance des dépenses d'assurance-maladie se ralentit.

22. AFFAIRES : les réseaux câblés : un investissement de 60 milliards de francs en 15 ans.

- ENVIRONNEMENT.

- RADIO-TÉLÉVISION (17) INFORMATIONS « SERVICES » (18);

- Pâques : les services ouverts ou fermés; « Journal officiel »; Arlequin; Loterie nationale; Loto; Météorologie; Mots croisés.

- Annuaire classés (20); Carnet (19); Programmes des spectacles (16); Marchés financiers (23).

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

- ENVIRONNEMENT.

La Grande-Bretagne annonce une nouvelle baisse des prix de son pétrole

Le marché a accueilli avec calme l'annonce par la Compagnie pétrolière nationale britannique (B.N.O.C.) mercredi 30 mars d'une nouvelle baisse des prix officiels des bruts de la mer du Nord.

Supérieurs aux prix réels pratiqués au jour le jour sur le marché libre, les nouveaux tarifs britanniques devraient permettre, estime la plupart des observateurs, une stabilisation des cours et une légère reprise des transactions, gelées depuis plusieurs semaines. Le nouveau prix du « Brent », qualité de référence la plus vendue, serait fixé à 30 dollars par baril, soit au même niveau que les bruts concurrents du Nigeria de

meilleure qualité, les prix des autres qualités britanniques à 29,75 dollars par baril.

Les tarifs seraient applicables rétroactivement à compter du 15 mars. Les anciens tarifs officiels (33,50 dollars par baril) ne seraient toutefois appliqués qu'aux transactions effectuées avant le 31 janvier, un prix intermédiaire de 30,50 dollars par baril étant proposé pour les ventes réalisées entre le 1^{er} février et le 15 mars. La Norvège a annoncé qu'elle devrait s'aligner sur les nouveaux prix britanniques, la décision officielle devant être prise mardi 5 avril, après les fêtes pasciales.

La décision britannique était impatiemment attendue par tous les opérateurs sur le marché pétrolier : négociants, compagnies, voire quelques pays producteurs. La première proposition de prix faite par les Britanniques à la mi-février n'ayant pas été acceptée par ses clients, qui l'estimaient insuffisante compte tenu des niveaux réels pratiqués sur le marché au jour le jour, la B.N.O.C. devait fixer de nouveaux tarifs, inférieurs aux 30,50 dollars par baril initialement proposés. Mais, ce faisant, elle risquait de provoquer une nouvelle diminution de prix du Nigeria, lequel avait annoncé en février qu'il s'alignerait désormais sur toute nouvelle baisse de la Grande-Bretagne, son principal concurrent. La Grande-Bretagne pouvait donc faire voler en éclats le laborieux accord cooel à Londres le 15 mars entre les pays de l'O.P.E.P. Le déclenchement d'une spirale à la baisse aurait été dès lors inévitable.

Cette hypothèse semble désormais pouvoir être écartée. La baisse annoncée par Londres apparaît, à maints égards, comme un mouvement modéré, inférieur en tout cas au réajustement demandé par les compagnies clientes de la B.N.O.C. Le nouveau prix de 30 dollars par baril semble avoir fait l'objet d'un consensus informel entre la Grande-Bretagne et le Nigeria d'une part, les pays africains et ses partenaires au sein de l'O.P.E.P. d'autre part. Le Nigeria se serait engagé, sans toute-

fois le reconnaître officiellement, à ne pas réajuster ses tarifs si Londres s'en tenait à ce prix. Les responsables économiques nigériens restent certes encore divisés à Lagos sur la politique à suivre, certains, selon un quotidien nigérien, soutenant la nécessité de s'aligner à nouveau sur les Britanniques et de diminuer les prix de 1/2 centime, compte tenu de la faiblesse de la production nigérienne, inférieure en mars pour le troisième mois consécutif à 1 million de barils par jour — alors que le « quota » alloué au pays atteint 1,3 million. Mais, compte tenu des conséquences qu'une telle décision entraînerait, il semble a priori peu probable que Lagos se lance seul à nouveau dans une guerre des prix.

L'O.P.E.P. continuera à respecter les prix du pétrole fixés par la dernière réunion de l'Organisation à Londres malgré la baisse décidée par la Grande-Bretagne, a indiqué, mercredi 30 mars, le ministre vénézuélien de l'énergie. Il a précisé, selon l'A.F.P., que le Nigeria entendait agir en la matière au sein de l'O.P.E.P. et non plus de son propre chef, comme il l'avait fait en février, après l'annonce de la première proposition de prix britannique, déclenchant une crise ouverte au sein de celle-ci.

Si, comme on peut le penser, le Nigeria choisit de ne pas bouger, la fixation des nouveaux prix britanniques devrait permettre, en élargissant la situation, une reprise des transac-

Le transporteur français des déchets de Seveso a été incarcéré

Après plus de cinq heures d'audition, le gérant de la Société provinciale d'élimination des déchets chimiques (SPEDILEC), M. Bernard Parinaud, a été placé le 30 mars en détention provisoire par le juge d'instruction de Saint-Quentin, M. Régis Vanhousbroek. Il a été inculpé pour « non-déclaration des caractéristiques et de la destination d'une cargaison importée de l'étranger » et « non-application des règlements concernant les installations classées ».

Cette inculpation, survenant six mois après les faits — puisque les fûts contenant la dioxine de Seveso sont entrés en France le 10 septembre 1982, — souligne les carences des différentes administrations chargées de faire appliquer la réglementation. A commencer par les douanes, qui ont laissé entrer sur le territoire un chargement de produits hautement toxiques sans véritable vérification, et sans alerter aussitôt l'administration concernée, à l'époque le ministère de l'environnement.

Selon les premiers résultats de l'enquête menée par la police judiciaire d'Amiens, le ressort en effet que le chargement de la SPEDI-

LEC a été dédouané à Saint-Quentin le 17 septembre. Les fûts de dioxine ont repris alors la route pour une destination inconnue, sans que les pouvoirs publics français n'interviennent, trop heureux sans doute que des déchets toxiques aussi « marqués » repassent la frontière pour autant qu'ils l'aient réellement fait.

Quant à la société Hoffmann-La Roche, l'entreprise de Zurich qui possédait l'usine de Seveso, elle a reçu en décembre une déclaration de décharge, dûment certifiée par un notaire italien, affirmant que les fûts reposent sous « cinq mètres d'argile ». Mais où ? M. Bernard Parinaud n'est certainement pas le seul à connaître la réponse.

Démentis allemands

Au ministère ouest-allemand de l'intérieur, chargé des problèmes d'environnement en République fédérale d'Allemagne, un porte-parole a indiqué, ce 31 mars, que les informations selon lesquelles les déchets de Seveso sont stockés en R.F.A. sont « fausses ». Il a ajouté qu'aucun contact, jusqu'à présent, n'a été établi entre son ministère, M. Friedrich Zimmermann, et M. Huguet Bouchardeau, secrétaire d'Etat français à l'environnement, à propos de la dioxine litigieuse.

Quant à la firme « Dynamit Nobel », une entreprise de produits chimiques dont le siège est à Troisdorf, près de Bonn, soupçonnée d'avoir stocké les déchets, elle a catégoriquement démenti avoir traité les fûts de Seveso.

Le numéro du « Monde » daté 31 mars 1983 a été tiré à 496 643 exemplaires.

Pour lutter efficacement contre

LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIÉES leaders de la protection individuelle

Construites de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIÉES sont parfaitement adaptées pour la conduite auditive.

Un produit français vendu et utilisé dans 36 pays

Toutes Pharmacies ou pour vos Remplacements : Tél. 532.85.88

LA VISITE DE M. SILES ZUAZO

La France et la Bolivie sont hostiles à l'intervention des grandes puissances en Amérique centrale

La France et la Bolivie vont faire en sorte que leur « coopération très importante, qui pourrait ensuite s'étendre à d'autres pays d'Amérique latine », soit suivie par l'établissement « de relations économiques mutuellement intéressantes » entre la Bolivie et d'autres pays européens, a déclaré mercredi 30 mars le président bolivien, M. Hernán Siles Zuazo, en visite officielle à Paris.

M. Zuazo a insisté sur l'atmosphère « particulièrement cordiale » de ses entretiens avec les responsables français, en particulier avec M. Mitterrand. Mettant en avant « les convergences politiques entre les gouvernements français et bolivien », il a souligné que sa visite n'avait « pas de relations » avec l'expulsion de Bolivie du criminel de guerre Klaus Barbie.

Il a confirmé la création, en attendant d'autres structures permanentes, d'une commission d'étude et de mise en œuvre de projets économiques communs, réunie dès mercredi avec la participation du ministre délégué chargé de la coopération, M. Christian Nucet.

Cette commission, a précisé M. Nuñez del Prado, ministre bolivien de la planification, doit permettre de mettre au point la forme de coopération « pragmatique » qui est « dans l'intérêt des deux parties ». La partie bolivienne, a indiqué le

ministre, ne souhaite pas tant des crédits que la mise sur pied de « projets communs qui aboutiraient à un partage des bénéfices retirés de la mise en valeur des richesses potentielles importantes de la Bolivie ».

L'obtention de crédits et le problème du rééchelonnement de la dette extérieure bolivienne restent néanmoins une préoccupation des responsables de La Paz, qui ont trouvé leur pays « ruiné par la dictature » lors du retour de la démocratie, en octobre 1982, a toutefois déclaré M. Zuazo. L'aide la plus urgente, a-t-il souligné, concerne les réparations des dommages causés dans l'est du pays, par des récentes inondations. M. Nuñez del Prado a annoncé mercredi que la France avait décidé l'octroi d'un programme alimentaire, dont le montant serait précisé ultérieurement, et l'envoi d'experts du génie pour la reconstruction d'ouvrages d'art détruits. Les projets communs concerneront, d'autre part, l'énergie, le développement rural et le transfert de technologie.

An plan politique, Français et Boliviens présentent ensemble des « efforts pacifiques de règlement en Amérique centrale » et veulent « empêcher l'intervention de grandes puissances » dans la région, a encore précisé M. Zuazo, qui devait rentrer à La Paz ce jeudi.

M. PEREZ DE CUELLAR REÇU A L'ÉLYSÉE

Le président de la République a reçu mercredi après-midi, 30 mars, le comité administratif de coordination des Nations unies, une trentaine de personnalités, directeurs et directeurs généraux, conduites par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar.

M. Mitterrand a rappelé que pour la France le combat pour la paix passe par un nouveau type de relations entre le Nord et le Sud. Il a souligné le rôle que peuvent jouer à cet égard toutes les organisations économiques spécialisées de l'ONU, notamment le F.M.I. ou la Banque mondiale.

Quant à M. de Cuellar, il a insisté sur le rôle historique de la France pour la paix, aussi bien hier qu'aujourd'hui. M. Pérez de Cuellar a été reçu également par M. Mauroy. Évoquant son voyage à Moscou, il a précisé que les « Soviétiques ont exercé le rôle de trouver des solutions pour arrêter la course aux armements ».

S'agissant de l'Afghanistan et des négociations menées directement par l'ONU avec ce pays et le Pakistan, M. Pérez de Cuellar a déclaré que les dirigeants soviétiques avaient « encouragé fortement à poursuivre (ses) efforts et lui avaient donné certaines raisons d'espérer ».

A Nice

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE DU BATIMENT LICENCIE PRÈS DE LA MOITIÉ DE SON PERSONNEL

(De notre correspondant régional.)

Nice. — Après avoir été admise au bénéfice de la suspension provisoire des poursuites le 1^{er} février dernier, la société nicoise Nicoletti, l'une des principales entreprises du bâtiment et des travaux publics des Alpes-Maritimes, a présenté, le mercredi 30 mars à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre, une demande d'autorisation de licenciement collectif de trois cent vingt-huit salariés sur un effectif de sept cent cinquante et une personnes.

Le comité d'entreprise a donné un avis de principe favorable, mais la C.G.T. entend proposer son propre plan de redressement pour limiter les effets de cette mesure. Elle met en cause la gestion de l'entreprise.

NOUVELLE ATTAQUE IRANIENNE AU KURDISTAN

Les forces gouvernementales iraniennes mènent depuis dix jours une grande offensive contre les maquisards kurdes dans la province d'Azerbaïdjan occidentale, a annoncé jeudi 31 mars à Londres un porte-parole du parti démocratique du Kurdistan iranien.

Selon le porte-parole du P.D.K.I., le gouvernement a fait intervenir des blindés, de l'artillerie lourde et des hélicoptères contre les bases des maquisards kurdes. Ainsi, par des attaques répétées, a-t-il déclaré, des milliers de soldats iraniens ont été tués. Radio-Téhéran, qui a fait état de la nouvelle offensive, a annoncé que plusieurs dizaines de pechmangers avaient été mis hors de combat. Pour sa part, les maquisards ont affirmé dans un communiqué rendu public à Paris que les persans avaient, le 23 mars, exécuté en public vingt-cinq habitants du village de Gichan au Kurdistan.

À Paris, une délégation de parlementaires communistes s'est rendue mercredi à l'ambassade de Téhéran pour exiger « que cesse toute forme de répression en Iran » et demander « la libération immédiate de Nouraldine Kianouri, secrétaire général du Toudéh, et tous les démocrates emprisonnés ».

VIOLENTE OFFENSIVE VIETNAMIENNE CONTRE UNE BASE KHMÈRE ROUGE

Bangkok (Reuters, U.P.I.). — Les forces vietnamiennes ont déclenché ce jeudi 31 mars une importante offensive contre Phnom-Chat, l'une des principales bases des Khmers rouges à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande.

Les Vietnamiens, appuyés par des blindés, ont commencé leur offensive peu avant l'aube par un pilonnage d'artillerie. La base des Khmers rouges est située entre deux camps de réfugiés du Front de libération du peuple khmer (F.L.N.P.K.), qui hébergent quelque cent mille réfugiés. Plusieurs dizaines de milliers de Cambodgiens s'étaient réfugiés dans ces camps début février à la suite de l'offensive lancée de 31 janvier par les Vietnamiens contre Nong-Chan, le plus important camp du F.L.N.P.K. (le Monde des 5 et 10 février).

Une compagnie vietnamienne qui poursuivait des maquisards khmers rouges a pénétré en Thaïlande et a en un bref accrochage avec les forces thaïlandaises.

Lists de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

(Publicité) LE BRUIT REND FOU

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'électronique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se décomprime en douceur pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail soigné, sa polyvalence est remarquable, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la nation. EN PHARMACIE ou 273.30.34.

A B C D E F G H

la nouvelle

LE ROY

un produit de

BAUME & MERCIER

GENÈVE 1830

Montre pour homme, extra-plate, à quartz, étanche. Acier traité noir mat et plaqué or.

FF 2 950.-

Aldebert

15, place Vendôme
7, bd de la Madeleine
70, 12, Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

Pour lutter efficacement contre

LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIÉES leaders de la protection individuelle

Construites de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIÉES sont parfaitement adaptées pour la conduite auditive.

Un produit français vendu et utilisé dans 36 pays

Toutes Pharmacies ou pour vos Remplacements : Tél. 532.85.88

venez essayer le CAD TRÉCA chez

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

VU A LA TÉLÉ

Sommier articulé équipé d'un moteur électrique permettant un nombre incalculable de positions.

CAPÉLOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE • 75011 PARIS Métro Parmentier • Téléphone : 357 46 35

هكذا من الأصل